



Département
de
l'Ain

COMMUNE DE GARNERANS

RAPPORT DE PRESENTATION

1

Prescrit le	: 25.01.1985
Approuvé le	: 26.06.1991
Révision n° 1 prescrite le	: 05.09.2003
Approuvée le	: 29.06.2012

INTRODUCTION

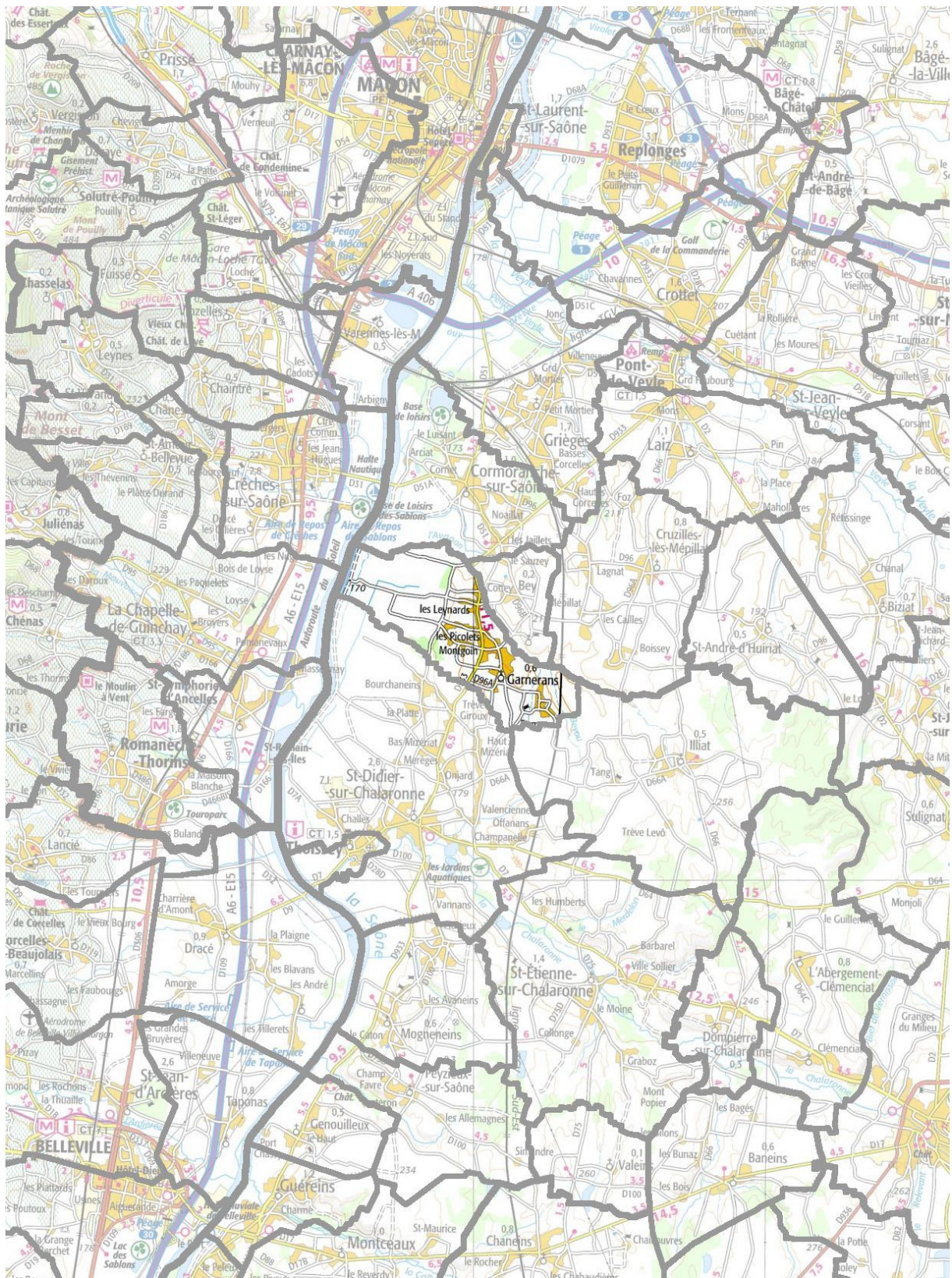
La commune de Garnerans dispose d'un plan d'occupation des sols approuvé le 26 juin 1991 puis modifié durant la procédure de révision en plan local d'urbanisme.

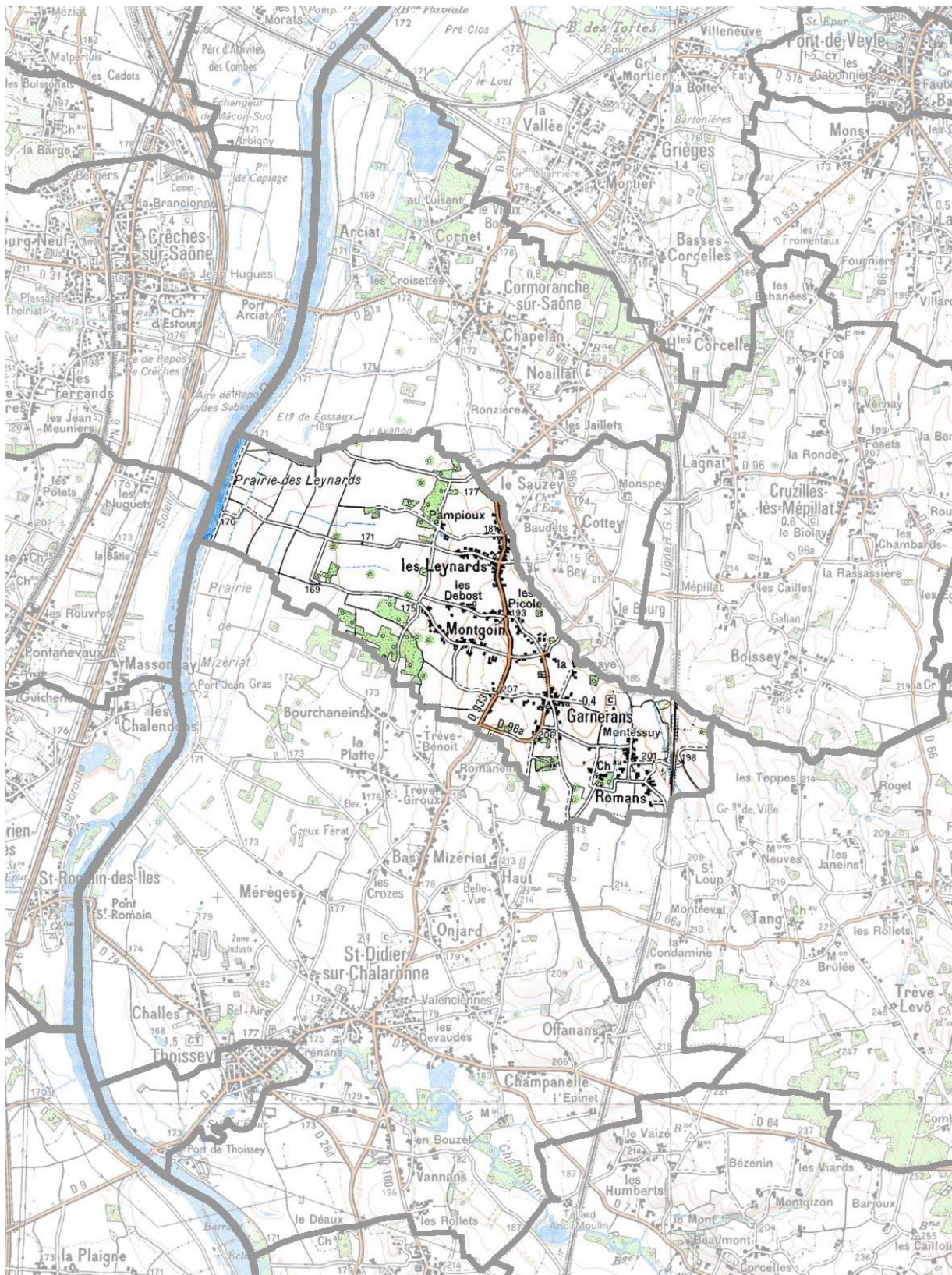
Le rapport de présentation explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.

Il s'appuie sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services.

SOMMAIRE

1. Présentation.....	7
2. Schéma de cohérence territoriale (SCoT) Val de Saône-Dombes.....	8
2.1. L'habitat et le cadre de vie	9
2.2. La dynamique économique	15
2.3. L'organisation et le fonctionnement du territoire	18
3. Servitudes d'utilité publique	19
4. Connaissance de la commune	20
4.1. Etat initial de l'environnement	20
4.2. Démographie	40
4.3. Activités et population active	41
4.4. Parc immobilier	43
4.5. Equipements publics.....	45
4.6. Analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers.....	54
4.7. Plan d'occupation des sols approuvé en 1991	55
4.8. Conclusion	58
5. Présentation du projet.....	60
5.1. Activité agricole (zone A)	60
5.2. Espaces et paysages naturels (zone N).....	63
5.3. Evolution démographique, zones de développement et diversification de l'offre en habitat (zones UA, UB, 1AU, 2AU, secteur An).....	64
5.4. Equipements et services	72
5.5. Activités économiques	74
6. Modifications apportées	75
6.1. Zonage	75
6.2. Règlement	76
6.3. Emplacements réservés.....	78
7. Prise en compte de l'environnement.....	79
8. Localisation et superficie des terrains constructibles.....	81







1. Présentation

A la limite Ouest du département et de la Bresse, en bord de Saône, à environ dix kilomètres au sud de Mâcon, dans son aire d'influence, sept kilomètres au sud-ouest de Pont de Veyle et quatre kilomètres au nord du pôle Thoissey-Saint Didier sur Chalaronne, auxquelles elle est reliée par la route départementale 933, Garnerans, commune rurale de 640 habitants (recensement de 2008), s'étend sur 857 hectares.

Sa forme se rapproche d'un rectangle long de 6 kilomètres et large de 1,5 kilomètre, qui s'étire du sud-est vers le nord-ouest.

Le territoire communal, bénéficiant de la douceur des paysages du Val de Saône, est limité :

- au nord, par Cormoranche sur Saône ;
- au nord-est, par Bey et Cruzilles les Mépillat ;
- au sud-est, par Illiat ;
- au sud, par Saint Didier sur Chalaronne ;
- à l'ouest, par la Saône puis la Chapelle de Guinchay en Saône et Loire.

La commune est bien accessible par les échangeurs de Belleville et Mâcon sur l'A 6 et de Replonges sur l'A 40 (Mâcon-Genève), relativement proches sans que ces infrastructures ne soient une gêne. Elle sera proche de la future A 406 (jonction entre la Route Centre Europe Atlantique et l'A 40). Elle est traversée par la RD 933, axe nord-sud du Val de Saône qui la relie à Pont de Veyle au nord et au pôle Thoissey-Saint Didier sur Chalaronne au sud.

Les gares de Pontanevaux la Chapelle, à cinq kilomètres, de Crêches sur Saône, à six, et de Pont de Veyle, à huit, sont desservies par une ligne de trains express régionaux (TER). La gare de Mâcon l'est par la ligne TGV.

Le territoire est desservi par les lignes

114 et, à proximité, 120 du réseau Transports départementaux de l'Ain.

Les aéroports internationaux les plus proches sont ceux de Lyon Saint-Exupéry et de Genève Cointrin. Les deux aéroports de proximité Charnay les Mâcon et Bourg en Bresse assurent également les déplacements d'affaires.

La pointe Est de la commune est touchée par la ligne TGV.

La commune est marquée par une activité agricole dynamique et diversifiée (bétail, céréales) qui bénéficie des terrains à très bonne valeur agronomique de la vallée de la Saône.

Les habitants sont installés essentiellement au village, à l'est de la RD 933, autour d'une conjonction entre la RD 96a et des voies communales, et dans quatre principaux hameaux :

- Les Leynards, contigu à la RD 933 et s'étirant vers l'Ouest de part et d'autre du chemin de la Prairie (VC 4) ;
- Les Debost, plus au Sud, de part et d'autre des chemins des Debost et des Trêve (VC 2), jouxtant la limite Nord du village ;
- Montgoin, encore plus au Sud, de part et d'autre du chemin de Montgoin (VC 3) ;
- Romans, en partie Est de la commune le long de la route d'Illiat (VC 7).

Quelques constructions « isolées » se trouvent à proximité de ceux-ci.

Garnerans adhère à la communauté de communes Val de Saône - Chalaronne qui siège à Saint Didier sur Chalaronne. Créée le 1er janvier 1994, elle regroupe, outre Garnerans, les communes d'Illiat, Mogne-neins, Peyzieux sur Saône, Saint Didier sur Chalaronne, Saint Etienne sur Chalaronne et Thoissey.

2. Schéma de cohérence territoriale (SCoT) Val de Saône-Dombes

Par arrêté préfectoral du 9 avril 2002, le syndicat mixte Val de Saône-Dombes a pris la compétence en matière de schéma de cohérence territoriale. Il a lancé l'élaboration du schéma de cohérence territoriale le 7 janvier 2003 et l'a approuvé le 7 juillet 2006. Ce schéma est exécutoire depuis le 20 septembre 2006.

Les élus du SCoT ont procédé à sa modification (approuvée en comité syndical du 18 février 2010) afin de le rendre compatible avec la Directive territoriale d'aménagement de l'aire métropolitaine lyonnaise.

Son périmètre s'étend sur 359 km² le long de la Saône de Massieux à Garnerans, au sud aux portes de l'agglomération lyonnaise et au nord à la limite de l'agglomération mâconnaise, face à l'agglomération caladoise et jusqu'à la Dombes. Il comprend 37 communes réparties en :

- Quatre communautés de communes : Montmerle 3 Rivières, Porte Ouest de la Dombes, Saône Vallée et Val de Saône Chalaronne à laquelle Garnerans adhère ;
- La communauté de communes Chanstrival (non compétente en matière de

SCoT) à l'exception de la commune de Saint Trivier sur Moignans ;

- Le Sivom du Val de Mâre ;
- Une commune isolée : Villeneuve.

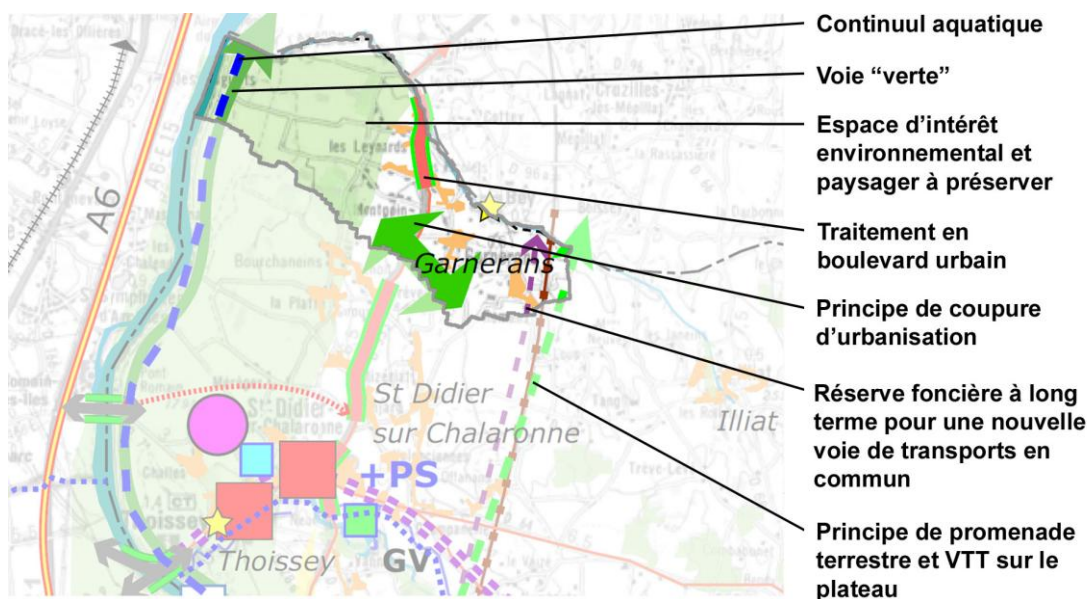
Directement sous influence de l'agglomération de Villefranche, le territoire du SCoT participe pleinement de l'aire métropolitaine lyonnaise : plus de la moitié des communes fait partie de son périmètre.

Le SCoT a pour ambition d'assurer le développement de l'ensemble des territoires inclus dans son périmètre dans le respect de leur diversité et de leur authenticité. Pour y parvenir, trois priorités ont été définies :

- Affirmer une identité entre « Val de Saône » et « Dombes » ;
- Maîtriser le rythme d'accroissement démographique ;
- Promouvoir le partenariat entre les intercommunalités.

Les objectifs sont déclinés en trois grands volets :

- L'habitat et le cadre de vie ;
- La dynamique économique ;
- L'organisation et le fonctionnement du territoire.



Le document d'orientations générales, qui rassemble les dispositions ayant une valeur prescriptive et permettant la mise en œuvre

des objectifs du projet d'aménagement et de développement durable, concerne notamment Garnerans sur les points suivants :

2.1. L'habitat et le cadre de vie

2.1.1. *Accroître et diversifier l'offre de logements sur le territoire*

Les calculs portent à environ 4300 le nombre de résidences principales supplémentaires entre 2006 et 2016 pour répondre aux besoins des populations nouvelles et du desserrement des ménages, auxquelles doivent s'ajouter les besoins liés au renouvellement des logements. La moyenne annuelle établit en effet autour de 430 logements par an. Au regard du diagnostic on peut constater que cette moyenne est nettement supérieure au rythme moyen global de ces dernières années (+330 logements par an de 1990 à 1999 et 428 depuis 2000).

Conformément aux objectifs de développement définis, fondés sur une structuration multipolaire du territoire et confortant les centralités urbaines existantes, le SCoT ambitionne d'accueillir les $\frac{2}{3}$ de la croissance démographique prévue entre 2009 et 2016 sur les centralités. Garnerans est une commune rurale située dans le bassin de Thoissey-Saint Didier sur Chalaronne, pôle urbain secondaire.

Les éléments suivants sont fournis en annexe du Document d'Orientations Générales pour Garnerans :

Population			Constructions neuves			
<i>Taux de variation annuelle 1999-2009</i>	<i>Taux de variation annuelle 2009-2016</i>	<i>Taux de variation annuelle 2006-2016</i>	<i>Résidences principales 2006</i>	<i>Résidences principales 2006-2016</i>	<i>Logements commencés 2006-2009</i>	<i>Reste à construire 2009-2016</i>
2,3 %	1,0 %	1,0 %	232	37	7	30

En déclinant par catégorie de besoin (desserrement, croissance démographique, renouvellement et fluidité du marché) le profil des produits logements à mettre en service, le SCoT projette l'objectif moyen par bassin de :

- 20 % de logements locatifs, du social à l'intermédiaire ;
- 10 % de logement en accession sociale, c'est-à-dire permettant aux ménages mo-

destes de continuer d'accéder dans le territoire (en particulier ceux du territoire) ;

- 20 % en accession aidée intermédiaire (produits économiques notamment en foncier pour permettre aux ménages moyens, actifs, de s'installer sur le territoire) ;
- 50 % restant du ressort du marché libre.

Les communes du SCoT Val de Saône-Dombes poursuivent avec leur document d'urbanisme local un objectif de renforcement de l'attractivité dans les centres anciens. Il faut développer dans le territoire du SCoT la capacité d'offrir un habitat de qualité alternatif à une offre périphérique (type « lotissement » en accession) ; cet objectif devant être poursuivi par chaque commune dans le cadre de son PLU.

Les collectivités locales doivent agir en faveur d'une meilleure répartition de l'offre en logement social sur le territoire en mettant en œuvre de petites opérations au cœur des villes et des villages à destination notamment des populations jeunes, des personnes âgées, des jeunes ménages et familles monoparentales.

A terme, un objectif de 20 % de logements locatifs aidés (HLM, conventionné privé, en insertion, en intermédiaire pour les actifs...) est retenu pour chaque bassin de vie du SCoT, avec des clés de répartition qui seront à affiner sur l'ensemble du territoire dans le cadre de dispositifs idoines de type PLH.

Pour la durée du présent SCoT (d'ici 2016), étant données les perspectives de production de logements (4 300 nouveaux

logements soit au moins 20 % ou 900 logements locatifs aidés), le taux de logements locatifs aidés dans le territoire devrait atteindre un premier palier de 12,5 % (3 000 logements sociaux pour 24 300 résidences principales) témoignant ainsi d'un réel effort de diversification de l'offre et de réponse adaptée aux besoins.

Cette production de logements aidés sera proportionnelle aux poids démographiques et résidentiels actuels et prévus de chaque bassin de vie, soit globalement 15 % pour le secteur Nord de Thoissey-Saint-Didier sur Chalaronne, 15 % pour celui de Montmerle, 5 % pour le secteur du Val de Mâtre, 25 % pour Porte Ouest de la Dombes et 40 % pour le secteur de Trévoux-Reyrieux.

Ces objectifs de production/répartition de logements aidés seront précisés dans les PLH conduits par les EPCI compétents.

En attendant ces PLH, les communes auront dans tous les cas pour objectif d'atteindre, sur 20 ans, 20 % de logements aidés sur le total de leur parc de logements. Par ailleurs, pour l'ensemble des communes, le SCoT, dans la logique du Plan de cohésion sociale dans le département, affiche un objectif de référence de 20 % de logements locatifs aidés sur la production neuve.

2.1.2. Maîtriser l'étalement urbain dans le territoire

En premier lieu, par la reconquête des espaces bâtis existants

Au regard de leurs compétences, les communes et structures intercommunales doivent en priorité réinvestir les tissus urbains existants en valorisant les friches urbaines, en utilisant les parcelles déjà construites mais pouvant évoluer par morcellement, réhabilitation, densification, en proposant des opérations de démolition reconstruction et en mobilisant les terrains non encore occupés au cœur des quartiers et des villages (les « dents creuses »). Au moins un quart des nouvelles capacités totales de logements prévues dans le SCoT sont à inscrire par réinvestissement des tissus ur-

bains existants.

Dans les documents d'urbanisme, il s'agit donc de favoriser, la production de nouveaux logements à l'intérieur des villes, villages et hameaux, en permettant par des règlements adaptés, l'urbanisation des terrains libres et la densification raisonnée. Cet objectif de mutation et de densification raisonnée doit être mis en œuvre en fonction des caractéristiques urbaines en place dans chaque quartier, ville et village.

Ainsi, l'estimation des besoins en foncier pour la création de nouveaux logements prendra d'abord en compte les potentialités

du tissu urbain existant. Lors de l'élaboration/révision des documents d'urbanisme, le diagnostic communal devra intégrer une analyse de ces potentialités de réalisation et de réappropriation de logements au sein des espaces déjà urbanisés.

Des répartitions-types constitueront un objectif-référence à poursuivre dans les documents d'urbanisme et serviront de base à des estimations à l'échelle du SCoT. Sont prévues pour les communes rurales dont

Garnerans au minimum 20 % des nouvelles capacités par réinvestissement des tissus urbains existants.

Les constructions nouvelles autour des hameaux sont limitées afin de privilégier le développement des bourgs. L'objectif est de conforter les bourgs et de contribuer ainsi au maintien d'une dynamique du milieu rural, plutôt qu'à une dispersion croissante des habitants.

En deuxième lieu, par des formes urbaines diversifiées et moins consommatrices d'espace

A travers leur document d'urbanisme, les communes doivent permettre une urbanisation sur de petites parcelles, sous forme de maisons de ville, et permettant des opérations d'habitat collectif ou individuel dense respectueuses du caractère propre à chaque ville et village. Une diversité globale des formes urbaines sera recherchée dans les documents d'urbanisme et les nouvelles opérations d'aménagement.

Celles-ci favoriseront l'accueil de logements collectifs dans les centres-bourgs et de programmes mixtes en périphérie, permettant de traiter la question des franges, d'assurer une transition avec le bâti existant et de favoriser l'insertion urbaine et paysagère des projets. L'idée est de promouvoir un développement communal concentrique en maintenant le principe d'une gradation des densités de constructions tout en développant, selon la commune, une image « urbaine » ou « villageoise ».

Ainsi, concernant Garnerans, l'accueil de logements individuels purs ne devra pas dépasser 60 % des nouveaux logements créés.

Par ailleurs, les communes rurales, dont Garnerans, viseront, pour chaque nouvelle opération et en fonction de leur typologie, des objectifs minimums de densité de l'ordre

de 15 logements par hectare. La base de calcul s'établit sur la surface brute, espaces collectifs inclus (stationnement, voiries, espaces verts).

Dans le cadre de l'élaboration/révision/mise en compatibilité de leur document d'urbanisme, les communes évalueront leurs possibilités d'extension sur la base des objectifs démographiques et résidentiels fixés à l'horizon 2016 et des objectifs-cibles de densité et de renouvellement urbain définis précédemment. Ainsi, les communes auront à :

- Estimer le nombre de logements pouvant être construits au sein des tissus déjà urbanisés et ceux nécessitant du foncier d'extension ;
- Ventiler les constructions nouvelles prévues en extension selon les objectifs-cibles de production de logements collectifs, individuels et individuels groupés ;
- En fonction des densités (nombre de logements/hectare), prévues sur les nouvelles opérations en fonction de la typologie de commune, en déduire les besoins en foncier d'extension ;
- Enfin, les communes prévoiront un phasage de leur urbanisation (1AU et 2AU).

En troisième lieu, par l'inscription privilégiée de toute opération future à usage d'habitat et d'équipement en continuité des espaces bâtis existants.

L'objectif est de conserver un caractère compact des développements urbains, sans générer d'espaces interstitiels difficiles à gé-

rer et à occuper pour la collectivité de façon pertinente.

Dans chaque PLU ou carte communale,

l'implantation des constructions nouvelles favorise le caractère concentré et continu des entités urbaines.

Cependant, des ruptures d'urbanisation sont autorisées sur les communes dont la configuration géographique ne permet pas d'inscrire une continuité (relief, zone de

risque, zone naturelle protégée...) mais en aucun cas les développements « séparés » du bourg ne doivent atteindre des surfaces équivalentes à celui-ci. L'objectif premier reste bien celui de privilégier l'aménagement et le développement local sur les villes et villages (logements/équipements/emplois).

En dernier lieu, et dans chaque document d'urbanisme, l'inscription d'un phasage le plus progressif et économe possible et adapté aux besoins pour les extensions urbaines

Les PLU devront justifier de leur consommation de terrains à urbaniser au regard des orientations précédentes. Cet objectif vise à s'assurer qu'à l'échelle du territoire

communal et plus largement du SCoT, le développement n'engendre pas de déséquilibres entre espaces urbains et à urbaniser et espaces naturels, agricoles ou forestiers.

2.1.3. Garantir un aménagement raisonné et valoriser les paysages et l'environnement

A l'occasion de l'élaboration de son PLU ou de sa carte communale, chaque commune doit identifier des réserves foncières et mettre en œuvre des outils réglementaires pour la maîtrise de l'urbanisme (PLU, DPU, ZAC, emplacements réservés...).

Le SCoT entend garantir le maintien d'un réseau écologique, valoriser et préserver les milieux naturels sensibles, et assurer, sur le long terme, le maintien de continuités entre ces espaces et les écosystèmes qui y sont liés. Ainsi, pour protéger les grands paysages et les corridors écologiques et limiter l'isolement des milieux naturels, le SCoT interdit toute forme de continuité urbaine dans le couloir de la Saône et impose aux communes de prévoir dans les PLU des espaces agricoles ou naturels formant des coupures vertes entre les bourgs, du sud au nord du territoire.

Est précisé qu'une coupure large évitant toute continuité urbaine doit être prévue entre Garnerans et Bas-Mizériat. Cette coupure figure sur le plan plus haut.

Les communes veilleront à contenir tout développement de type linéaire, en particulier le long de la RD 933, en préservant les espaces constitutifs de ces ruptures dans

l'urbanisation (zones agricoles ou naturelles, parcs urbains, etc.).

Au regard de leurs compétences, les communes et structures intercommunales mettent en place sur les sites les plus fragiles des protections fortes contre l'urbanisation des secteurs encore non bâtis, au caractère encore naturel : espaces agricoles, boisements, jardins et vergers, parcs...

Un certain nombre de ces éléments naturels, ou de ces espaces agricoles, sont aujourd'hui bordés par des urbanisations qui tendent parfois à les « étouffer », voire les faire disparaître. Le résultat est parfois la continuité bâtie entre deux communes, entre une commune et un hameau...

Ces coupures d'urbanisation peuvent également avoir pour rôle de préserver des cônes de vue sur la vallée de la Saône, des bâtiments remarquables...

Les communes doivent prendre en compte dans leurs documents d'urbanisme :

- Les sites écologiques majeurs (zones Natura 2000 et ZNIEFF, présentées plus loin) ;
- Les caractères spécifiques de l'occupation des sols de chaque commune afin de les préserver (espaces agricoles, es-

paces boisés, zones humides, plantations le long des cours d'eau, ripisylve, éventuellement les haies, arbres remarquables...). Ainsi, la préservation du réseau bocager présent sur l'ensemble du territoire du SCoT, et plus particulièrement sur les cinq communes bocagères du nord (Garnerans, Illiat, Saint Etienne, Valeins et Chaneins), constitue un enjeu à la fois pour la protection et la mise en valeur des paysages, la continuité des corridors écologiques, la limitation des phénomènes de glissement de terrain, mais aussi pour la protection des sols et des agro/écosystèmes. Dans le cadre du diagnostic environnemental des PLU, les communes devront fournir un diagnostic sur le bocage existant et à préserver (haies, talus...) et garantiront sa protection réglementaire par le biais d'un zonage adapté (A ou N) et des mesures de protection spécifiques (ex : au titre de l'article L123-1-7 du Code de l'Urbanisme, Espace boisé classé (EBC)...). Le SCOT préconise et encourage, parallèlement à ces mesures de protection, toute action partenariale entre les particuliers, collectivités et/ou structures compétentes concernées (associations, Chambre d'agriculture,...) en vue de reconstituer ce réseau bocager.

- Les zones humides. Les abords de la Saône et de ses affluents qui jouent un rôle majeur dans le maintien de l'écosystème lié au fleuve. Il s'agit notamment de préserver le site classé du Val de Saône où subsistent une grande richesse écologique caractéristique de la grande vallée de la Saône, et de manière général, de conserver le caractère « sauvage » et l'écosystème des berges de la Saône et de ses affluents (Formans, Chala-

ronne,...).

Afin de préserver les qualités spécifiques des paysages, les communes doivent prendre obligatoirement en compte, dans leurs documents d'urbanisme, le principe de préservation et de valorisation :

- des espaces boisés structurants (en fonction du diagnostic qui sera fait dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme locaux) ;
- des espaces naturels « tampons » entre les bourgs, les villages et hameaux ;
- des forêts soumises au régime forestier (servitude d'utilité publique) ;
- des cours d'eau et de leurs abords (Saône, le bief d'Avanon, la Chalaronne et ses affluents, le ruisseau de Callonne, les biefs de Formans et du Morbier, le Grand ruisseau...) ;
- des étangs de la Dombes et de leurs abords.

La valorisation de ces espaces, aux rôles environnemental, social, sociétal... évidents pourra se faire par le biais d'activités économiques sylvicoles, de tourisme ou de loisirs.

De façon générale, les collectivités locales doivent préserver, voire développer, les espaces verts urbains et villageois. De même, les espaces verts (boisés ou non) en ville et dans les villages sont préservés : parcs ou grands jardins de maisons particulières ou d'équipements publics, coeurs d'îlots (souvent l'addition de petits jardins individuels), alignements d'arbres sur l'espace public...

Au regard de leurs compétences, les communes et structures intercommunales mettent en œuvre des mesures en faveur du respect et de la valorisation à apporter aux entrées de ville et aux paysages des franges urbaines.

2.1.4. Améliorer l'équipement du territoire

Pour pallier les carences du territoire et répondre aux besoins intercommunaux, le SCoT identifie les grands futurs équipements de formation et sportifs à réaliser : un nouveau collège dans le bassin de vie de

Montmerle et deux plateaux sportifs intercommunaux : Val de Saône - Chalaronne et Porte Ouest de la Dombes.

Par ailleurs, d'autres équipements structurants sont à localiser au sein du territoire

en coordination avec les intercommunalités compétentes :

- une seconde piscine couverte ;
- un centre d'enfouissement de déchets ultimes concernant la production du territoire du SCoT, des équipements de traitement de boues de STEP ;
- des aires d'accueil des gens du voyage (Jassans, Trévoux, Montmerle) ainsi qu'une aire de grand passage conformément au Schéma Départemental de l'Ain.

Dans le même temps, une programmation sera conduite par les intercommunalités associant les communes isolées par bassin, pour :

- les grands équipements culturels nécessaires au territoire ;
- les services à assurer et liés à des publics spécifiques : personnes âgées, personnes handicapées, petite enfance, élèves en difficultés...

2.1.5. *Prendre en compte les risques naturels et technologiques*

Le SCoT interdit l'accroissement de population dans les zones d'aléas d'inondations élevés conformément aux orientations et recommandations de la Directive Territoriale d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine Lyonnaise visant à prévenir les risques, gérer les crues pour la vallée du Rhône et préserver les aquifères pour l'alimentation en eau potable.

Dans le périmètre d'extension maximale des crues et des milieux naturels liés aux

zones humides, seules les zones autorisées par des Plans de Prévention des Risques (PPR) postérieurs à 1995 seront urbanisables. Le territoire de Garnerans est concerné par un PPRN, présenté plus loin.

Les communes et intercommunalités compétentes doivent faire preuve de vigilance à proximité des canalisations de produits chimiques et énergétiques pour éviter de densifier l'urbanisation dans la zone correspondant à la limite des effets significatifs.

2.1.6. *Maîtriser l'impact des activités humaines sur l'environnement*

Les collectivités devront asseoir leur développement sur une réflexion concernant l'alimentation en eau, sur le plan quantitatif comme sur le plan qualitatif.

Sur la question de l'assainissement, le SCoT affiche le principe d'une meilleure gestion des systèmes d'assainissement et d'une maîtrise de ses rejets comme une priorité. Il demande aux communes et intercommunalités compétentes de poursuivre leurs efforts de mise aux normes des équipements de traitement et de collecte individuelle et collective des eaux usées.

Les documents d'urbanisme locaux inté-

greront les zonages d'assainissement et devront, tendre vers un taux de raccordement aux réseaux de collecte maximale, notamment en zone urbaine et en zone inondable. La maîtrise de l'assainissement et des impacts sur les milieux récepteurs passe parallèlement par une meilleure gestion des eaux pluviales. Les documents d'urbanisme et les projets d'aménagement favoriseront notamment l'utilisation de techniques visant à limiter l'apport d'eaux pluviales aux réseaux d'assainissement.

Au regard de leurs compétences, les collectivités ou intercommunalités devront, par

le biais des documents et décisions d'urbanisme, prendre toutes les mesures visant à limiter les ruissellements à la source, à améliorer l'infiltration des eaux pluviales et à maîtriser leur écoulement et leur débit.

En milieu urbain comme en milieu rural, à l'occasion d'opérations collectives ou individuelles, le SCoT encourage, à l'utilisation de techniques privilégiant l'infiltration et le stockage de l'eau.

Au sein de chaque commune ou structure intercommunale compétente, voire à

l'échelle du territoire, une étude globale sur la gestion, le traitement et la collecte sélective des déchets sera mise en œuvre de façon concertée.

La consommation d'énergie provient pour une grande part des constructions liées à l'habitat et au tertiaire. Ainsi, de nouvelles formes d'urbanisations répondant aux préoccupations de qualité de l'air seront développées.

2.2. La dynamique économique

2.2.1. *Privilégier une stratégie intercommunale pour le développement économique*

Garnerans n'accueille aucune zone d'activités.

Tous les sites d'activités économiques existants sont à conforter et à valoriser (zones artisanales, zones industrielles, zones commerciales, zones mixtes...). Pour mieux structurer l'offre à venir, une hiérarchisation des sites d'activités est à affirmer dans une logique de développement intercommunal. Chaque bassin et/ou communauté de communes est doté d'un ou plusieurs sites privilégiés d'implantations économiques (PME-PMI) de rang intercommunal. Ils sont le support des efforts à entreprendre pour développer l'emploi sur le territoire, dans une logique de qualité : maîtrise de la consommation foncière par des mesures de densification des zones, superficies cohérentes avec la demande, qualité des bâtiments, des paysagements, des accès... La logique intercommunale permet

également de mieux gérer les délocalisations des PME-PMI sur des sites adaptés sans nuisances pour les riverains.

A ce titre, le SCoT permet l'extension des sites de rang intercommunal, dont la ZI de Thoissey-Saint Didier sur Chalaronne (35 hectares actuellement et 20 en projet).

Dans les autres communes, l'accueil d'activités économiques sera favorisé au cœur des bourgs, dans un principe de mixité fonctionnelle (habitat, équipements, commerces et services, artisanat...), à ce titre, la création ou l'extension de zones d'activités dédiées n'y est pas autorisée.

Les documents d'urbanisme locaux doivent favoriser le maintien et l'implantation nouvelle d'artisans et activités de services dans les villes et villages. L'objectif à poursuivre est celui du respect de la vocation urbaine en place et la meilleure insertion possible de bâtiments dans l'environnement.

2.2.2. *Œuvrer pour la qualité et l'équilibre de l'offre commerciale*

Le SCoT et les collectivités compétentes doivent veiller à un équilibre et une lisibilité de l'offre commerciale sur le territoire, en la hiérarchisant, en favorisant une implantation au plus proche des populations et des zones d'emploi, et en veillant à limiter les incidences négatives sur l'environnement, les paysages et le caractère rural du territoire.

Le SCoT favorise une politique d'urbanisme commercial favorisant proximité et lisibilité de l'offre, et adaptant cette double exigence à chaque échelle du territoire et chaque niveau de besoin. Ainsi, une offre en commerces et services de proximité (coiffure, restaurant, pharmacie, boulangerie...), à favoriser dans l'ensemble des communes, en continuité de l'offre commerciale préexistante des coeurs de centres-villes et centres-villages.

Le développement commercial devra notamment privilégier l'implantation de surfaces au plus près des lieux d'habitation, en centralité urbaine ou à proximité directe, favorisant ainsi un renforcement de l'offre commerciale de proximité au coeur des villes et villages.

Pour préserver et promouvoir un cadre de vie privilégiant une offre commerciale de proximité et favoriser le maintien et l'implantation de commerces de détail dans les centres de villes et villages, les communes doivent prévoir une dimension commerciale dans leurs PLU afin de développer des opportunités dans les futures opérations d'aménagement, notamment de renouvellement urbain et villageois et limiter les éventuelles incidences des futures implantations sur l'environnement urbain et paysager.

2.2.3. *Privilégier une stratégie intercommunale pour le développement touristique*

Les communes ou EPCI doivent protéger et mettre en valeur le patrimoine local (naturel et bâti) dans leurs documents d'urbanisme locaux. Les communes ou EPCI compétents engageront des études et actions pour développer l'hébergement touristique sous toutes ses formes.

Par ailleurs, au regard de leurs compétences, les communes et structures intercommunales doivent inscrire dans leurs do-

cuments d'urbanisme locaux les mesures, notamment en matière de constructibilité, permettant le développement de l'hébergement touristique en centre-ville (par exemple de petits hôtels), en périphérie (hôtels, terrains de camping...) et en milieu rural, en conciliant vocation agricole et vocation touristique par l'aménagement de chambres d'hôtes, ferme auberge, gîtes ruraux, terrains de camping...

2.2.4. *Valoriser les ressources agricoles*

D'une manière générale, chaque commune devra, lors de l'élaboration de son document d'urbanisme, réaliser une étude

agricole qui devra permettre notamment :

- d'identifier et hiérarchiser l'aptitude des terres agricoles ;

- de fournir une connaissance des tendances de succession et de reprise des exploitations ;
- d'indiquer et de justifier les espaces agricoles préférentiels de mutation possible vers l'urbanisation, de garder un cordon sanitaire, si besoin, au-delà des 100 mètres du siège d'exploitation ;
- de prévoir où seront les sièges d'exploitations de demain.

Les secteurs agricoles à fort potentiel devront être préservés. Le SCoT comprend des sols ayant les meilleures potentialités agronomiques du Département, et en particulier les limons de bordure Ouest de la Dombes. Essentiellement localisés dans la partie Sud du Val de Saône, à la limite de la Dombes des étangs, ces sols, dont la qualité se traduit par une agriculture performante, sont soumis à des pressions multiples exercées par la proximité de grandes agglomérations (lyonnaise, caladoise, burgienne...). Le besoin de préservation pour ces espaces stratégiques à l'échelle du SCoT et du Département est donc un enjeu fort, justifiant de leur stricte protection.

Ainsi, dans le cadre du diagnostic agricole préalable au PLU et en associant la Chambre d'agriculture, les communes concernées auront à identifier ces terres à la parcelle et à les préserver dans chaque document d'urbanisme communal par un zonage A (voire éventuellement un zonage N).

Face à la nécessité de développements urbains, les villages et hameaux devront trouver des réponses les plus économes possible pour ces « bonnes terres » (extension dans les dents creuses ou sur des secteurs aux sols moins intéressants...).

Les communes devront porter une attention particulière au devenir des espaces

agricoles dits « ordinaires » dont les caractéristiques ou l'implantation ne permettent souvent pas de développer une politique agricole stratégique à long terme mais qui participent, toutefois, aux équilibres naturels, écologiques et paysagers du territoire (coupure dans l'urbanisation, corridors écologiques...). Ils constituent, en ce sens, des espaces à préserver ou à valoriser durablement.

D'une manière générale, les espaces agricoles non mitoyens d'entités urbanisées (villes, villages, hameaux) demeurent à vocation agricole et ne sont pas urbanisables.

Enfin, dans les secteurs périurbains soumis aux pressions de l'urbanisation, la gestion du territoire et des zones d'extension urbaine devra :

- juguler fortement les phénomènes de mitage et s'assurer d'une gestion économe du foncier agricole, notamment au regard des objectifs fixés par le SCoT en matière de réinvestissement des tissus urbains et d'usage de formes urbaines plus denses ;
- garantir le maintien des sièges d'exploitation sur le plan de leur fonctionnement, des ouvertures sur les espaces agricoles et de leurs possibilités d'aménagement et d'extension ; les collectivités dont les extensions urbaines viendraient interroger la pérennité d'une exploitation accompagneront leur décision de mesures et de moyens de délocalisation ;
- s'assurer de la préservation des circulations agricoles et des accès aux zones agricoles pour éviter leur enclavement.

Les documents d'urbanisme locaux devront prévoir les règles visant à l'intégration paysagère des bâtiments agricoles.

2.3. L'organisation et le fonctionnement du territoire

2.3.1. *Fonder le développement sur l'ensemble du territoire en confortant les polarités existantes*

Le développement des capacités d'accueil de logements et d'emplois du SCoT est assuré sur l'ensemble du territoire, c'est-à-dire à la fois en milieu urbain et en milieu rural.

Cependant, en fonction des équilibres existants et de la prise en compte des impératifs du développement durable, cet objectif ne serait pas pertinent sans modulation. Le territoire du SCoT est globalement structuré autour de quatre bassins de proximité, tous organisés autour de pôles urbains structurants en termes d'offre résidentielle, d'emploi, d'équipements, de commerces et de services. Ces polarités constituent des éléments essentiels de l'aménagement du territoire et de la qualité de vie locale : ils doivent offrir aux populations la plupart des fonctions urbaines dont elles ont besoin au quotidien.

Ainsi, le SCoT favorise une organisation multipolaire du territoire, fondée sur une logique de développement intercommunal et structurée autour de ces polarités. L'organi-

sation du développement résidentiel, économique, commercial, et la localisation des équipements et services devront répondre à chaque niveau de besoin (offre de proximité, offre relais, offre de bassin de vie...) et être adaptées au type de polarité, en confortant le rôle structurant des pôles urbains existants tout en veillant à assurer les conditions d'une vitalité en milieu rural.

Cette politique d'aménagement répond aux principes d'organisation partagés par l'ensemble des SCoT au sein du Chapitre Commun de l'Inter-Scot et s'inscrit bien dans l'esprit de la loi SRU et de la DTA.

Dans un souci de maîtrise de l'étalement urbain, de rationalisation des usages des équipements publics et de maîtrise des déplacements, les nouvelles capacités résidentielles seront à rechercher en priorité dans les centralités existantes (pôles urbains et leurs communes d'extension, dont le pôle urbain secondaire de Thoissey-Saint Didier sur Chalaronne).

2.3.2. *Améliorer et qualifier les échanges du territoire avec les voisinages*

Les relations en transport en commun avec l'agglomération de Villefranche, notamment son pôle d'échanges, seront favorisées.

Le SCoT demande aux collectivités locales et territoriales compétentes de travailler à la mise en place rapide d'une desserte en TER performante entre Trévoux et Lyon.

Le SCOT préconise l'amélioration des ra-

battements du territoire vers les gares du Rhône (Romanèche, Belleville, Saint Georges, Villefranche, Anse, Saint Germain, Vilvert...), de l'Ain (Saint Paul de Varax, Marlieux, Villars les Dombes, Saint Marcel, Saint André de Corcy, Mionnay, Les Echets...) et de la future ligne Lyon-Trévoux (Trévoux, Reyrieux).

Le SCoT prescrit la réalisation et/ou l'aménagement, le traitement paysager et la sécurisation des principales voies de circula-

tion et d'accès aux réseaux autoroutiers et aux routes nationales et notamment pour améliorer le trafic sur les axes Est-Ouest.

2.2.3. Permettre une mobilité facilitée, diversifiée et sécurisée au sein du territoire du SCOT

Le SCOT préconise des actions visant l'aménagement, le traitement paysager et la sécurisation de toutes les traversées de bourgs et d'agglomérations sur son territoire, notamment le long de la RD 933 à traiter en boulevard urbain et/ou paysager.

Les communes doivent encourager l'accessibilité en transports en commun et

modes doux (piétons, vélos) aux équipements du territoire (collèges, écoles...).

Le SCOT préconise des actions visant l'aménagement de la Saône en tant que voie de circulation de transport et de tourisme : ports de plaisance, haltes nautiques...

3. Servitudes d'utilité publique

Elles comprennent :

- Servitude AC1 de protection des sites et monuments historiques : église de Bey ;
 - Servitude EL3 de halage et de marche-pied le long de la Saône (non représentée sur le plan des servitudes) ;
 - Servitude T1 relative aux chemins de fer (ligne TGV 752). Le plan des servitudes fait apparaître, sous une trame spécifique, les terrains de la SNCF et précise en légende qu'il s'agit d'une zone d'emprises ferroviaires ;
 - Servitude PT3 relative aux réseaux de télécommunications des postes et télécommunications : ligne souterraine RG 69 519 Jassans-Trévoux ;
 - Servitude PM1 résultant du plan d'exposition au risque inondation de la Saône.
- Les servitudes figurent sur le plan de ser-

vitutes qui comporte aussi, à titre d'informations :

- Les périmètres des ZNIEFF de types 1 et 2, des sites Natura 2000 et de la ZICO, présentés plus bas dans l'état initial de l'environnement ;
- Les sièges et bâtiments agricoles ;
- Les chemins inscrits au plan départemental des randonnées ;
- L'aléa inondations – base crue de 1840 modélisée aux conditions actuelles d'écoulement (PAC du 23/12/2008) pour application de l'article R. 111-2 du code de l'urbanisme.

Est mentionné que l'ensemble du département est classé zone à risque d'exposition au plomb (l'arrêté préfectoral du 02/05/2001 en précise l'application).

Hydrogéologie

Il existe une nappe aquifère dans les cailloutis alluviaux de la Saône dont la direction générale d'écoulement est orientée ouest/sud-ouest, vers la rivière. Elle est alimentée par les nappes de versant contenues dans les alluvions des terrasses quaternaires ou dans les formations du Pliocène.

Des circulations d'eau souterraine ont été observées dans un sondage effectué par Géoplus sur le quartier des Leynards vers deux mètres de profondeur.

Il n'existe aucun captage AEP, ni périmètre de protection sur la commune.

4.1.2. Paysage

Cette analyse paysagère identifie dans un premier temps les unités paysagères qui constituent la commune et met en évidence pour chacune d'entre elles les caractéristiques, les potentialités et sensibilités du paysage vis-à-vis du développement de l'urbanisation en particulier.

Les sensibilités et objectifs paysagers identifient ensuite les secteurs devant être préservés et ceux pouvant intégrer, sous réserve d'aménagements spécifiques, de nouvelles zones d'habitats ou d'activités.

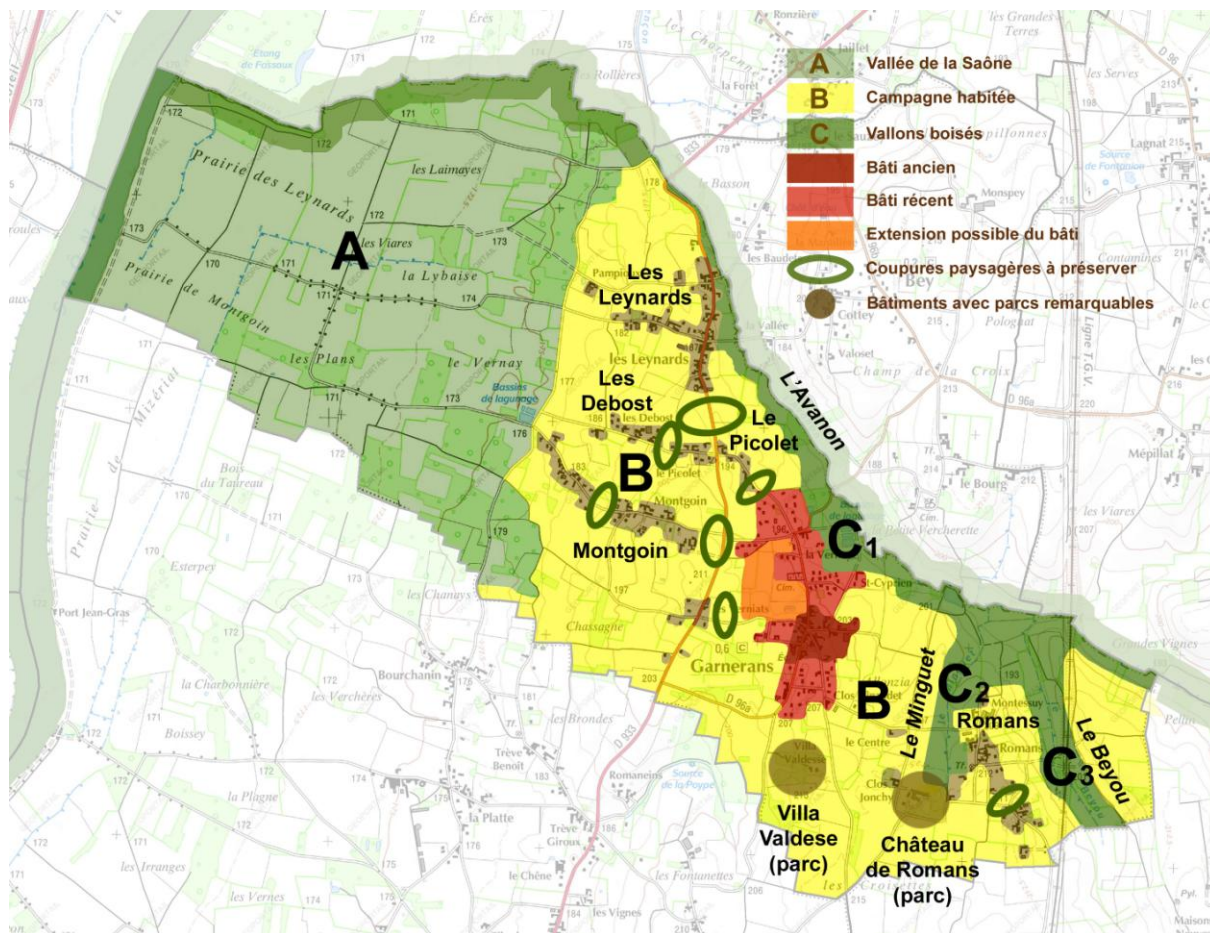
4.1.2.1. Repérage des unités paysagères

Une unité paysagère est un ensemble homogène, identifiable qui s'impose aux perceptions internes ou externes du fait de certains éléments de composition : relief, couvert végétal, bosquets et haies ou espaces agricoles. Elle se distingue de la stricte nature des sols : elle se fonde sur un ensemble de perceptions qui permet de caractériser un paysage. Une unité existe en tant que telle si elle accompagne un changement d'ambiance lorsqu'on l'aborde, lorsqu'on la perçoit de manière intuitive.

Cinq unités paysagères contrastées sont repérées : avec la Saône et les nombreux ruisseaux qui marquent le paysage et parti-

cipe à son identité, se distinguent quatre unités paysagères :

- A l'Est, la vallée de la Saône, sur des alluvions récentes, large de 1 500 mètres et à l'altitude moyenne de 170 mètres (unité A) ;
- En continuité Ouest, la « campagne habitée », paysage vallonné de bocage (unité B) formé d'un coteau en pente douce variant de 175 à 208 mètres ;
- Le village et les hameaux (unités C1, C2, C3, C4 et C5).
- Les vallons boisés des cours d'eau qui entaillent ce paysage vallonné (unités C1, C2 et C3) ;



4.1.2.2. Unité A, la vallée de la Saône

La commune est située dans la vallée de la Saône, rivière qui constitue la limite Ouest du département et qui serpente dans une large vallée bordée essentiellement de prairies qu'elle inonde fréquemment.

La vallée s'étend sur une profondeur de deux kilomètres sur le tiers Ouest de la commune jusqu'au chemin de Bourchaneins (VC 5), itinéraire de randonnées. Plane, entre 170 et 176 mètres, marquée par l'omniprésence de l'eau, elle est remarquable par ses perspectives, ses panoramas offerts depuis l'espace prairial ouvert et préservé. Celui-ci est constitué de grandes parcelles délimitées par quelques haies ou des peupleraies. Les rives de la Saône constituent alors des éléments patrimoniaux forts qui contribuent à la mise en scène et à l'affirmation du paysage local.

Les bosquets et les haies donnent à la

plaine des horizons habillés, renvoyant à l'idée de paysages délimités, bordés, plus humains. Le bocage maille en effet le territoire, agrmente sa régularité et lui donne une échelle liée à une perception plus sensible. Il crée, par la présence d'arbustes variés, une impression de nature à la campagne, il permet l'aménagement de parcours grâce à l'ombre de ses feuillages, il fait masque pour diverses grandes implantations et contribue à leur intégration paysagère.

La route de la Prairie (VC 4) est un itinéraire de randonnées qui traverse cette unité d'Ouest (chemin de halage sur les bords de Saône) et Est (chemin de Bourchaneins, lui-même itinéraire de randonnées). Est à noter le pont de halage en pierre du XIXème siècle sur la levée de l'Avanon en bordure de Saône.

Sensibilité

Les berges de la Saône constituent les continuités vertes les plus sensibles du site et les plus fréquentées. L'espace agricole, dont le devenir est attaché à la présence de la Saône, présente lui aussi une forte sensibilité. Sa capacité d'absorption visuelle est forte voire très forte pour les aménagements ou les reliefs linéaires, mais faible pour l'implantation de volumes isolés. A ce titre, on

retiendra l'attractivité visuelle des masses boisées et haies existantes et de leurs lisières en particulier.

La qualité de ces paysages repose sur le dégagement autour des voies qui permet d'apprécier les ouvertures visuelles. Les bosquets et haies, particulièrement sensibles car vulnérables, doivent être préservés.

4.1.2.3. Unité B, la « campagne habitée »

Situé en continuité de l'espace prairial ouvert du Val de Saône, ce paysage bocage, qui recouvre la majorité du territoire, est formé d'un coteau en pente douce variant de 176 à 215 mètres sur la commune, qui entame doucement l'ascension vers la côte de la Dombes voisine à l'Est.

Ce paysage vallonné est séparé en deux versants par une ligne de crête orientée sud-sud-est/nord-nord-ouest. Ces deux versants descendent en pente douce, l'un vers la vallée de la Saône (unité A), l'autre vers la vallée de l'Avanon (unité C1) au nord-est.

Ce paysage est fortement marqué par l'agriculture. Il accueille les parties urbanisées de la commune et quelques fermes traditionnelles, qui lui confèrent un aspect rural traditionnel. Comme dans l'unité A, les terres cultivées offrent de nombreux dégagements visuels, mais l'omniprésence des habitations et la végétation de leurs jardins forment des écrans qui « raccourcissent » les perspectives. Le paysage est alors plus intime, moins vaste que dans la vallée de la Saône.

Bâti ancien

Le village est constitué du village et de quatre hameaux importants dont la population dépasse celle du village.

Le village est situé sur le versant Est à proximité de la ligne de crête. Il s'est développé au carrefour des chemins du Centre et du Pellerat (qui forment la petite RD 96a reliant la RD 933), chemins de la Gare et de Saint Cyprien (VC 8) et du chemin de Croissettes (VC 1). Il est peu étendu, mais assez dense. La mairie, l'école sont décentrées vers le Sud et les bâtiments, de type R+1, sont construits à l'alignement et très souvent en ordre continu.

L'église, sous le vocable de Saint Jean-Baptiste, elle fut construite par Claude Cachet, seigneur de Garnerans, et consacrée en janvier 1691. La famille de Garnerans nomma par la suite à la cure. Cette église ne comportait d'abord qu'une nef, un chœur et une sacristie au nord. Sur un côté de la

nef se trouvait l'autel de la Vierge, et du côté opposé l'autel de Saint-Jacques et Saint Philippe.



Le clocher, abattu pendant la Révolution fut reconstruit en 1821 avec la couverture de tuiles écaillés que l'on voit encore aujourd'hui.

d'hui. Deux chapelles latérales furent édifiées ensuite sous le règne de Louis-Philippe. Leurs Vitraux ne furent installés que vers la fin du XIX^{ème} siècle. La sacristie actuelle fut construite en 1861. A l'intérieur de l'église sont à noter la Croix de Procession, la statue Saint Jean-Baptiste, la statue de la Vierge, la statue du Grand Christ en croix, la peinture de la vierge et Saint Dominique.

Romans se trouve à un kilomètre au Sud-Est du village sur le versant Est, le long de la route d'Illiat (VC 7), alors que les Leynards, les Debost et Montgoin se sont développés au Nord-Ouest sur l'autre versant, à l'exception de la partie des Leynards construite le long de la RD 933. Leur caractéristique commune est leur étirement le long des voies :

- Les Leynards, contigu à la RD 933 et s'étirant vers l'Ouest de part et d'autre du chemin de la Prairie (VC 4) sur 500 mètres ;
- Les Debost, plus au Sud, de part et d'autre des chemins des Debost et des Trève (VC 2), sur 600 mètres, contigus au Picolet et jouxtant ainsi la limite Nord du village ;
- Montgoin, encore plus au Sud, de part et d'autre du chemin de Montgoin (VC 3) sur 900 mètres.
- Romans le long de la route d'Illiat (VC 7), sur 750 mètres. Ce hameau apparaît toutefois plus ramassé sur lui-même avec des formes mieux définies. Ses limites avec la campagne environnante sont plus franches, facilitant la lecture du paysage.

Cet étirement a entraîné une implantation fréquente des constructions à l'alignement des voies.

Bâti récent

Depuis plus de 15 ans, aucun nouveau logement n'a été édifié en dehors du village. Sa partie ancienne a ainsi été confortée par une urbanisation diffuse pavillonnaire, le plus souvent linéaire, essentiellement le long des chemins nord/sud.

Cette urbanisation s'est développée essentiellement sous forme de maisons individuelles « au coup par coup », et au sein de deux lotissements à forte consommation

On ne trouve que quelques fermes isolées en dehors du village et des hameaux.

Outre l'église Saint-Jean Baptiste, au village, le patrimoine bâti comprend :

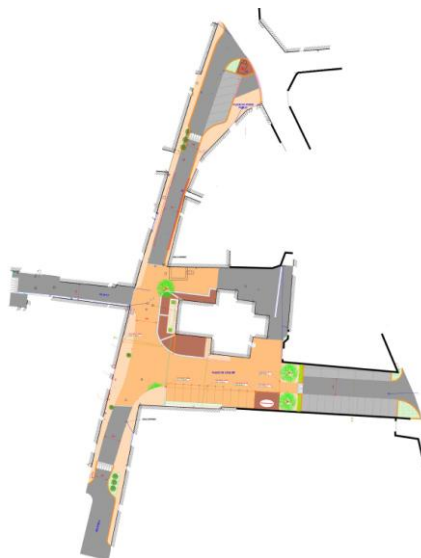
- A proximité Sud-Ouest du hameau le château de Romans, belle bâtisse du XVIII^{ème} siècle dans son parc arboré. Les neuf fenêtres de façade, le décrochement du toit en deux ailes symétriques aux toitures à pans brisés produisent un bel effet. Au dessus de l'entrée principale se distingue un fronton en pierre triangulaire ;
- Plus à l'Ouest, la villa Valdesse et son parc ;
- Une ferme à colombages du XIV^{ème} siècle aux Debost ;
- Les cinq croix de pierre dont les fûts ont tous été restaurés au cours du XIX^{ème} siècle et qui se caractérisent par un socle très étroit :
 - Croix du Bourg, gravée sur son socle *Croix Jubilé 1804* ;
 - Croix du carrefour de la Vernay, sur laquelle est inscrit *Croix Jubilé 1826* ;
 - Croix Romans (ou « des bois »), bénite le 24 mai 1790 ;
 - Croix du cimetière, belle croix ancienne en fer forgé ;
 - Deux autres croix, l'une porte l'inscription *Croix des Debost 1827*, l'autre dépourvue d'inscription se trouvant aux Leynards ;
- Le Pont de halage, sur la levée de l'Avanon en bord de Saône. Ce très beau pont en pierre, arche unique du XIX^{ème} siècle, fut édifié en prévision du barrage fait peu après et qui rehaussa le niveau de la Saône de près de 0,50 mètre à Garnerans.

d'espace, que l'on peut estimer à environ 1 200 m² par logement, et qui n'offrent plus de terrains disponibles :

- Le lotissement du Village, de 14 lots, au Nord du centre le long de la RD 96a, réalisé en 1999 et 2000 ;
- Le lotissement des Peupliers, de 4 lots, à l'extrémité Sud du village, réalisé entre 1999 et 2001.

Ces extensions, sous forme de maisons pavillonnaires implantées en retrait des voies et en ordre discontinu, ont ainsi engendré une urbanisation linéaire, consommatrice d'espace, accidentogène, source de mitage et de conflits avec l'activité agricole. De plus, en étalant l'urbanisation loin du centre ancien - le village est ainsi aujourd'hui très étiré du nord vers le sud, sur environ un kilomètre - elles banalisent le paysage et nuisent à l'identité communale.

La Municipalité a récemment réaménagé le cœur de village (espaces publics de qualité et répondant aux besoins).



Sensibilité

En outre, la trame bocagère est essentielle dans la qualité des paysages. Les haies, qui traitent l'interface entre urbain et secteurs agricoles ou naturels, constituent

en effet des éléments forts dans la qualité du cadre de vie et l'affirmation du caractère rural. Elles doivent donc être conservées.

Extension du bâti

Les constructions le long des voies conduisent à un rapprochement entre les hameaux et entre ceux-ci et le village. Ainsi, les Debost, le Picolet et le village tendent aujourd'hui à se toucher. Ces jonctions ne sont pas souhaitables car elles sont synonymes de perte d'identité pour les hameaux concernés et pour la commune en général. Afin d'éviter leur éparpillement et préserver la forme et l'identité de chacun, il est alors important de prévoir des espaces « tampons » non urbanisables.

Les espaces urbanisables doivent donc être définis de manière à renforcer la centralité du village. Il convient en effet désormais d'éviter l'éirement nord/sud de ce dernier et de préserver de toute extension les vastes surfaces agricoles, tout en excluant l'urbanisation linéaire source de mitage.

Avant toute extension urbaine supplémentaire, il est ainsi préférable de renforcer le territoire bâti existant en complétant les secteurs et parcelles encore non bâtis du village. Plus précisément, pour améliorer la

perception du village et pour limiter la consommation d'espace et ainsi lutter contre l'étalement urbain, il convient aujourd'hui, de renforcer sa partie centrale dans laquelle subsistent plusieurs espaces non bâtis et « dents creuses » qui peuvent être densifiés.

Suivant cette même ligne de conduite, il est souhaitable de définir les éventuelles extensions de l'urbanisation à proximité du centre, en épaisseur, pour rééquilibrer l'urbanisation qui s'est trop étendue le long des voies. La seule zone non urbanisée répondant à ces critères se trouve au nord-ouest du centre village, au contact direct de celui-ci, entre le chemin rural et le chemin des Trois Coins (VC 3) au nord, le chemin de la Gare (VC 8) au sud, la RD 933 à l'ouest, le chemin du Pellerat (RD 96a) à l'est.

Enfin, en rapport avec la grande variété architecturale, relativement récente, qui côtoie les quelques éléments anciens, il conviendra de veiller à la qualité architecturale des nouvelles constructions.

4.1.2.4. Unité C, les vallons boisés

Le ruisseau de l'Avanon (unité C1) matérialise les limites Nord et Est sur environ neuf kilomètres et descend vers la Saône dans laquelle il se jette. Deux petits cours d'eau non pérennes circulent également à l'extrémité est du territoire communal, le Minguet (unité B2) et le Beyou (unité B3), tous deux affluents de l'Avanon.

Les vallons de ces trois cours d'eau, qui

entaillent le paysage en pente douce de l'unité B, sans toutefois créer de rupture brutale, enrichissent le paysage de la commune en sculptant le relief.

Ces lieux, de par leur relief, sont restés relativement boisés. La fraîcheur due à la présence de l'eau a facilité le développement d'une végétation de milieux humides.

Sensibilité

Ces ravins sont importants car ils permettent de scinder les grands espaces de l'unité B et de rendre le paysage de la commune plus riche, plus complexe. Même si l'urbani-

sation s'est développée sur les pentes du vallon du Beyrou (Montessuy et Romans), il convient aujourd'hui d'éviter son développement pour garantir son devenir.

4.1.3. Milieu naturel

4.1.3.1. Milieux naturels humides

L'eau est une source de vie non seulement pour les poissons et les amphibiens qui vivent dans les rivières, mais aussi pour bien d'autres animaux et plantes des vallées.

Est à noter que la commune est classée « zone sensible à l'eutrophisation » et qu'aucune ressource en eau potable ne se trouve sur le territoire communal.

Val de Saône

La Saône, sur la centaine de kilomètres où elle borde le département, serpente, large de 160 à 300 mètres, lente, majestueuse, dans une large vallée de prairies où elle déborde souvent. Elle prend sa source à Vioménil, dans les Vosges, à 405 mètres d'altitude. Elle parcourt 482 kilomètres avant de se jeter dans le Rhône à la Mulatière (Lyon). Par la faible pente générale de son lit (0,05 m/km), elle mérite sa réputation bien établie de rivière calme (la vitesse du courant est le plus souvent inférieure à 1m/s) et

présente durant une bonne partie de l'année des débits modestes. Son régime est pluvial (pluvio-évaporal) : les débits maximum s'expliquent par des précipitations automnales et hivernales importantes (parfois sous forme de neige fondue compte tenu de la faible altitude de son haut bassin versant).

Constitué de prairies naturelles à vocation pastorale, plus récemment de cultures de maïs et de peupliers, l'ensemble des prairies alluviales et bocages du Val de Saône présente le plus grand intérêt grâce à

de nombreux milieux aquatiques, milieux humides et milieux terrestres inondables. Le Val de Saône constitue en effet la zone humide la plus étendue du bassin hydraulique Rhône Méditerranée, et l'une des plaines alluviales les mieux conservées de France.

Alors que les plaines inondables sont partout en régression en France, celle du Val de Saône reste préservée et l'agriculture permet de conserver les richesses écologiques de ce paysage remarquable de grande prairie.

Le val de Saône est toutefois soumis à différentes atteintes qui tendent à terme à le dégrader. Le développement de l'agriculture, la gestion des niveaux d'eau par les nombreux ouvrages de navigation et les endiguements agricoles sont à la base d'une banalisation de ces milieux, voire de leur disparition. A terme ces problèmes menacent le patrimoine et l'équilibre écologiques de la vallée.

C'est pourquoi de nombreux acteurs de la

rivière interviennent pour restaurer, protéger et mettre en valeur les milieux naturels et les paysages. Les principales préconisations sur cet espace concernent le mode de gestion et notamment le respect du mode de gestion traditionnel : fauche tardive qui permet aux populations d'oiseaux d'accomplir leur cycle de reproduction annuel. Le Val de Saône constitue en effet une zone de reproduction d'importance européenne pour le râle des genêts. Il abrite également de nombreuses autres espèces : courlis cendré, barge à queue noire, locustelle tachetée, alouette des champs, traquet tarier... Ces zones inondables permettent également de constituer des zones attractives pour la fraie de certaines espèces, notamment du brochet.

Enfin, il est nécessaire également de conserver les prairies pour leur rôle de réservoir de biodiversité, mais également pour leurs différents rôles dans la circulation de l'eau.

Qualité des eaux

Sur la Saône, la qualité des eaux est passable. Le paramètre déclassant est la bactériologie. En amont du bassin, les pollutions sont de nature phosphorée, les pollutions azotées se retrouvant sur les 2/3 du cours et les produits phytosanitaires principalement au niveau des grands bassins agricoles. Ces pollutions sont dues aux apports ponctuels des STEP et à des apports

diffus venant des élevages ou de l'agriculture. D'autres pollutions par les HAP ou les métaux existent et sont dues à des rejets urbains. L'enjeu qualité est important sur la Saône, notamment la qualité de la ressource, car la nappe alluviale de la Saône est très sollicitée pour l'alimentation en eau potable.

Berges des ruisseaux

Le long du réseau hydrographique formé par l'Avanon, le Minguet et le Beyou, la flore en présence est liée au caractère humide des milieux.

Ces milieux humides forment un réseau végétal composé de plantes, d'arbres et d'arbustes (ripisylve), milieu de vie d'une faune diversifiée, qui permet le maintien des

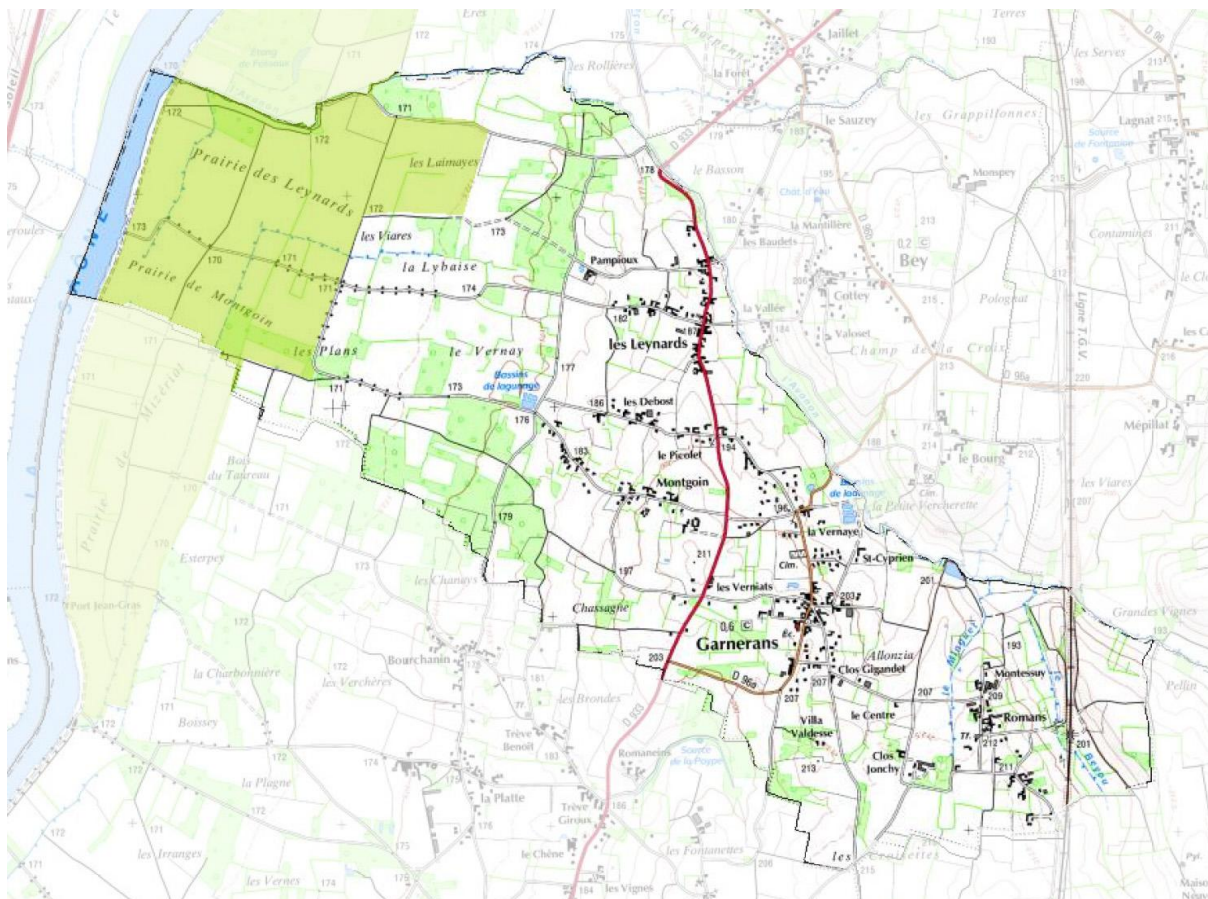
berges des cours d'eau tout en jouant un rôle épurateur vis-à-vis de certains polluants comme les nitrates entraînés par les eaux de ruissellement depuis les prairies.

Ce réseau, assurant un rôle de continuités écologiques (trame verte et bleue), doit être préservé. L'Avanon offre en outre de jolis coins de pêche.

L'intérêt et la fragilité de ces milieux humides ont engendré leur recensement au titre des inventaires suivants qui permettent de mieux connaître le patrimoine naturel et sont destinés à préserver la biodiversité et les continuités écologiques.

Site Natura 2000 Val de Saône

Le Val de Saône est concerné par les deux sites Natura 2000 Habitats – *Prairies humides et forêts alluviales du Val de Saône* et Oiseaux – *Val de Saône*, dont les emprises sont identiques.



Réseau Natura 2000

Natura 2000 est un réseau européen de sites naturels qui a pour objectif de préserver des espèces animales et végétales et leurs habitats naturels considérés d'intérêt communautaire car menacés ou sensibles à l'échelle européenne. L'objectif de ce réseau est de concilier la préservation de ce patrimoine naturel en prenant en compte les préoccupations économiques, sociales et culturelles des différents sites. Pour cela, la démarche Natura 2000 cherche à associer les acteurs locaux aux réflexions de gestion.

Ainsi pour chaque site, un plan de gestion appelé document d'objectifs est élaboré en concertation avec les acteurs locaux. Cela permet de réfléchir localement et collectivement aux objectifs de conservation du patrimoine naturel tout en prenant en compte les préoccupations de l'ensemble des acteurs locaux. Les mesures de gestion déterminées lors de cette réflexion ne sont pas imposées réglementairement aux propriétaires et usagers mais passent par l'adhésion volontaire de chacun.

Intérêt du site

La configuration très plane du Val de Saône permet des crues durant plusieurs semaines. Le cortège d'espèces végétales et animales (présence d'espèces très menacées à l'échelle mondiale) est tout à fait remarquable du fait de cette dynamique fluviale :

- Exposition régulière aux crues d'hiver et de printemps ;
- Rétention d'eau de longue durée à cause des facteurs topographie-sol-climat, combinés à des pratiques agricoles traditionnelles extensives (fauche tardive, pâturage estival et automnal).

L'avifaune prairiale du Val de Saône se distingue surtout par la présence du Râle des genêts, qui se reproduit sur le secteur. Après une forte décroissance du nombre de reproducteurs, les effectifs semblent s'être stabilisés depuis les années 2000 autour de 30 à 50 mâles chanteurs.

La population de Courlis cendré est relativement élevée : après une longue période de stabilité, le nombre d'individus s'est accru

pour atteindre 200 à 300 couples reproducteurs. Cette évolution semble consécutive à l'application de mesures agri-environnementales sur le secteur du Val de Saône.

Une petite population de Barge à queue noire se maintient difficilement et oscille entre 1 et 20 couples selon les années.

Des espèces comme le Busard des roseaux, le Vanneau huppé et la Caille des blés nichent régulièrement.

Grâce aux mesures agri-environnementales, les densités en passe-reaux prairiaux se sont maintenues (Alouette des champs) ou ont augmenté (Tarier des prés).

L'île de la Motte sur la Saône héberge une colonie d'ardéidés : Bihoreau gris, Aigrette garzette et Héron garde-bœufs, dont les effectifs fluctuent selon les années. Le Bihoreau gris étant considéré en régression en Rhône-Alpes, cette colonie de 30 à 50 couples présente donc un enjeu important pour cette espèce.

Contrat de rivière

Garnerans est engagée dans le contrat de milieu Territoires de Chalaronne, signé en 2008 pour une durée de sept ans, porté par le Syndicat des Rivières des Territoires de Chalaronne.

Le périmètre du contrat compte 6 bassins versants, affluents de la Saône (du Nord au Sud) : l'Avanon, qui forme la limite Nord de Garnerans, la Chalaronne, le Jorfon, la Petite Calonne, le Râche et la Calonne.

Les cours d'eau du territoire présentent un mauvais état général tant du point de vue de la qualité de l'eau que de l'entretien des bords de rivières. La dégradation avancée des milieux a fait prendre conscience aux élus la nécessité d'avoir une gestion globale des cours d'eaux à une échelle pertinente. Les objectifs du contrat de rivière sont :

- Améliorer ou préserver la qualité des milieux ;
- Améliorer ou préserver la qualité écologique des milieux ;
- Améliorer ou préserver la qualité physique des milieux ;
- Mettre en valeur les milieux aquatiques ;
- Gérer le risque inondation ;
- Réduire les pressions à l'étiage ;
- Se doter des moyens nécessaires pour animer, évaluer, suivre le contrat de rivière et communiquer.

A noter que le contrat de vallée inondable de la Saône, engagée le 1er septembre 2004, s'est achevé le 31 août 2009 au terme de ses cinq années de mise en œuvre.

Inventaire départemental des zones humides

Dans le cadre de sa politique en faveur des espaces naturels sensibles, le Département a en effet lancé la réalisation de cet inventaire qu'il a confiée au bureau d'études Mozaïque-Environnement. Après une phase de collecte des données existantes, d'analyses cartographiques et une phase de terrain sur des échantillons sur l'ensemble du département, une cartographie des zones humides a été établie au 1/25 000ème. Cet inventaire est non réglementaire et constitue un outil d'aide à la décision pour la gestion du territoire communal : la cartographie est destinée à fournir aux communes les éléments nécessaires pour mieux prendre en compte les zones humides dans les politiques locales, et notamment dans les programmes d'aménagement et de développement.

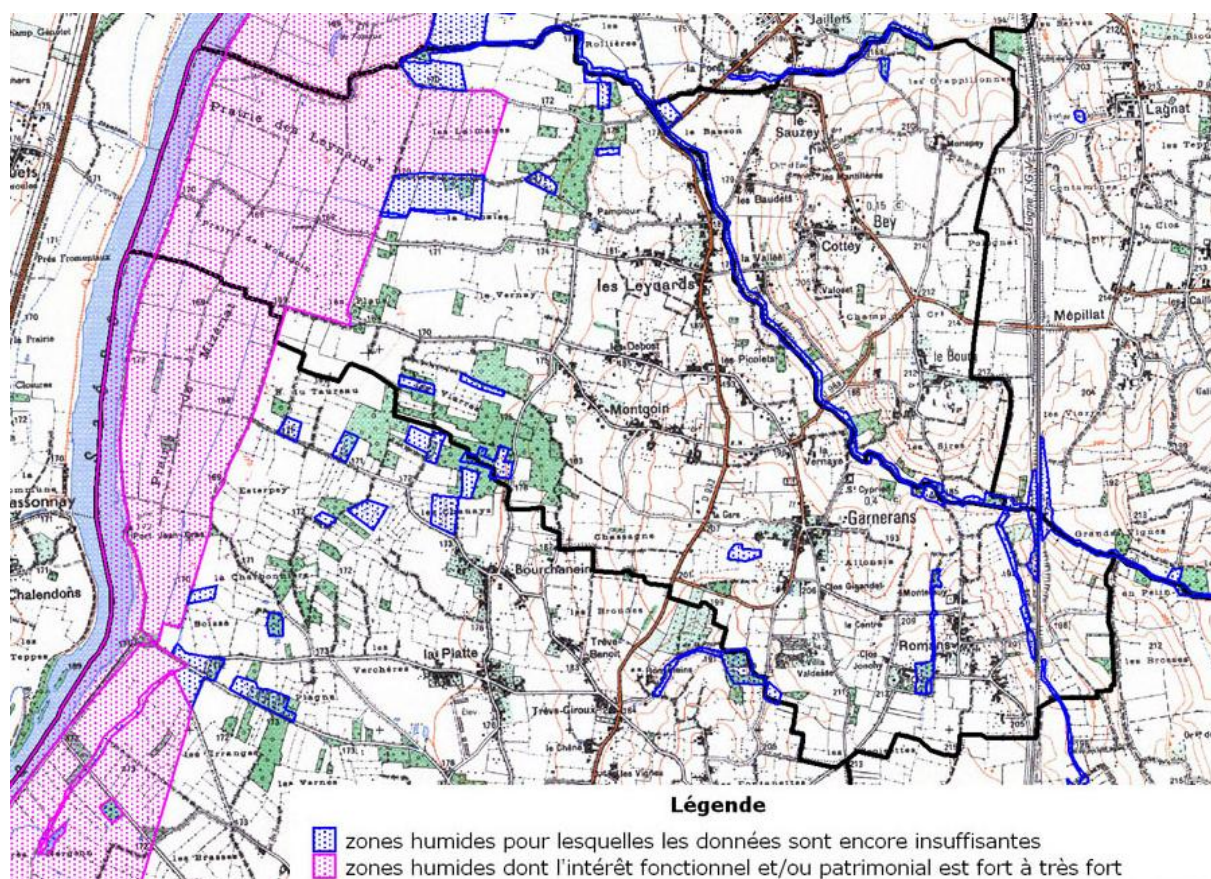
Concernant Garnerans, cette étude aboutit à un projet de cartographie des zones humides qui sont représentées sous la forme de deux zonages identifiants :

- Les zones humides dont l'intérêt fonc-

tionnel et/ou patrimonial est actuellement considéré comme fort à très fort, qu'il soit reconnu, d'un point de vue institutionnel ou réglementaire, ou non. Une telle zone recouvre la vallée de la Saône ;

- Les zones humides recensées sur la commune pour lesquelles les données sur les caractéristiques fonctionnelles et patrimoniales sont encore insuffisantes. Sont concernés des secteurs ponctuels du Val de Saône, les abords de l'Avanon, du Minguet et du Beyou ainsi qu'une zone humides au Sud-Ouest du village.

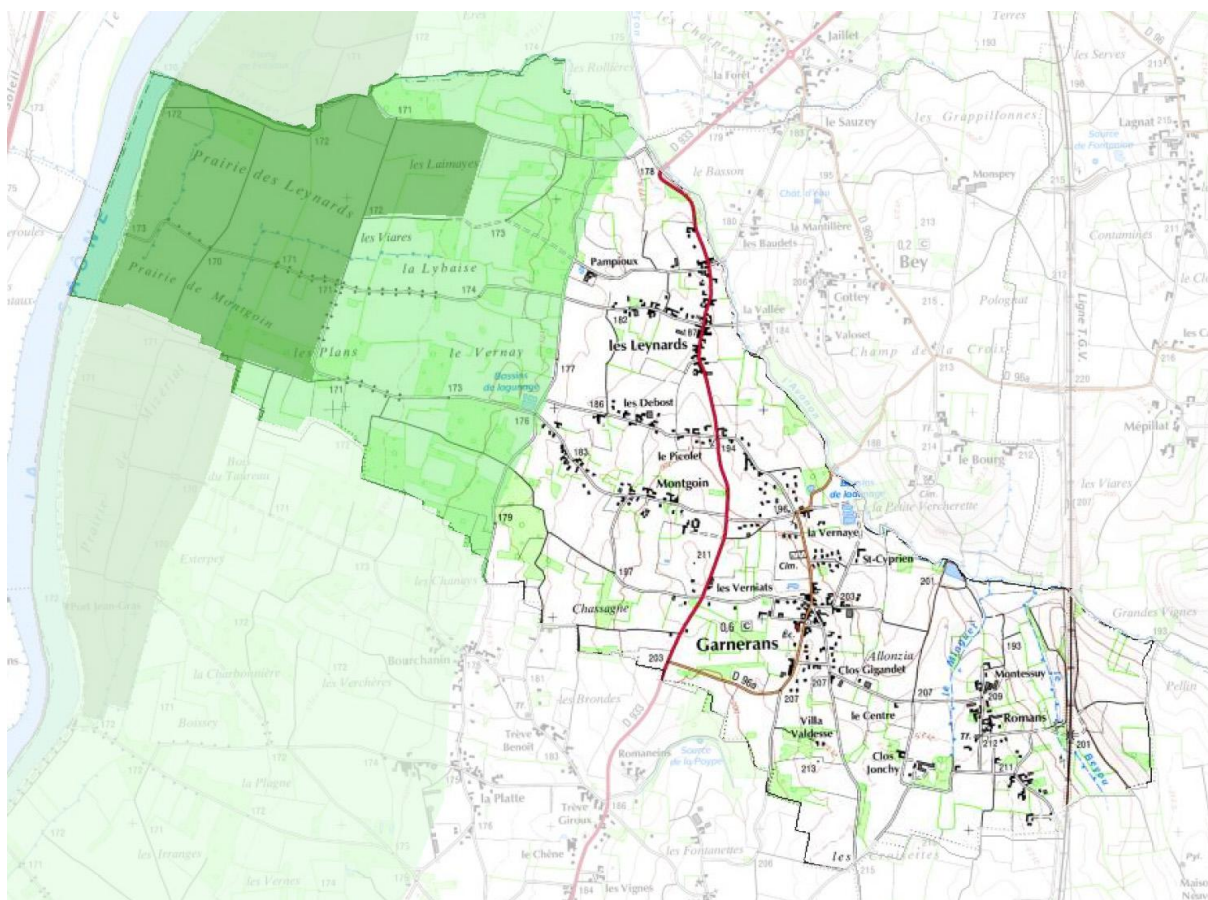
Cet inventaire est non réglementaire et constitue un outil d'aide à la décision pour la gestion du territoire communal. La cartographie est en effet destinée à fournir aux communes les éléments nécessaires pour mieux prendre en compte les zones humides dans les politiques locales, et notamment dans les programmes d'aménagement et de développement.



ZNIEFF de types 1 et 2

Une ZNIEFF est un territoire où les scientifiques ont identifié des éléments rares, remarquables, protégés ou menacés du patrimoine naturel. Il existe deux types de ZNIEFF, celle de type 2 qui représente de grands ensembles naturels riches ou peu modifiés ou offrant des potentialités biologiques importantes, et celle de type 1 qui

recouvre des secteurs de superficie en général limitée, définie par la présence d'espèces, d'associations d'espèces et de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel régional. Le Val de Saône fait l'objet des deux ZNIEFF, de types 1 (vert foncé sur le plan) et 2 (vert clair).



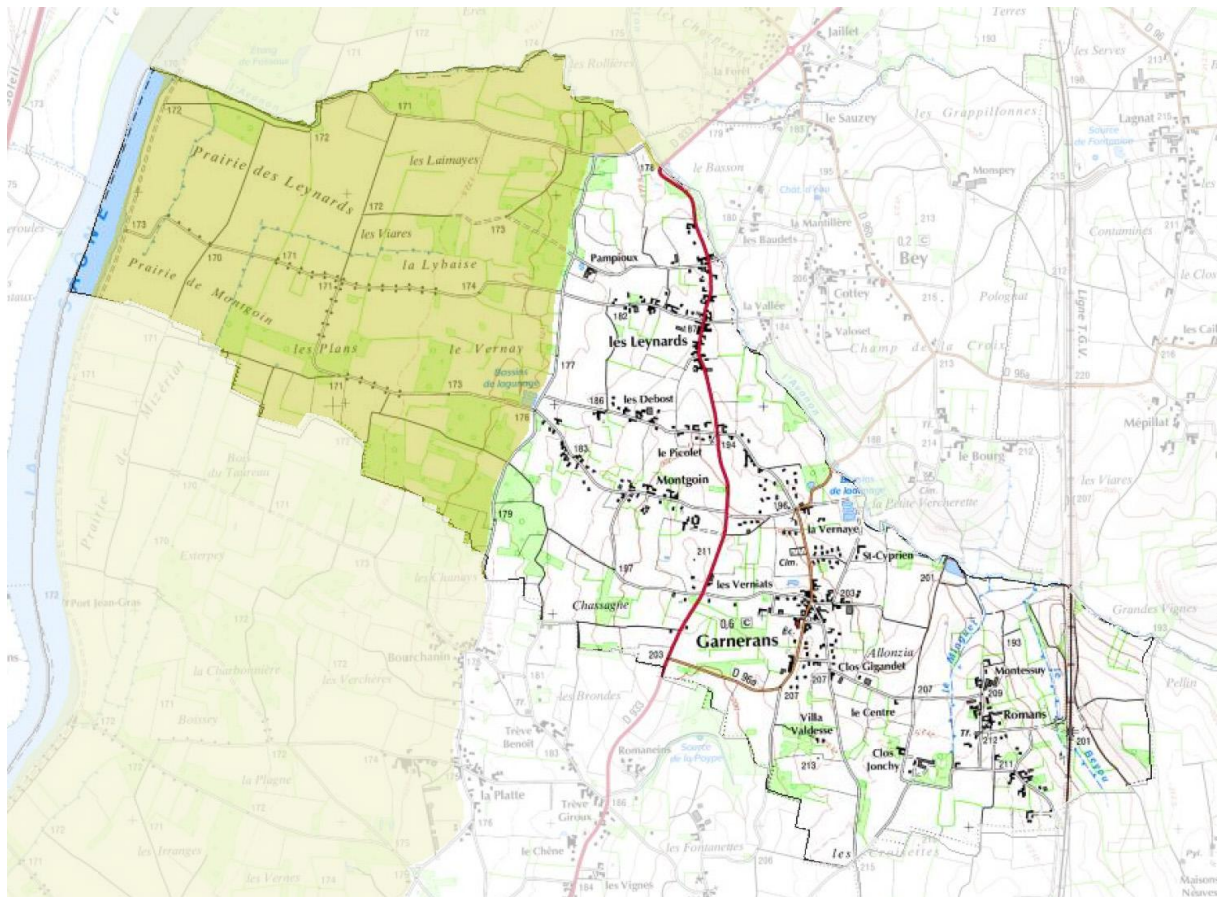
La délimitation retenue pour la ZNIEFF, de type 2 Val de Saône méridional souligne l'importance des interactions biologiques existant encore entre la rivière, la prairie inondable et les divers espaces naturels périphériques. Les secteurs les plus remarquables en terme faunistique et floristique y sont identifiés par plusieurs ZNIEFF de type 1 souvent étendues et fortement interdépendantes, dont la ZNIEFF *Prairies inondables du val de Saône*. Sa fiche indique notamment que : « Depuis sa source dans les Vosges jusqu'à sa confluence avec le Rhône à Lyon, la Saône parcourt 480 km.

La Saône a globalement une pente très faible, ce qui explique son cours lent, et des inondations fréquentes qui conditionnent le rythme des pratiques agricoles... De ce fait, c'est une grande plaine inondable dont l'état de conservation est plus favorable que celui d'autres sites français. Les prairies inondables du val de Saône représentent sans doute l'une des zones humides les plus remarquables de la région. C'est aussi un des derniers grands ensembles de prairies inondables en France qui accueillent d'importantes populations de Râle des genêts et de Courlis cendré ainsi qu'une flore exception-

sants, la prairie étant naturellement productive grâce aux apports réguliers des crues. Un cortège floristique diversifié est encore présent. La Gratioline officinale et la Fritillaire pintade abondent. Une centaine de couples de Râle des genêts nichent sur la partie rhônalpine du val de Saône, alors que près d'un cinquième des effectifs français de Courlis cendré s'y reproduit. »

Une ZICO est un territoire où l'objectif est de protéger les oiseaux et la biodiversité en préconisant le maintien et le renforcement

du statut de conservation. Des sites sont choisis en fonction du nombre d'oiseaux et d'espèces qui s'y retrouve.



intensive, le remblaiement des zones humides ou la populiculture, réduisant leur zone d'habitat. Le Rôle des Genêts est particulièrement touché et ses populations subissent une importante régression qui pourrait amener à sa disparition prochaine sur le val de Saône.

4.1.3.2. Boisements

Ripisylve

L'état de la ripisylve est satisfaisant, et présente une grande diversité biologique. Sa préservation est essentielle pour la préservation des continuités écologiques que

forme le réseau de la vallée de la Saône et des vallons de l'Avanon, du Minguet et du Bayou.

Haies et bosquets

Quelques prairies bénéficient encore d'un réseau bocager préservé, entre le secteur de grandes prairies et le secteur bâti. Ces milieux témoignent eux aussi de la présence proche de l'eau avec la présence d'essences hygrophiles (frênes, aulnes).

Ce réseau bocager présente de nombreuses fonctions écologiques : refuge pour la faune, rôle anti-érosif, contrôle de la circulation de l'eau. De plus, elles présentent un aspect attractif indéniable, elles épousent le

relief, obéissant au double impératif d'élimination de l'excès d'eau et de la conservation des sols.

Particulièrement sensibles car vulnérables, ces petits boisements doivent être préservés, grâce à des techniques d'entretien respectueuses de ces milieux, en abandonnant le débroussaillage chimique, le brûlage, l'arrachage des haies et en évitant de couper les arbres de haute tige.

Autres masses boisées

Outre la ripisylve et les boisements des vallons des cours d'eau, la commune ne comprend ne comporte que deux masses boisées importantes qui ponctuent la limite est de la vallée de la Saône, Pampioux au Nord (de part et d'autre du chemin de Bour-

chaneins) et le secteur des Génétières au Sud (à l'Ouest du chemin de Bourchaneins).

Elles sont peu nombreuses sur la commune et essentiellement constituées de peupliers.

A noter que Garnerans est dotée d'une réglementation des boisements communale depuis 1967 (peupliers : 15mètres, acacias : 10 mètres). Elle est aussi soumise à la

réglementation départementale instituée par délibération du conseil général en 2007. Ces deux réglementations sont annexées au dossier du PLU.

4.1.4. Agriculture

L'occupation des terrains sur le territoire communal est principalement agricole : polyculture, céréales. L'espace agricole est notamment voué aux prairies, en raison de la

situation de Garnerans dans le Val de Saône où les terrains sont lourds et gorgés d'eau, inondables et donc difficilement cultivables.

exploitations professionnelles dans le Val de Saône est restée stable entre 1988 et 2000. Elle a même légèrement augmenté (2 % dans les communes, 5 % dans les cantons). La diminution du nombre d'exploitations s'est donc accompagnée d'une redistribution de la SAU à destination du monde agricole : la SAU moyenne par exploitation, toutes orientations technico-économique des exploitations (OTEX) confondues a doublé entre 1988 et 2000 (103 % dans les communes, 93 % dans les cantons).

Est à souligner que les prairies de la zone inondable du Val de Saône sont des milieux créés et entretenus par l'homme,

peuplés d'espèces nombreuses et d'origine sauvage, fonctionnant comme des écosystèmes très largement naturels. L'activité agricole a une importance essentielle puisque c'est l'élevage qui permet le maintien du milieu au stade herbacé. En conséquence, la protection de ce type de milieux sur des surfaces importantes ne peut s'envisager sans celle du processus qui le maintient : la survie des prairies semble indissociable de celle de l'élevage. L'activité agricole est de plus primordiale dans l'entretien de l'espace et donc dans la structuration du paysage communal et du cadre de vie de ses habitants.

4.1.5. Risques naturels et technologiques

4.1.5.1. Risques naturels

Plan d'Exposition aux Risques d'Inondation (PERi), approuvé le 26 décembre 1996

La plaine de la Saône (unité paysagère A) offre un vaste champ d'inondation essentiel en matière de patrimoine et de fonctionnalités naturels. Ainsi, la préservation de ce vase d'expansion des crues est un atout fondamental dans la gestion des risques d'inondation comme pour la préservation des milieux naturels.

Le risque d'inondations pour la commune est dû aux crues de plaine occasionnées par le débordement de la Saône. Les crues fréquentes (de l'ordre de 2 à 3 par an) sont automnales ou hivernales, rarement printanières et exceptionnellement estivales. Les inondations peuvent rapidement apparaître à la faveur d'une confluence ou d'une remontée de nappe phréatique dès que les débits atteignent 600 m³/s. Dès lors que les débits dépassent 1300 m³/s (Trévoux), le champ d'épandage des crues peut couvrir la totalité du lit majeur sur des surfaces considérables (près de 3 kilomètres entre Verdun-sur-le-Doubs et Mâcon).

Les crues peuvent connaître un développement exceptionnel comme cela fut le cas en 1840 ou en 1955 mais elles n'ont pas les mêmes caractéristiques et les mêmes effets

dévastateurs selon les sections. En limite du lit mineur, la hauteur d'eau est généralement considérable et la vitesse faible, ce qui explique la durabilité des inondations (5 à 7 jours pour la montée des eaux, 10 à 15 jours pour la crue et la décrue).

Les crues de la Saône connaissent plusieurs genèses possibles :

- Les crues océaniques, de beaucoup les plus nombreuses, ont leur origine dans les précipitations sur l'ensemble du bassin versant lors du passage d'une perturbation océanique (automnales et hivernales) mais les effets pluviométriques sont très marqués sur sa partie amont et tout particulièrement sur les façades Ouest du Jura et des Vosges, largement offertes. Ces crues concernent pour l'essentiel le Doubs et la Petite Saône mais le passage répété et rapproché des perturbations peut générer des trains de crues provoquant parfois la superposition des crêtes de crues des différents affluents (concordance de crues) ;
- Les crues méditerranéennes, surtout automnales, interviennent lors du passage de perturbations amenées par vent de

Sud ou Sud-Ouest. Elles affectent surtout le bassin du Rhône à l'aval de Lyon mais peuvent s'exprimer sur une partie non négligeable du bassin de la Saône inférieure ;

- Les crues mixtes ou générales se produisent lorsque les pluies violentes d'origine méditerranéenne succèdent à celles durables et répétées d'origine océanique. Toutes les régions sont également arrosées et alimentent à la fois les affluents du haut bassin et les cours latéraux de la Saône inférieure. Leurs effets sont considérables et la crue de 1840 est l'exemple type de ces crues.

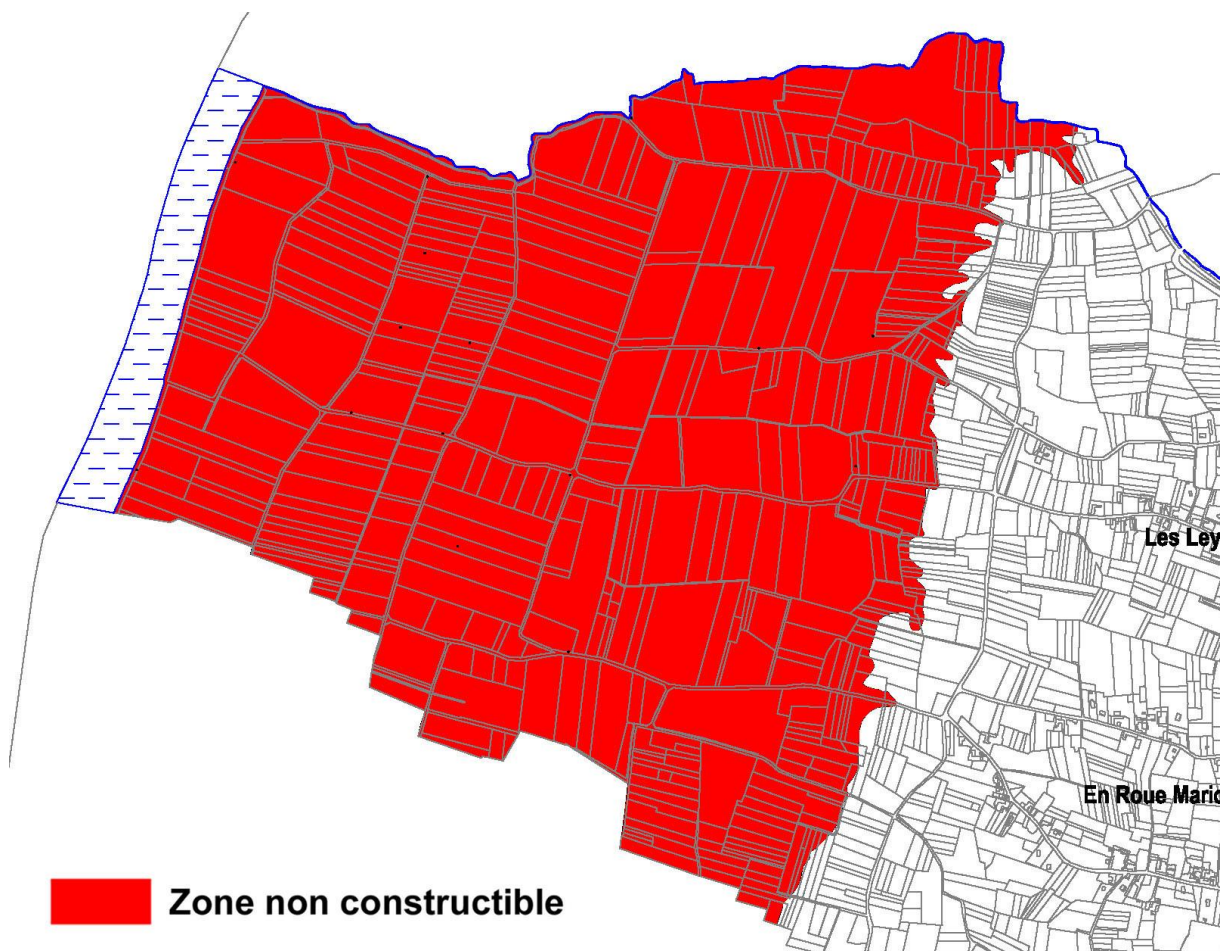
Les crues de 1840 et de 1856 servent de référence en matière de phénomènes extrêmes par l'importance des niveaux observés. L'inondation de janvier 1955 sert de crue de référence pour la définition des zones submersibles car c'est la crue la plus importante dont le champ d'inondation a été complètement repéré sur le terrain. Par la suite les crues de 1981, 1982 et 1983 avoi-

sineront celle de 1955. De plus le dernier événement important date de mars 2001.

La prévention des inondations passe par la mise en place des Plans de Prévention des Risques Naturels. Etabli sur l'initiative du Préfet, ce document constitue un document de prévention ayant pour objectif la délimitation, à l'échelle communale voir intercommunale, des zones exposées aux risques naturels prévisibles tels que les tremblements de terre, les inondations, les avalanches ou les mouvements de terrain.

La Saône est ainsi concernée par le règlement d'annonce des crues de la Saône amont et le Plan d'Exposition aux Risques d'Inondation (PERi), approuvé le 26 décembre 1996 (plan ci-dessous, seule une zone rouge concernant Garnerans).

D'autre part, la commune est concernée par des risques d'inondations de plaine occasionnées par les crues de la rivière l'Ava-



Crue de 1840 modélisée aux conditions actuelles d'écoulement

L'arrêté préfectoral du 21 avril 2009 lance la révision des plans de prévention des risques inondation dans le Val de Saône.

Les PERi, réglementation des années 1990, ont pris comme référence une crue centennale. Aujourd'hui, en matière de risque d'inondation, il est demandé de prendre comme référence, la plus forte crue connue si elle est supérieure à une crue centennale. Sur la Saône, il s'agit de la crue de 1840, l'inondation la plus importante dont l'homme ait gardé trace. De nombreux récits, cartes et repères de crues témoignent de la violence de cet événement : quartiers noyés sous plus de trois mètres d'eau, maisons en pisé s'écroulant, quais, chaussées et ponts détruits... Depuis 1840, de nombreux aménagements ont été réalisés, modifiant l'écoulement des crues de la Saône. L'étude hydraulique réalisée en 2008 a permis de calculer comment la crue de 1840 se produirait de nos jours, dans les conditions actuelles du terrain. Elle détermine la hauteur et la vitesse de l'eau pour cette crue. La

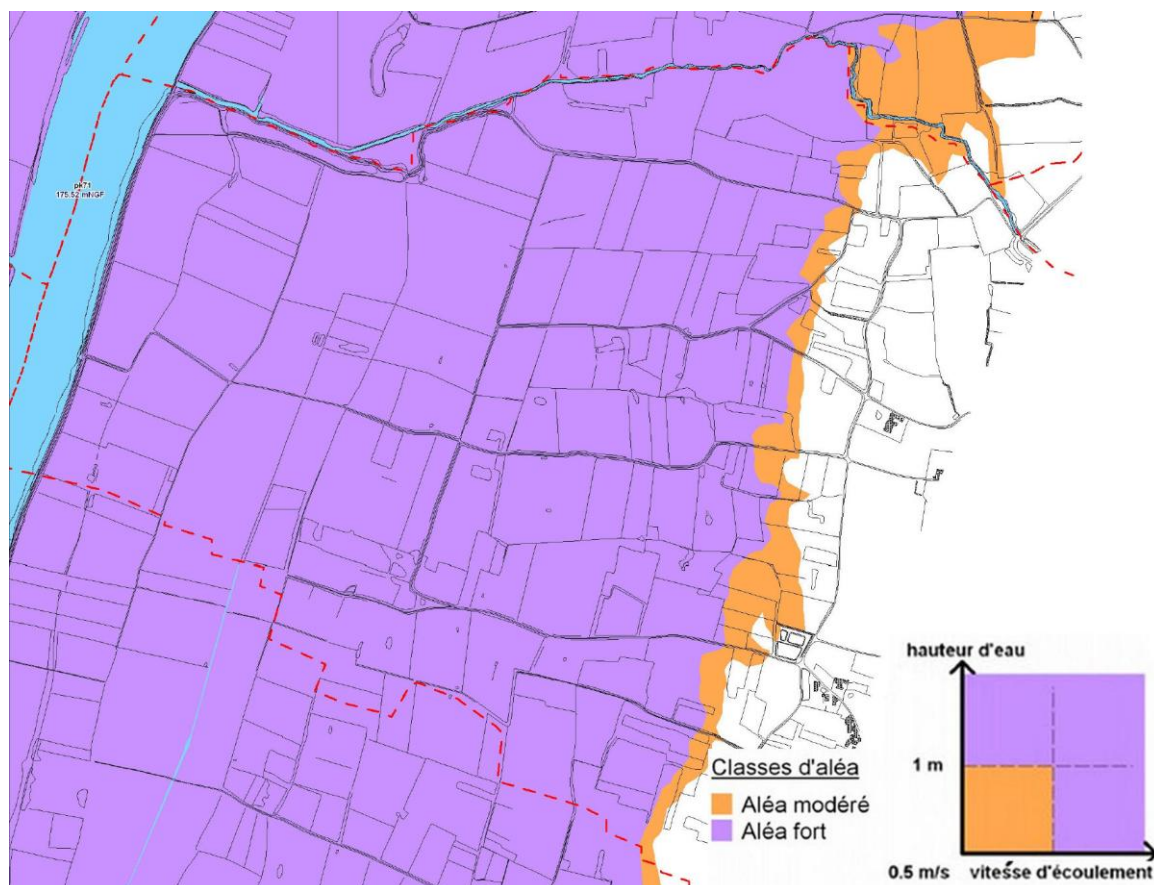
carte des aléas synthétise ces résultats pour chaque commune.

Dès lors, la connaissance de l'aléa doit être prise en compte dans les décisions d'urbanisme.

L'aléa est défini suivant une grille croisant les hauteurs d'eau et les vitesses d'écoulement. Deux classes d'aléas sont représentées, aléa fort et aléa modéré couvrant les secteurs soumis respectivement à plus d'un mètre d'eau et moins d'un mètre. La vitesse d'écoulement ($>0.5\text{m/s}$) est rarement déclassante, ces zones étant la plupart du temps déjà inondées sous plus d'un mètre d'eau.

Ainsi, le plan de zonage du PLU comporte une trame permettant de localiser l'ensemble de la zone inondable par la crue de 1840 modélisée aux conditions actuelles d'écoulement.

La représentation détaillée des aléas fort et modéré de la crue de 1840, ainsi que la zone du PERi (une seule zone rouge à Garnerans), apparaît sur le plan des servitudes.



Sismicité

La commune est classée en zone de sismicité faible. Ce classement se traduit par des règles de construction que doivent respecter les ouvrages nouveaux ou le bâti existant qui fait l'objet de modifications im-

portantes. Ces règles sismiques varient suivant la classe des bâtiments définie par l'arrêté du 22 octobre 2010 selon leur nature ou le type d'occupation.

Arrêtés de catastrophe naturelle

La commune a été déclarée sinistrée par :

- L'arrêté du 11 janvier 1983, publié au Journal Officiel du 13 janvier 1983 suite aux inondations et coulées de boue du 8 au 31 décembre 1982 ;
- L'arrêté du 16 mai 1983, publié au Journal Officiel du 18 mai 1983 suite aux inondations et coulées de boue du 9 au

15 avril 1983 ;

- L'arrêté du 20 juillet 1983, publié au Journal Officiel du 26 juillet 1983 suite aux inondations et coulées de boue du 1er mai au 1er juin 1983 ;
- L'arrêté du 27 avril 2001, publié au Journal Officiel du 28 avril 2001 suite aux inondations et coulées de boue du 20 au 23 mars 2001.

SDAGE du bassin Rhône Méditerranée

Document de planification pour l'eau et les milieux aquatiques à l'échelle du bassin, le SDAGE Rhône Méditerranée 2010-2015 est entré en vigueur le 17 décembre 2009. Il fixe pour une période de 6 ans les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et intègre les obligations définies par la directive européenne sur l'eau, ainsi que les orientations du Gre-

nelle de l'environnement pour un bon état des eaux d'ici 2015.

Ce document indique notamment que, sur la Saône, la vaste zone d'expansion de crue que constitue la plaine alluviale doit être préservée au titre de sa fonction dans la régulation des crues et de l'intérêt patrimonial de ses prairies humides.

4.1.5.2. Risques technologiques

Le risque de transport de surface de matières dangereuses (TMD) est dû à la présence de la RD 933 qui relie Neuville-sur-Saône à Mâcon et est considérée comme la voie de délestage de l'autoroute A 6. Il con-

vient d'éviter l'implantation de constructions à proximité.

Est également à signaler la voie navigable de la Saône, qui permet le transport de marchandises par péniches.

4.1.6. Nuisances, qualité de l'air

4.1.6.1. Nuisances

Les seules nuisances sont dues aux bruits causés par la ligne TGV, répertoriée dans le classement sonore des infrastructures de transports terrestres, et, bien qu'elle

ne soit pas répertoriée, par la RD 933. Comme pour les risques technologiques, il convient d'éviter l'implantation de constructions à proximité.

4.1.6.2. Qualité de l'air

En France, des associations, agréées par le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (décret n° 98-361 du 6 mai 1998 relatif à l'agrément des organismes de surveillance de la qualité de l'air), sont chargées d'assurer la surveillance de la qualité de l'air par la mise en place, la gestion et le bon fonctionnement technique d'un réseau de mesure, de diffuser aux intéressés les informations en leur possession, de

sensibiliser les acteurs aux différents problèmes liés à la qualité de l'air.

Le département de l'Ain ne dispose d'aucune station rurale de mesure, les stations existantes étant situées en milieu urbain ou périurbain. La plus proche de Garnerans est celle de Villefranche, dans le Rhône, pour laquelle sont fournies les valeurs suivantes (qualité de l'air moyenne) :

<i>Date</i>	<i>Monoxyde d'azote</i>	<i>Dioxyde d'azote</i>	<i>Ozone</i>	<i>Particules PM</i>
	<i>Microg/m³</i>	<i>Microg/m³</i>	<i>Microg/m³</i>	<i>Microg/m³</i>
<i>Octobre 2011</i>	8	20	26	19
<i>Novembre 2011</i>	13	24	19	24
<i>Décembre 2011</i>	12	30	19	30
<i>Janvier 2012</i>	15	23	22	35
<i>Février 2012</i>	12	34	19	49
<i>Mars 2012</i>	8	32	31	41

4.2. Démographie

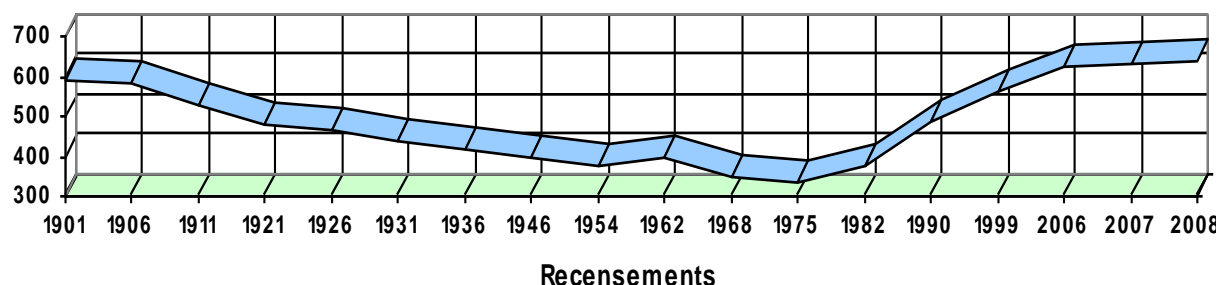
4.2.1. Evolution de la population

Année de recensement	Population municipale	Evolution absolue	Evolution relative	Taux annuel moyen
1975	335			
		+ 41	+ 12,2 %	+ 1,7 %
1982	376			
		+ 108	+ 28,7 %	+ 3,2 %
1990	484			
		+ 81	+ 16,7 %	+ 1,7 %
1999	565			
		+ 67	+ 11,9 %	+ 1,4 %
2007	632			
		+ 8	+ 1,3 %	+ 1,3 %
2008	640			

Après une longue régression, comme dans la plupart des communes rurales, la population augmente depuis 1975.

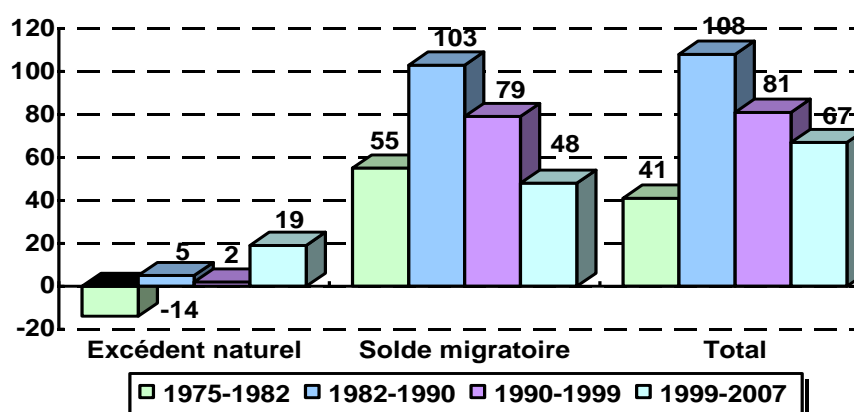
Elle a fortement progressé entre 1982 et 1990 et poursuit depuis un accroissement plus modéré et régulier.

En 2006, la population recensée était de 623 habitants. Le dernier recensement de 2008 indique la population légale, mais aucun détail n'est encore fourni concernant les données sur les caractéristiques des personnes et des logements.

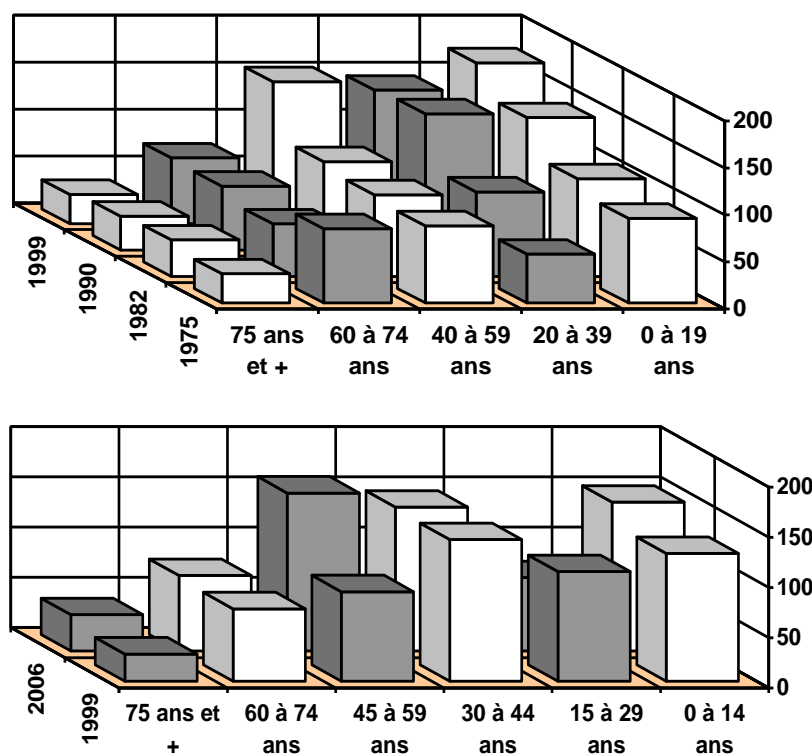


4.2.2. Solde naturel et migratoire

La croissance de la population de 1975 à 2007 est due à l'installation de nouveaux résidents combinée, entre 1982 et 2007, à un excédent naturel positif.



4.2.3. Structure démographique



Les classes d'âges retenues pour le dernier recensement de 2007 diffèrent de celles des précédents recensements. Deux tableaux sont donc présentés.

Les plus de 60 ans diminuent régulièrement en pourcentage. Les 40 à 59 ans ont nettement augmenté de 90 à 99. La population a nettement rajeuni de 75 à 90, les 0 à 39 ans étant passés de 42,5 % de l'ensemble en 75 à 59,1 % en 90, puis elle a vieilli de 90 à 99, les 0 à 39 ans étant passés à 55,4 % (en 99 moyenne nationale de 52,7 et moyenne du canton de Thoissey 52,8) et les 40 à 59 ayant nettement augmenté de 19,4 % à 26,7 %.

Ensuite, jusqu'en 2007, la population a poursuivi son vieillissement : les 0 à 44 ans ont diminué de 66,7 % de l'ensemble à 57,6 % tandis que les tranches plus âgées ont stagné.

4.3. Activités et population active

4.3.1. Activités et emplois

4.3.1.1. Activité agricole

Partie intégrante de la région agricole du Val de Saône, Garnerans consacre la majeure partie de son territoire à l'agriculture. Elle fait l'objet d'un chapitre dans l'état initial de l'environnement.

4.3.1.2. Commerces et services

Le seul commerce du village est le café-restaurant - dépôt de pain – presse - tabac du village, qui vend aussi des plats à emporter (4 personnes).

4.3.1.3. Autres activités

Totalisant une vingtaine d'emplois, elles comprennent notamment :

- Au village :
 - Une entreprise de travaux publics (6 personnes) ;
 - une entreprise de pose de plaque de plâtre, peinture... (2 personnes) ;
- Aux Leynards :
 - une entreprise d'électricité générale (une personne) ;
 - Un exploitant forestier (une personne) ;
 - Un commerce de charbon et combustibles (une personne) ;
- A Romans, une entreprise de maçonnerie (2 personnes) ;
Elles comprennent aussi :
- Une entreprise d'aménagement et entretien d'espaces verts (2 personnes) ;
- Un taxi (une personne) ;
- Un comptable (une personne) ;
- Un ingénieur consultant (une personne) ;
- Une entreprise de commercialisation et transport de matériel médical (une per-

sonne) ;

- Un courtier en assurance (une personne) ;
- Une entreprise de vente et d'entretien d'extincteurs (une personne) ;

La communauté de communes Val de Saône - Chalaronne exerce la compétence action de développement économique. Elle dispose du parc d'activités industriel, artisanal et logistique Actival, qui accueille une trentaine d'entreprises et offre des terrains disponibles. Elle a notamment mené les actions suivantes :

- Création de 2 ateliers-relais en 2000 et 2007 ;
- Acquisition et viabilisation si besoin de plus de 8 hectares en vue d'accueillir de nouvelles entreprises ;
- Location d'un atelier artisanal de 1 000 m² où sont installées 5 entreprises, nouvelles ou venant de l'extérieur du périmètre communautaire.

4.3.1.4. Développement touristique

Sur Garnerans est à noter un gîte rural au Clos Jonchy, à l'Ouest de Romans, labellisé « Ain Pêche ».

A proximité se trouvent :

- La base de loisirs du lac à Cormoranche sur Saône (plage surveillée, bar-crêperie, kayacs, pédalo, pêche, pique-nique) ;
- Le plan d'eau privé « Etang de Riveriat » à Illiat, géré par une association locale. En 2010, la communauté de communes Val de Saône Chalaronne, dans le cadre de son développement touristique, en partenariat avec la commune d'Illiat, a notamment aménagé un ponton de pêche accessible aux personnes à mobilité réduite, des jeux pour enfants et un coin

pique-nique.

- Le centre équestre du Moulin de Saint Julien et le haras de Challes à Saint Didier sur Chalaronne ;
- Les jardins aquatiques à Saint Didier sur Chalaronne, site commercial et touristique.

L'office de tourisme de la communauté de communes Val de Saône Chalaronne est chargé :

- D'étudier et de réaliser toutes les mesures tendant à accroître la notoriété et l'activité économique et touristique des sept communes qu'il représente ;
- De défendre et mettre en valeur les richesses patrimoniales ou naturelles ;

- D'assurer la promotion de l'offre touristique locale ;
- D'assurer des missions de conseil, de prescription au service de l'économie touristique locale.

Tous les mercredis en juillet et août, l'office de tourisme propose une visite com-

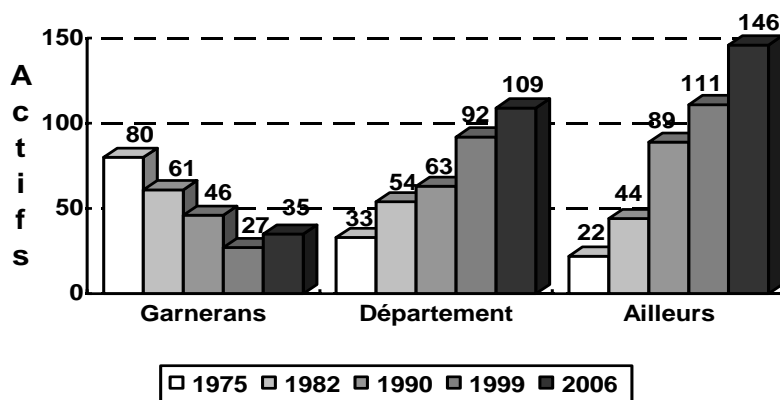
mentée des prairies inondables de Saône.

Enfin, depuis début août 2010, dans le cadre du schéma de développement touristique 2009- 2015, un circuit audioguidé du patrimoine a été mis en place en Val de Saône Chalaronne.

4.3.2. Migrations alternantes

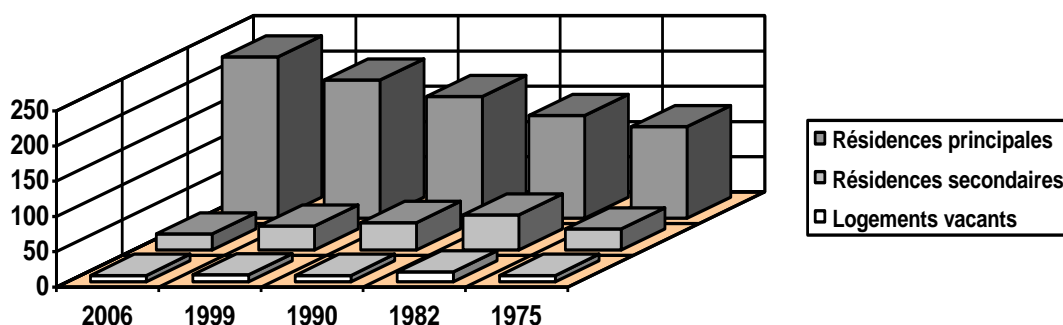
Le développement de la population s'est accompagné d'une croissance des emplois sur la commune. Les actifs ayant un emploi qui travaillaient sur celle-ci ont toutefois nettement diminué entre 1975 et 1999 puis légèrement augmenté.

Le taux d'activité (actifs occupés) a globalement stagné entre 1975 et 1999 (40,3 % en 1975 à 42,3 % en 1982, 40,9 % en 1990 et 40,7 % en 1999) puis est remonté à 45,9 % en 2007.



4.4. Parc immobilier

4.4.1. Nombre de logements



Entre 1975 et 2007, les résidences principales ont régulièrement et fortement augmenté, les résidences secondaires diminué et les logements vacants globalement stagné.

Le nombre d'habitants par logement a

progressivement augmenté de 2,6 en 1975 et 1982 à 2,8 en 1990 et 2,9 en 1999 puis a régressé en 2,8 en 2007. Ce phénomène est notamment dû au fait que les jeunes atteignant l'âge adulte quittent progressivement le logement familial.

4.4.2. Evolution des permis de construire

Années	Logements					Activité agricole	Activités autres qu'agricoles
	Réhab ①	Indiv isolées ②	Indiv lots ^t ③	Total ①+②+③	Surfaces consommées ②+③		
2001		2	1	3	4 489		
2002	1	2		3	1 921		
2003							
2004	2	3		5	5 007	1	
2005		1		1	1 968		
2006	2			2			
2007		4		4	2 663	1	
2008	3	1		4	805		
2009		2		2	1 645		
2010		2		2	2 461		
Total	8	17	1	26	20 959	2	
Moyenne	0,8	1,7	0,1	2,6	2 095,9	0,2	

Les réhabilitations (Réhab - colonne ①) concernent des créations de logements dans le bâti existant.

Le terrain moyen par logement individuel isolé est de 1 132 m².

Aucun logement individuel groupé ou collectif n'a été réalisé et aucun n'a été réalisé après division de propriété déjà bâtie.

Les permis concernant les activités agricoles en 2004 et 2007 correspondent respectivement aux installations :

- De l'exploitation céréalière à l'Est du village (hangar et logement agricole) ;
- De l'élevage de chiens (bâtiment pour l'élevage et logement agricole).

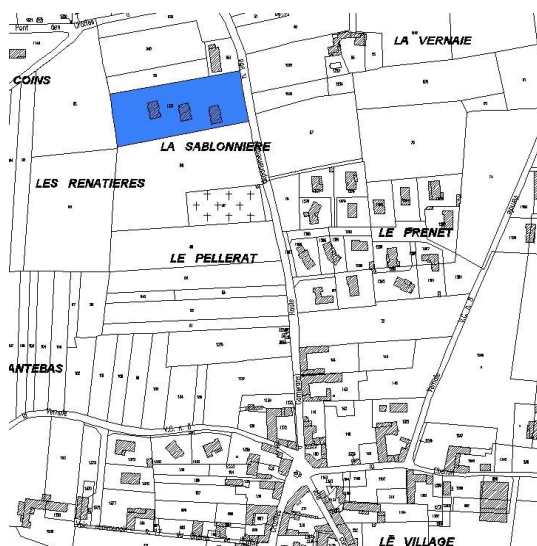
Ces deux logements, construits par des exploitants, ne figurent pas dans le tableau.

Aucun permis concernant une activité autre qu'agricole n'a été déposé.

L'urbanisation s'est développée sous forme pavillonnaire, surtout dans des lotissements, avec pour conséquences, en 2007 :

- Seulement 12,5 % de locataires, dont 1,7 % d'un logement HLM loué vide ;
- 1,1 % d'appartements ;
- Des logements de grandes tailles (5 pièces en moyenne par résidence principale).

4.4.3. Logements locatifs sociaux



La commune accueille six logements PLA réalisés par l'OPAC de l'Ain en 1997 (trois bâtiments composés de deux maisons jumelées), en partie Nord du village le long de la RD 96a.

Notamment pour diversifier l'offre d'habitat, la Municipalité souhaite que cette offre en logements locatifs aidés soit renforcée pour diversifier l'offre d'habitat.

4.5. Equipements publics

4.5.1. Equipements de superstructure

La commune dispose de :

- En partie Sud du centre, dans un même bâtiment, la mairie, l'école, la bibliothèque et la salle polyvalente.



L'école, rénovée en 2009, compte 85 élèves et dispose d'une cantine et d'une garderie périscolaire (14 enfants de 4 à 12 ans). Les enfants sont accueillis dans quatre classes : une classe maternelle (19 élèves),

une classe Grande Section/CP (22 élèves), une classe CE1-CE2 (19 élèves) et une classe CM1-CM2 (25 élèves). La Municipalité souhaite étendre la mairie et l'école.

- Derrière ce bâtiment, le terrain de sport, que la Municipalité veut étendre ;
- L'église, en face de la mairie ;
- Plus au Nord, le long de la RD 96a, le cimetière, dont l'extension doit être prévue, avec son aire de stationnement ;

Garnerans accueille en outre le Centre de Première Intervention des sapeurs pompiers, accédant sur le chemin de la Gare (VC 8).

Les collégiens sont accueillis à Saint Didier sur Chalaronne et Thoissey, les lycéens à Belleville, Bourg et Mâcon. Le Conseil général assure leur transport.

Plusieurs des équipements intercommunaux construits et gérés par la communauté de communes Val de Saône Chalaronne sont à la disposition de la commune, de ses habitants et associations :

- La salle de sport intercommunale, particulièrement utilisée par les deux collèges du territoire (Bel Air à Thoissey et Saint Joseph à Saint Didier sur Chalaronne), mais aussi par de nombreux clubs sportifs ;
- Le centre sportif intercommunal constitué d'un terrain de foot en synthétique, avec vestiaires et salle de réunions, et de deux courts couverts de tennis, avec clubhouse ;
- Service de portage de repas à domicile qui permet aux personnes âgées ou handicapées de bénéficier de la livraison, à leur domicile, de repas complets et équilibrés, préparés par la cuisine centrale de

l'hôpital local de Thoissey ;

- Le Relais d'Assistantes Maternelles, sur Saint Didier sur Chalaronne, créé pour permettre aux assistantes maternelles de bénéficier d'un lieu d'échange, de formation et d'informations, animé par un professionnel de la petite enfance ;
- La micro crèche « Ma P'tite Maison » de 10 places sur Saint Etienne sur Chalaronne.

La communauté de communes assure par ailleurs le financement des transports des écoliers lorsqu'ils se rendent à la piscine de Thoissey. Depuis 2009, la Communauté de Communes prend également en charge les frais de fonctionnement de la natation scolaire, pour les enfants des écoles de son territoire, pour assurer une équité dans l'accès des écoliers aux séances de natation scolaire.

4.5.2. Equipements d'infrastructure

4.5.2.1. Services et moyens de transport

Infrastructures routières

La commune est bien accessible par les échangeurs de Belleville et Mâcon sur l'A 6 et de Replonges sur l'A 40 (Mâcon-Genève), relativement proches sans que ces infrastructures ne soient une gêne. Elle sera proche de la future A 406 (jonction entre la Route Centre Europe Atlantique et l'A 40).

Elle est traversée par la RD 933, axe nord-sud du Val de Saône qui la relie à Pont de Veyle au nord et au pôle Thoissey-Saint Didier sur Chalaronne au sud.

La petite RD 96a relie le village à la RD 933.

Sur ces axes principaux viennent se brancher, à vocation de desserte locale :

- La route d'Illiat (VC 7) qui rejoint Romans à l'Est ;
- Les chemins de la Gare et de Chassagne (VC 8) qui relient le centre village à Montgoin et le chemin de Montgoin (VC 3) qui relie la partie Nord du village

au hameau ;

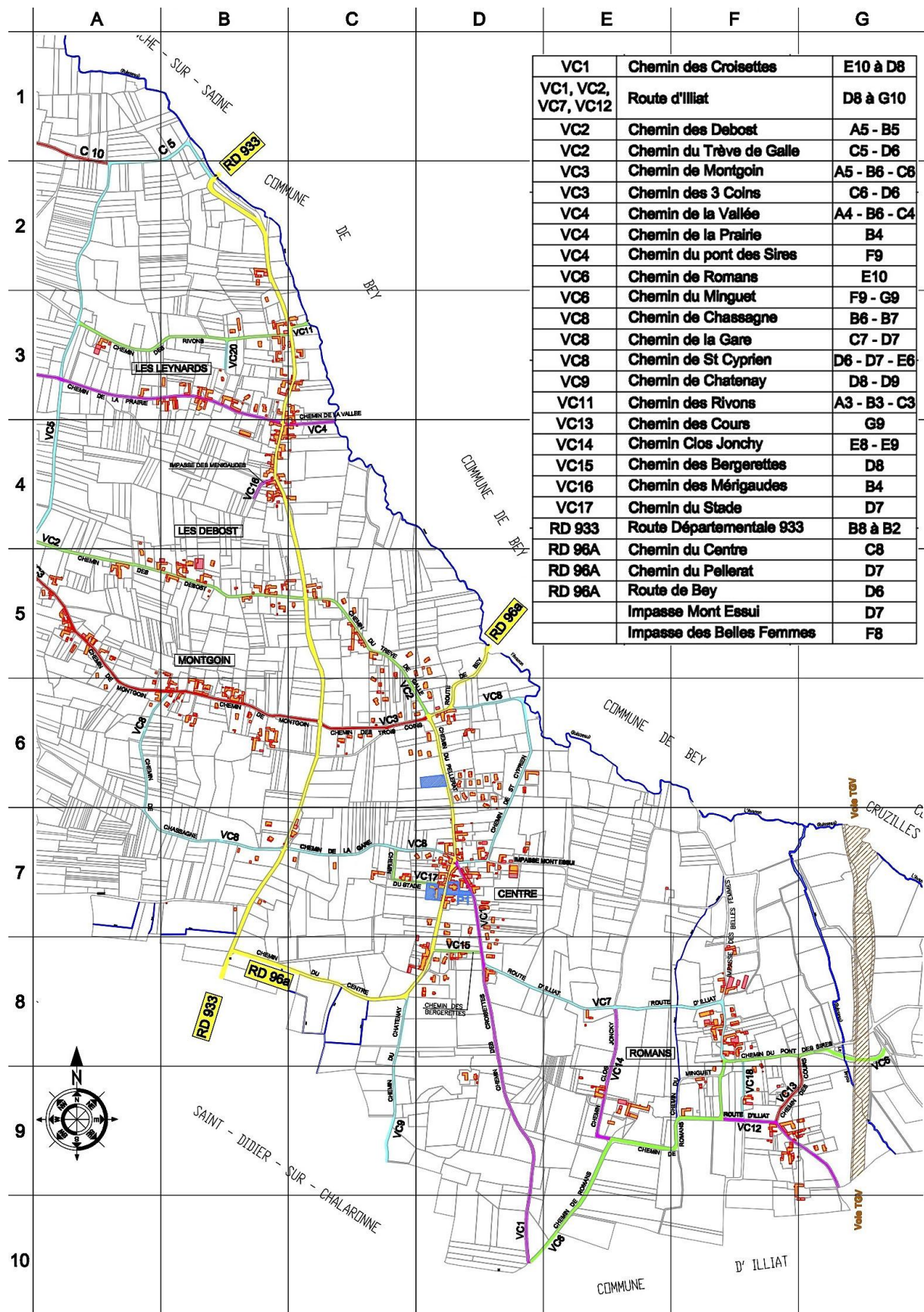
- Le chemin de Trêve de Galle prolongé par le chemin des Debost (VC 3) qui relie le Nord du village aux Debost.

A partir de ces routes, un réseau de voies communales dessert les différents secteurs de la commune.

Le Conseil général a réalisé des aménagements de sécurité sur la RD 933 aux Leynards. Des problèmes de sécurité demeurent pour les accès aux Debost, au Picolet et à Montgoin. Pour les prendre en compte, la Municipalité projette d'aménager les carrefours du chemin de Trêve de Galle (VC 2) et du chemin des Trois Coins (VC 3) avec la RD 933.

De plus, le transit des engins est difficile dans ces hameaux, où la desserte des terrains agricoles se fait par les quelques

« dents creuses » encore préservées.



Une note de réflexion transports-déplacements, incluse dans le porter à connaissance transmis par la Préfet, comprend les enjeux et suggestions suivants :

- Concernant la sécurité routière sur la RD 933 : « stopper l'urbanisation linéaire le long de cet axe important du département. Sur le fond, la production d'un « projet urbain » pour justifier la constructibilité sur les espaces non actuellement urbanisés contigus à la RD 933 n'est pas justifiable compte tenu de l'impossibilité de greffe urbaine de ces secteurs sur un

cœur de village. Ce serait le comble qu'on privilégie les espaces contigus d'une route à grande circulation pour afficher leur constructibilité à condition de la justifier par un projet urbain qui précisément n'a pas sa place dans un tel secteur sensible au point de vue sécurité routière » ;

- concernant les développements : « poursuivre la politique de développement engagée par une urbanisation au plus proche du centre historique ».

Déplacements doux

Des trottoirs sont aménagés au village côté Ouest du chemin du Pellerat sur 300 mètres entre la place du village et les logements locatifs aidés et aux Leynards le long de la RD 933 sur 600 mètres.

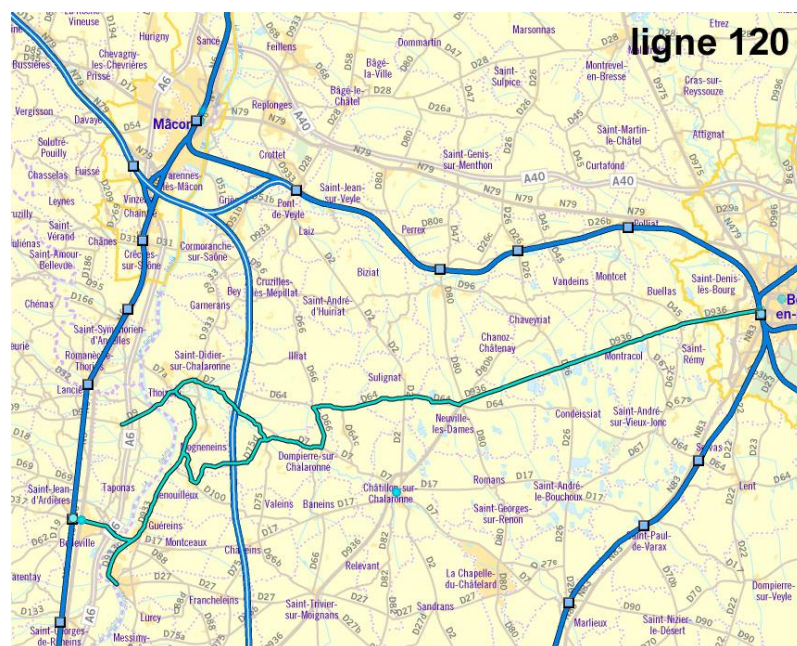
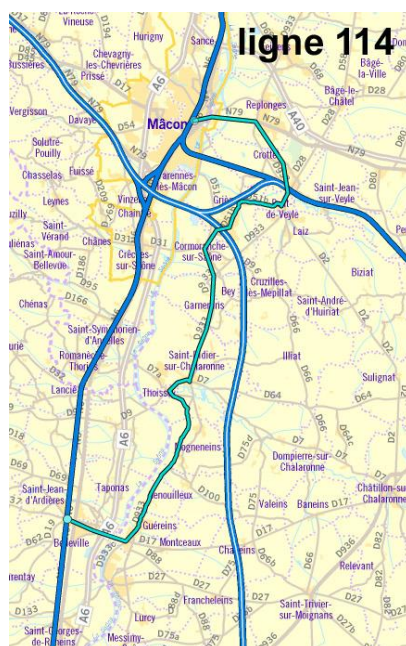
La Municipalité souhaite poursuivre le développement les modes de déplacements alternatifs à l'automobile, notamment au sein des futures extensions du village.

Lignes de cars

Les cars de la ligne 114 Mâcon - Belleville du réseau Transports départementaux de l'Ain s'arrêtent aux Leynards et à la Gare 14 fois par jour dans chaque sens du lundi au vendredi et 7 fois les samedis, dimanches, jours fériés et pendant le mois

d'août. Plusieurs horaires sont synchronisés avec le train express régional vers et en provenance de Lyon.

A Saint Didier sur Chalaronne, desservie par la ligne 114, est accessible la ligne 120 qui mène à Bourg.



Voies ferrées

Les gares de Pontanevaux la Chapelle, à cinq kilomètres, de Crêches sur Saône, à six, et de Pont de Veyle, à huit, sont desser-

vies par une ligne de trains express régionaux (TER). La gare de Mâcon l'est par la ligne TGV.

Voie fluviale

Le port fluvial de Villefranche-sur-Saône se trouve à une vingtaine de kilomètres.

Voies aériennes

Les aéroports internationaux les plus proches sont ceux de Lyon Saint-Exupéry et de Genève Cointrin. Les deux aéroports de

proximité Charnay les Mâcon et Bourg en Bresse assurent également les déplacements d'affaires.

4.5.2.2. Eau potable

La plupart des éléments suivants sont issus du Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable – exercice 2009.

Ressource et distribution

L'alimentation est assurée par le Syndicat Intercommunal des Eaux Veyle Chalaronne, créé le 30 avril 1947 et siégeant en mairie de Garnerans, avec affermage à la Société de Distribution d'Eau Intercommunale (SDEI). La SDEI est une filiale de la Lyonnaise des Eaux, elle-même filiale de SUEZ Environnement.

Le syndicat est alimenté par la zone de captage de Saint Didier sur Chalaronne, reconnue en 1947 et mise en service en 1949, située entièrement en zone inondable au lieu-dit « Challes » sur la rive gauche de la Saône à environ un kilomètre de celle-ci. Elle est exploitée par trois puits qui alimentent un puisard situé sous la station de pompage en bordure de la zone de captage. Les puits sont reliés à une station de pompage dans laquelle l'eau est traitée en direction de six châteaux d'eau situés à Bey, Cruzilles les Mépillat, Dompierre sur Chalaronne, Illiat, Mogneneins et Saint Etienne

sur Chalamont.

Garnerans est alimentée soit directement par la pompe de « Challes » soit par le château d'eau de Saint Etienne sur Chalamont (Montgizon), d'une capacité de 1 220 m³, sans réserve de défense incendie. Si besoin, elle est alimentée par le château d'eau de Bey, d'une capacité de 750 m³.

Au 31 décembre 2009, le linéaire de réseau du syndicat hors branchements s'élevait à près de 306 kilomètres. La production en 2009 était de 1 077 076 m³, en augmentation de 9 % par rapport à 2008, pour un rendement, très bon, de 82 %.

Sur Garnerans, le passage canalisation d'alimentation de 200 mm au Sud du village sur un terrain privé est un inconvénient. Aucun problème de casse n'a été relevé. Quelques difficultés d'alimentation à Romans, par une canalisation PVC de 50 mm, sont observées.

Qualité de l'eau

Le bilan qualité est établi en fonction de l'arrêté du 11 janvier 2007 qui précise, d'une part, des limites de qualité qui doivent impérativement être respectées et d'autre part, les références de qualité. La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel dont les modalités sont définies par l'arrêté préfectoral du 26 mars 2004. Elle a été contrôlée au niveau de la ressource, de la production et de la distribution au cours de l'année 2009 par 67 analyses bactériologiques dont 40 réalisées au titre de l'autocontrôle et 79 analyses physico-chimiques dont 47 réa-

lisées au titre de l'autocontrôle, ce qui correspond à la mesure de 278 paramètres bactériologiques et 1058 paramètres physico-chimiques. En 2009, l'eau distribuée a respecté les normes de potabilité bactériologiques et physico-chimiques.

L'eau est désinfectée par injection de chlore dans le puisard. La teneur en chlore libre a été en moyenne de 0,24 mg/l.

A noter qu'une étude menée en 2003 a montré que les pH in situ varient entre 7 et 7,37, ce qui correspond à un potentiel de dissolution du plomb élevé.

Orientations pour l'avenir

Le syndicat a terminé en 2009 son schéma directeur 2009/2020. Ce programme comprend les améliorations techniques nécessaires au bon fonctionnement et au développement du syndicat mais aussi les travaux préconisés par la SDEI afin de mieux gérer la ressource et la distribution. Ces derniers points sont listés dans le rapport du délégataire. Le programme prévoit notamment :

- L'évolution du site de « Challes » (construction d'un quatrième ouvrage) ;
- La recherche d'un nouveau site de production ;
- La construction d'un nouveau réservoir à Cruzilles qui devra être réalisé en fonction des niveaux de ceux de Bey et Illiat ;
- Le renforcement de la colonne d'alimentation Est (entre Montgizon, le réservoir d'Illiat et le futur réservoir de Cruzilles).

Défense incendie

La défense incendie, sous la responsabilité des communes et non du Syndicat, est assurée par la commune. Elle dispose de

quinze poteaux incendie, six au village, un à la Gare, deux à Montgoin, un aux Debost, deux aux Leynards, et trois à Romans.

4.5.2.3. Assainissement des eaux usées et pluviales

Les éléments suivants sont issus de la notice du zonage d'assainissement réalisée en mai 2010 par la SAFEGE.

A la demande et pour le compte de la communauté de communes Val de Saône

Chalaronne, la SAFEGE a réalisé en simultané les zonages d'assainissement des sept communes en faisant partie, dont Garnerans.

Etat des lieux

Assainissement collectif

Le réseau, entièrement séparatif, dessert une grande partie du bourg et des principaux hameaux. Il s'étire sur 8,95 kilomètres pour 132 abonnés. Il comporte un poste de refoulement et 154 regards. Une étude diagnostic a été réalisée en 2004 et la SDEI qui gère ce réseau ne signale pas de problèmes majeurs.

La commune dispose de deux unités de traitement :

- L'unité de Saint-Cyprien qui traite les effluents du village. Dimensionnée à l'origine pour 250 équivalents-habitants, elle

Assainissement non collectif

La Communauté de communes a confié la gestion de son SPANC à la SDEI pour une durée de 6 ans à compter du 6 mars 2006. Cette prestation de service est constituée de deux phases :

- Phase 1 : la réalisation d'un état des lieux de l'ensemble des installations d'assainissement non collectif existantes sur les deux premières années. Cette phase est terminée ;
- Phase 2 : la réalisation du contrôle de bon fonctionnement et d'entretien périodique.

Etude de sols

Une étude de sol avec réalisation de sondage à la tarière et de tests de perméabilité a été réalisée sur deux zones de la commune : les Leynards et Romans. Cette étude (réalisée en 2000 - Étude GEOPLUS) a permis de préconiser la filière la mieux adaptée au sol en place. Les résultats de cette étude sont reportés sur la carte d'aptitude à l'assainissement non collectif qui figure ci-contre.

Sur les secteurs retenus, il a été défini un zonage en deux couleurs concernant l'aptitude des sols à l'assainissement autonome par épandage souterrain :

- Zone verte : apte sans contraintes particulières ;
- Zone rouge : inapte.

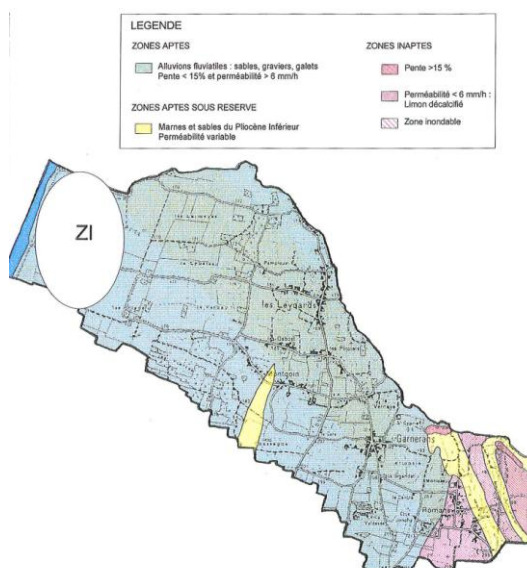
était à saturation et a été remplacée par l'actuelle lagune (rhyzofiltre) qui offre une capacité de 600 équivalents-habitants (384 actuellement raccordés). Aucun problème de capacité n'est donc à craindre pour cette station :

- L'unité de Montgoïn (lagune), mise en service en 2001, traite les effluents des hameaux de Montgoïn, le Debost, les Saules. Elle est dimensionnée pour 365 équivalents-habitants (164 actuellement raccordés).

dique sur les quatre dernières années du contrat.

Pour les installations nouvelles ou réhabilitées, la communauté de communes a confié la mission de contrôle de conception et de réalisation au SATAA de l'Ain.

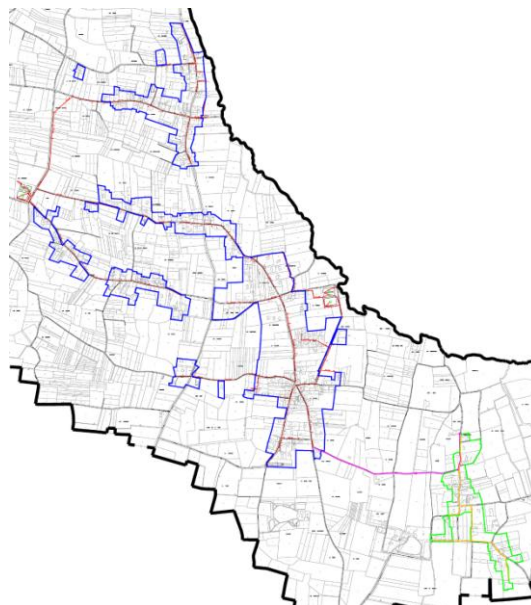
Le diagnostic des installations a été réalisé sur 2007 et 2008. 4 usagers sur les 7 qui persisteront en assainissement non collectif à l'issue des travaux prévus ont été visités sur la commune. Parmi les 4 installations visitées, une seule a reçu un avis défavorable.



Zonage d'assainissement

Les élus de la communauté de communes ont choisi de raccorder le hameau de Romans. Ce choix est motivé par la densité de population du hameau et par la réserve de capacité sur la lagune de Saint-Cyprien.

En dehors des secteurs déjà raccordés et du secteur de Romans dont le raccordement est prévu, le reste de la commune est et sera maintenue en assainissement non collectif (5 habitations). Le choix est motivé par un coût d'investissement et de fonctionnement trop élevé. Aussi, la collectivité a décidé de maintenir l'assainissement autonome à terme pour un meilleur compromis coût/efficacité. La zone d'assainissement collectif (extrait ci-contre) correspond ainsi aux secteurs actuellement raccordés et au secteur de Romans.



Contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif

La collectivité, via la communauté de communes et de son délégataire, prend en charge les dépenses de contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif.

4.5.2.4. Electricité

Toute la commune est équipée de façon satisfaisante.

4.5.2.5. Communications numériques

La commune est actuellement desservie en Wifi depuis le château d'eau de Bey et un relais sur Garnerans et doit l'être en très haut débit en 2012 par le Syndicat Inter-

communal d'énergie et de e-communication de l'Ain dans le cadre du déploiement d'un réseau de fibre optique appelé LIAin (Liaison Internet de l'Ain).

4.5.2.6. Elimination des déchets

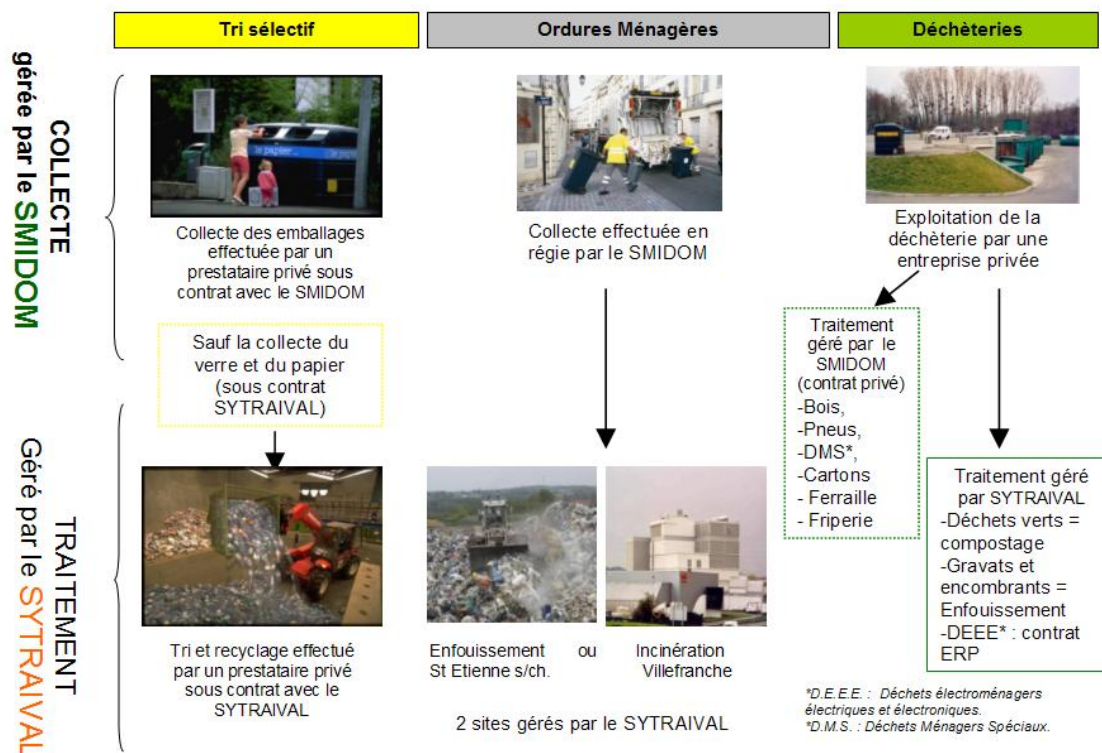
La plupart des éléments suivants sont issus du « rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets – exercice 2009 ».

Le SIDOM de Thoissey est une structure

intercommunale créée en mars 1972. Il est composé de quatre communautés de communes, dont la communauté de communes Val de Saône Chalaronne à laquelle Garnerans adhère.

Il exerce la compétence collecte des déchets ménagers et assimilés des ménages en directe. La compétence traitement a été déléguée au SYTRAIVAL, qui gère les diffé-

rentes installations de transfert et de traitement (quais de transfert, usine d'incinération, plate forme de compostage).



Ordures ménagères

La collecte s'effectue principalement en porte à porte sauf sur quelques points difficiles où des points de regroupement ont été mis en place. La fréquence de collecte est d'une à deux collectes hebdomadaires (une, le lundi, sur Garnerans).

Ces déchets sont acheminés jusqu'au

quai de transfert de Saint Etienne sur Chalaronne pour ensuite être traitées à l'UIOM de Villefranche sur Saône, sauf pendant les arrêts programmés (en mai et en septembre-octobre) durant lesquels les ordures ménagères sont enfouies au CET de Saint Etienne sur Chalaronne.

Emballages recyclables et journaux magazines

La collecte sélective des emballages légers, verre et celle des journaux-magazines est en place sur l'ensemble du territoire depuis juillet 1997, et s'effectue en apport volontaire, en trois flux :

- Bouteilles et flacons en plastiques, boîtes métalliques, briques et cartons ;
- Bouteilles, pots et bocaux en verre ;
- Journaux et magazines.

La collecte des emballages ménagers est

gérée par le SMIDOM. La collecte des emballages en verre et des journaux magazines est gérée par le SYTRAIVAL.

Il y a en moyenne un point d'apport volontaire pour 500 habitants. A Garnerans est installé un point derrière la mairie.

Les différents déchets sont triés par matériaux et sont ensuite acheminés chez les repreneurs avec qui le SMIDOM a des contrats garantissant la reprise des matériaux.

Déchetteries

Trois déchetteries sont présentes sur le territoire du SMIDOM : Saint Jean sur Veyle, ouverte en juin 2001, Saint Etienne sur Chararonne, ouverte en janvier 1992 (essentiellement fréquentée par les habitants de Garnerans), et Francheleins, ouverte en janvier

2008.

Depuis mars 2007, une collecte spécifique des déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) a été mise en place sur les déchèteries.

Synthèse des tonnages collectés

Au vu des tonnages collectés, le SMIDOM de Thoissey apparaît plutôt « bon élève » en matière de production d'ordures ménagères puisque la moyenne nationale se situe plutôt autour de 365 kg par habitant et par an. Il en est de même pour la collecte sélective car la moyenne nationale pour le même style d'habitat (semi-rural), est de

55,2 kg par habitant par an. Par contre, les tonnages collectés en déchèterie sont élevés cela est essentiellement dû au fait que les commerçants, artisans et petites entreprises sont acceptés sur les déchèteries du SMIDOM, et qu'il n'est pas possible de les identifier à part.

4.6. Analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers

Elle résulte des occupations suivantes :

- Les nouveaux logements. Depuis 10 ans, dix-huit logements ont été édifiés, tous sous forme de maisons individuelles et dans les zones urbaines du village. Ils ont consommé 2,1 hectares ;
- L'aménagement d'une aire de stationnement publique en face du cimetière, sur 0,1 hectare.

Sont à noter :

- Les installations en 2004 et 2007 de l'exploitation céréalière à l'Est du village (hangar et logement agricole) et de l'élevage de chiens (bâtiment pour l'élevage et logement agricole) ;
- Le remplacement de l'ancienne lagune par une nouvelle (rhyzofiltre), moins consommatrice d'espace.

4.7. Plan d'occupation des sols approuvé en 1991

4.7.1. *Elaboration du plan d'occupation des sols*

4.7.1.1. *Objectifs et hypothèses*

Objectifs

Les principales caractéristiques du parti retenu correspondaient bien aux objectifs :

- Développement de l'urbanisation autour du bourg, où de nombreux espaces étaient disponibles, notamment au Nord Jusqu'au Picolet, afin d'utiliser au mieux les équipements ;
- Urbanisation des hameaux anciens interdite, l'activité agricole de Romans devant être maintenue et protégée et les trois autres, les Leynards, les Debost et Montgoin, ne pouvant pas être assainis à court ou moyen terme ;
- Délimitation d'une zone artisanale au Nord-Ouest du bourg le long de la RD 933 ;
- Protection des zones agricoles ;
- Protection des boisements, des bords des ruisseaux et de la zone inondable.

Hypothèses

La population ayant été estimée à 484 habitants en 1990, pour répondre aux objectifs le taux de croissance, devait se situer entre 2,5 et 3 %, ce qui permettrait d'atteindre sur une dizaine d'années entre 620

et 650 habitants.

Une telle évolution augmenterait la population de 140 à 170 habitants, soit, en supposant le solde naturel équilibré, environ 40 à 50 logements.

4.7.1.2. *Plan et règlement*

Parti général

Les objectifs généraux suivants avaient été retenus :

- Maintien de l'activité agricole ;
- Protection des sites et des boisements ;
- Urbanisation des seuls secteurs sur lesquels était prévu le réseau d'assainissement collectif, soit le village, en lien avec sa revitalisation, et le hameau du Picolet, au rythme d'environ cinq logements par an.
- Création d'emplois.

Zone urbaine

- Zone UA correspondant au bâti ancien du village dont le tissu doit être maintenu. Les quelques constructions possibles doivent être édifiées en harmonie avec le bâti existant et, dans la mesure du possible, à l'alignement et en ordre continu ;
- Zone UB correspondant à des terrains équipés et facilement urbanisables sous forme de lotissements, de maisons d'habitation et d'activités économiques lorsqu'elles ne sont pas nuisantes. On trouve essentiellement cette zone au Sud du village, au Picolet et entre le bourg et le Picolet à l'Est de la RD 96Aa ;
- Zone UT correspondant aux emprises ferroviaires de la ligne TGV.

Zones de réserves d'urbanisation

- Zone 1NA qui ne peut être aménagée, des voies et des réseaux internes étant nécessaires, que sous forme d'opérations soumises à des contraintes d'organisation de l'espace et à une programmation des équipements, afin d'éviter une urbanisation incohérente aboutissant à un gaspillage. Cette zone recouvre trois secteurs : au Nord-Est du bourg le long de la VC 8 (cette voie étroite débouchant mal dans le bourg, les accès y sont interdits et doivent être réalisés sur la RD 96a), au Nord-Ouest du bourg entre le cimetière et le Picolet et au Sud du bourg et de la VC 15 ;
- Zone 1NAX destinée à accueillir des activités artisanales, elle est située au Nord-Ouest du bourg dans le seul secteur desservi en eau et pouvant être raccordé au futur réseau d'assainissement le long de la RD 933. Les accès sur cette voie sont interdits et un accès commun pour la partie Nord doit être réalisé conformément à la flèche indiquée sur le document graphique ;
- Zone 2NA située au Nord-Ouest du bourg entre la RD 96a et la VC 8. Elle était réservée pour une urbanisation ultérieure, le parcellaire découpé et le mauvais débouché de la VC 8 sur la RD 96a rendait alors son aménagement difficile et prématuré.

Des zones naturelles

- Zone NC de richesses économiques naturelles, réservée à l'agriculture et où ne sont autorisés que les bâtiments d'habitation et d'exploitation nécessaires à l'activité agricole. Elle recouvre donc la majeure partie des terrains non submersibles à l'Est de la commune et notamment les quatre hameaux anciens. Afin de conforter un peu ces hameaux, l'aménagement et le changement de destination des bâtiments agricoles désaffectés sont cependant admis. Les carrières sont autorisées sous réserve que les sols soient remis en état agricole en fin d'exploitation ;
- Zone ND de protection des sites, des boisements et de la zone submersible. Son aspect naturel doit être sauvegardé et les boisements conservés et protégés. Elle intéresse les bords des ruisseaux, Avanon, Beyou et Minguet, les masses boisées à la limite Est de la vallée de la Saône et la zone inondable. La partie Ouest qui englobe la zone inondable est différenciée (secteur NDi) et les carrières y sont autorisées.

La capacité de la zone UB, de 100 habitants, est suffisante pour accueillir la population supplémentaire pendant plusieurs années.

De même la capacité globale, de 300 habitants, est largement suffisante à long terme.

Le Plan d'Occupation des Sols comporte aussi des emplacements réservés pour la création ou l'extension d'équipements publics : extension du groupe scolaire (n° 1),

du terrain de sports (n° 2) et du cimetière (n° 3), création d'une aire de stationnement en face du cimetière (n° 4).

4.7.1.3. *Prise en compte de l'environnement*

En centrant le développement de l'urbanisation autour du bourg, le Plan d'Occupation des Sols permet de préserver les sites et la valeur du territoire agricole.

La zone NC assure la protection des zones agricoles.

Tous les secteurs sensibles, boisements, bords des ruisseaux et zone submersible sont protégés par la zone ND.

Enfin, les boisements classés en espaces boisés à conserver contribuent à protéger la flore et la faune de la commune.

4.7.2. *Modification n° 1*

Elle a été menée durant la procédure de révision du POS. Dans le cadre de cette révision, le conseil municipal veut harmoniser et modifier les dispositions des articles 7 du règlement des zones UB, 1NA, NC et ND qu'il estime contraignantes. Il veut notamment, pour que les toitures puissent comporter un débord et permettre l'entretien des murs, autoriser l'implantation des constructions en recul de 0,5 mètre par rapport aux limites séparatives.

Or le projet d'extension du centre de Première Intervention des sapeurs-

pompiers, situé aux Baisses à l'ouest du village et implanté sur les parcelles 163 et 1189 en limite séparative, dans le prolongement de l'existant, apparaissait alors incompatible avec les dispositions actuelles de l'article UB 7.

Le conseil municipal a donc voulu modifier ces articles 7 pour pouvoir appliquer ces nouvelles dispositions avant l'approbation de la révision. A cette fin, a été approuvée une première procédure de modification qui a porté uniquement sur le règlement.

4.7.3. *Application*

La protection des terrains agricoles (deux installations d'exploitations confirment le maintien de cette activité), des espaces naturels sensibles et des paysages a été assurée. Les boisements et les abords des cours d'eau ont été protégés.

Les objectifs de développement démographique ont été atteints avec 623 habitants en 2006 et 640 en 2008 (même si ces objectifs étaient retenus à échéance dix ans).

Les principes retenus ont permis de préserver les hameaux de l'urbanisation. Celle-ci s'est en effet développée au village, à proximité des équipements, sans que la zone 2NA n'ait été urbanisée. Les zones UB et 1NA ont été partiellement urbanisées :

- Le lotissement du Village (qui n'offre plus de terrain disponible) a consommé une grande partie de la zone 1NA au Nord-Est du bourg le long de la VC 8 ;
- Les 6 logements sociaux ont été réalisés par l'OPAC sur une partie de la zone 1NA

au Nord-Ouest du bourg entre le cimetière et le Picolet ;

- Le lotissement les Peupliers (qui n'offre plus de terrain disponible) a consommé l'intégralité de la zone 1AN au Sud du bourg et de la VC 15.

Ce mode développement a engendré une urbanisation linéaire et consommatrice d'espace, d'où un étirement nord/sud du village

sur environ un kilomètre qui banalise le paysage et nuit à l'identité communale.

Aucune activité ne s'est installée dans la zone artisanale au Nord-Ouest du bourg le long de la RD 933, dont les terrains appartiennent à des propriétaires privés.

Seul l'emplacement réservé n° 4 a été acheté, l'aire de stationnement ayant été aménagée en face du cimetière.

4.8. Conclusion

Le plan local d'urbanisme doit être compatible avec les orientations du schéma de cohérence territoriale (SCoT) Val de Saône-Dombes, approuvé le 7 juillet 2006 et modifié le 18 février 2010, qui fixe le cadre du développement.

Le paysage communal est structuré à l'est par un coteau bocage en pente douce, qui entame doucement l'ascension vers la côtère de la Dombes voisine à l'est et se raccorde à l'espace prairial ouvert du Val de Saône qui s'étend à l'ouest.

Ce coteau est entaillé par une combe boisée dans laquelle circule le ruisseau pérenne de l'Avanon qui matérialise les limites est et Nord de la commune et par les vallons du Minguet et du Beyou, tous deux affluents de l'Avanon. Ces vallons enrichissent le paysage de la commune en sculptant le relief, sans toutefois créer de rupture brutale.

Les principaux enjeux dégagés dans l'état initial de l'environnement sont de préserver les zones humides la prairie inondable de la Saône et le vase d'expansion des crues qu'elle constitue.

Son patrimoine naturel riche explique sa couverture par différents inventaires témoignant de son intérêt local, départemental, régional, national et européen (sites Natura 2000, ZNIEFF de type 1 et 2, ZICO, inventaire départementale des zones humides).

Le maintien de ces milieux humides représente un enjeu déterminant à l'échelle du

Val de Saône. Ils offrent de nombreux atouts, bien que leur exploitation en zone inondable soit difficile et aléatoire. Pour les exploitations d'élevages, la plaine contribue de façon non négligeable à la constitution des stocks de fourrages et offre une herbe de bonne appétence pour les animaux. Enfin, elle abrite des espèces végétales remarquables et constitue un habitat pour une faune parfois menacée.

Le Val de Saône gagnerait alors à maintenir une agriculture diversifiée et adaptée au lieu : élevage traditionnel et pâturages, polyculture, prairies humides. Les principales préconisations sur cet espace concernent en effet le mode de gestion et notamment le respect du mode de gestion traditionnel : fauche tardive qui permet aux populations d'oiseaux d'accomplir leur cycle de reproduction annuel.

Les continuités écologiques constituent des grands axes de déplacement de la faune, garants de la survie des espèces et reliant les foyers de biodiversité des grands ensembles naturels. Il est nécessaire de proscrire toute fragmentation des espaces naturels qui pourrait avoir des impacts négatifs sur les milieux et sur la biodiversité. Ainsi, doit être préservé le réseau (trame verte et bleue) formé par les prairies du Val de Saône, les berges boisées de l'Avanon et des ruisseaux du Minguet et du Beyou, dont les haies et la ripisylve abritent le passage de la faune.

Ainsi, l'importance territoriale (et économique) des terrains agricoles de la commune, liée à l'intérêt environnemental du Val de Saône, garantit globalement le devenir paysager de la commune.

La population, de 640 habitants en 2008, augmente depuis une vingtaine d'années avec un taux annuel moyen élevé modéré et régulier, essentiellement grâce à l'installation de nouveaux résidents. Elle a en outre vieilli durant cette période.

La commune accueille six logements PLA réalisés par l'OPAC de l'Ain en 1997, en partie Nord du village le long de la RD 96a. Notamment pour diversifier l'offre d'habitat, la Municipalité souhaite que cette offre en logements locatifs aidés soit renforcée.

Plusieurs activités autres qu'agricoles, totalisant une vingtaine d'emplois, sont implantées sur la commune au village et dans les hameaux. La communauté de communes Val de Saône - Chalaronne exerce la compétence action de développement économique. Elle dispose du parc d'activités industriel, artisanal et logistique Actival, qui offre des terrains disponibles.

Les équipements de superstructure, mairie et bibliothèque, école, terrain de sport et centre de première intervention des pompiers, situés au village, sont satisfaisants pour la population actuelle.

La Municipalité prévoit pour l'avenir l'extension de la mairie, du groupe scolaire et du terrain de sports avec des stationnements pour les véhicules. L'extension du cimetière est en outre nécessaire.

Pour améliorer la sécurité des déplacements, la Municipalité projette d'aménager les carrefours du chemin de Trêve de Galle (VC 2) et du chemin des Trois Coins (VC 3) avec la RD 933

L'implantation des nouvelles constructions doit suivre la logique d'implantation des constructions traditionnelles, en partie Est de la commune, pour protéger le caractère naturel encore préservé de la plaine.

Les constructions le long des voies ont conduit, d'une part, à un rapprochement entre les hameaux et entre ceux-ci et le village et, d'autre part, à un étirement du vil-

lage nord/sud.

Ainsi, les Debost, le Picolet et le village tendent aujourd'hui à se toucher. Ces jonctions ne sont pas souhaitables car elles sont synonymes de perte d'identité pour les hameaux concernés et pour la commune en général. Afin d'éviter leur éparpillement et préserver la forme et l'identité de chacun, il est alors important de prévoir des espaces « tampons » non urbanisables.

Les espaces urbanisables doivent donc être définis de manière à renforcer la centralité du village. Il convient en effet désormais d'éviter poursuivre l'étirement de ce dernier tout en excluant l'urbanisation linéaire source de mitage. Ce développement permettra de faciliter l'accès aux équipements centraux et favoriser la vie sociale.

De plus, l'urbanisation s'est développée linéairement sous forme de nombreux lotissements à forte consommation d'espace.

Enfin, d'une manière générale, la qualité du bâti traditionnel participe à l'image patrimoniale de la commune. Néanmoins, l'implantation d'un bâti résidentiel sans référence à la typologie du bâti rural et peu en harmonie avec la morphologie des lieux dégrade localement l'aspect attrayant du paysage communal. Les abords et l'aspect extérieur, notamment la morphologie architecturale, des futures constructions seront à soigner. Il convient en effet de privilégier une architecture simple et de proscrire les réalisations dont l'aspect général ou certains détails architecturaux sont d'un type régional affirmé étranger à la région, notamment ceux imitant des éléments architecturaux anciens. Des prescriptions architecturales doivent être prévues à cette fin.

Le plan d'occupation des sols approuvé en 1991, en prévoyant le développement de l'urbanisation uniquement au village, a permis d'empêcher le mitage et ainsi de protéger les espaces naturels et agricoles, mais pas d'organiser le développement en épaisseur. La Municipalité souhaite donc aujourd'hui doter la commune d'un plan local d'urbanisme, outil de planification permettant de mener une réflexion à long terme.

5. Présentation du projet

La Municipalité veut doter la commune d'un outil de planification permettant une réflexion à long terme sur son territoire. En menant cette réflexion, elle veut protéger l'activité agricole qui se maintient bien, les espaces naturels écologiques et les paysages naturels et bâtis, notamment la qualité architecturale du bâti ancien. En lien, elle veut maîtriser l'étalement urbain et la consommation d'espace, ce qui participe à la préservation de la ruralité de la commune et à l'affirmation de son identité. Pour améliorer la protection des personnes et des biens, elle veut tenir compte des risques connus liés aux débordements de la Saône et de l'Avanon et au risque de transport de matières dangereuses sur la RD 933.

Elle veut également permettre une croissance mesurée de la population pour assurer son renouvellement, éviter son vieillissement et maintenir l'effectif scolaire. Elle veut prendre en compte les besoins liés d'une part à l'évolution des modes de vie et des modes de cohabitation qui participent au desserrement des ménages et d'autre part au volume de logements à renouveler. En lien avec cette croissance, elle veut renforcer la diversité de l'offre en logements.

Pour préserver les espaces naturels et agricoles, favoriser la vie sociale et limiter

les déplacements, ce qui participe aux économies de moyens et d'énergie, elle veut que les futurs habitants soient accueillis uniquement au village à proximité des équipements publics centraux. Pour économiser l'espace, elle est favorable à une densification de l'urbanisation.

Les terrains non bâtis du tissu urbain du village étant insuffisants pour accueillir les nouveaux logements et faisant l'objet de rétention foncière, une zone d'extension est nécessaire. La zone retenue se trouve au nord-ouest du centre village.

Elle prévoit pour l'avenir l'extension de la mairie, du groupe scolaire et du terrain de sports avec des stationnements pour les véhicules ainsi que l'extension du cimetière.

Elle veut améliorer la sécurité des déplacements et développer ceux alternatifs à l'automobile.

Elle veut aussi permettre le maintien et développement du tissu économique local et l'implantation d'un artisanat de proximité compatible avec l'habitat.

Dans ces objectifs, les choix retenus par la commune découlent de son environnement, de son habitat, de son évolution récente, démographique et économique, des équipements publics.

5.1. Activité agricole (zone A)

Bien que faisant partie des activités économiques, l'activité agricole, spécifique et qui s'exerce sur de grands espaces, fait l'objet d'une zone particulière, la zone A. Elle concerne aussi bien les terres agricoles que les sièges d'exploitation et leurs alentours qui doivent être protégés de toute construc-

tion sans rapport avec l'activité agricole et notamment les habitations. En effet l'implantation d'une habitation dans les terres agricoles, non seulement consomme de l'espace mais empêche l'exploitation des terrains dans un rayon d'environ 100 mètres, et l'implantation à côté des fermes engendre

des conflits et interdit à proximité l'extension et la construction des bâtiments d'élevage tels que stabulations ou poulaillers.

L'activité agricole est de plus primordiale dans l'entretien de l'espace, donc dans la structuration du paysage communal et du cadre de vie des habitants.

Sont donc classés dans cette zone, qui s'étend sur près de 40 % du territoire communal :

- Les trois sièges agricoles : les deux de Romans et celui au sud-ouest du village au carrefour de la RD 933 et du chemin du Centre, ainsi que le hangar utilisé par un exploitant extérieur au sud-est du village sur la route d'Illiat ;
- Les espaces agricoles, occupés par des terres cultivées et des prairies, à l'exception des secteurs particulièrement sensibles sur les plans écologiques et paysagers - vallée de la Saône, vallées de l'Avanon, du Minguet et du Beyou, parcs du château de Romans et de la Villa Valdesse - qui doivent être protégés et sont à ce titre classés en zone naturelle présentée ci-dessous et de la zone d'extension du village.

N'y sont autorisées, outre les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif compatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière, les affouillements et exhaussements du sol nécessaires, les clôtures, les démolitions et la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit ou démolé depuis moins de dix ans sans qu'il soit fait application des autres règles de la zone (sous conditions), que les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole, les locaux de transformation et de conditionnement des produits provenant de l'exploitation et les installations de tourisme à la ferme dans le bâti existant et à condition qu'elles soient complémentaires et accessoires à une exploitation agricole professionnelle existante. Les bâtiments d'élevage ou d'engraissement des nouveaux sièges d'exploitation agricole, à l'exclusion des élevages de type familial, doivent être au moins éloignés de 100 mètres des limites des zones urbaines et à urbaniser (présentées plus bas) pour ne pas y interdire l'extension et la construction de logements et pour la salubrité, notamment celle des habitations.

Ceci ne s'applique qu'aux nouveaux sièges pour ne pas ajouter de contraintes à ceux existants.

Les règles définies sont moins contraignantes que celles des autres zones, exposées ci-dessous, ou prévoient des prescriptions particulières pour tenir compte des contraintes spécifiques aux bâtiments d'activités. Elles ont pour but la salubrité, la sécurité et l'insertion dans l'environnement.

Ainsi, un projet peut être refusé si les accès présentent un risque pour la sécurité. Il est précisé que les portails d'entrées doivent, sauf en cas d'impossibilité technique liée à l'implantation des constructions existantes ou à la configuration du terrain, être réalisés avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'alignement de telle sorte que les véhicules devant stationner avant de les franchir puissent le faire sans empiéter sur la chaussée.

Toute construction à usage d'habitation requérant une alimentation en eau potable doit être raccordée au réseau d'eau potable par une conduite de caractéristiques suffisantes, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. La zone n'étant pas entièrement desservie par le réseau de collecte des eaux usées, l'assainissement non collectif est admis et il est dans ce cas précisé que la superficie du terrain doit permettre la réalisation d'un dispositif d'assainissement non collectif conforme aux dispositions réglementaires en vigueur et aux préconisations du zonage d'assainissement. Des activités artisanales se trouvant dans le secteur Ae et le changement de destination à vocation artisanale des constructions existantes y étant admis, est précisé que l'évacuation des eaux usées d'origine artisanale dans le réseau public d'assainissement, si elle est autorisée, doit être assortie d'un prétraitement approprié à la composition et à la nature des effluents. Concernant les eaux pluviales et de ruissellement, l'imperméabilisation et le ruissellement engendrés par les opérations d'urbanisation doivent être quantifiés afin de mesurer les incidences sur les volumes d'eau à transiter soit dans les réseaux soit dans les cours d'eau. Il est précisé que l'autorité administrative compétente impose des dispositifs adaptés à chaque cas et propres à réduire les impacts des rejets supplémentaires sur le milieu ou les ré-

seaux existants. Le principe demeure que les aménagements ne doivent pas augmenter les débits de pointe des apports aux réseaux par rapport au site initial. Par ailleurs, pour l'esthétique, les réseaux d'électricité, de télécommunications et les autres réseaux câblés doivent être établis en souterrain sur les terrains privatifs.

Pour la sécurité, les constructions doivent respecter d'une manière générale un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'alignement des voies et de 10 mètres par rapport à celui des routes départementales, axes de transit. Toujours pour la sécurité, le stationnement des véhicules doit en outre être assuré en dehors des voies et deux places de stationnement par logement sont exigées au minimum.

D'une manière générale, pour éviter une promiscuité gênante et des conflits de voisinage, les constructions peuvent soit être implantées à 0,50 mètre des limites séparatives pour permettre les débords de toiture, soit être implantées en limite séparative si leur hauteur ne dépasse pas 3,50 mètres, soit respecter un recul minimum d'une distance au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre la construction et le point de la limite séparative qui en est le plus proche, sans pouvoir être inférieure à trois mètres.

Pour que les constructions s'intègrent dans leur environnement, la hauteur des habitations ne doit pas dépasser deux niveaux, soit 7 mètres à l'égout des toitures, 10 mètres au faîtage, 8 mètres à l'acrotère des toitures terrasses et celle des bâtiments agricoles, compte tenu de leurs contraintes techniques, est fixée à 12 mètres à l'égout. Pour permettre la continuité des faîtages, une hauteur supérieure est admise en cas d'extension de bâtiments existants.

Des règles sont définies pour une bonne insertion des constructions et de leurs abords. Il n'est bien sûr pas possible économiquement d'imposer l'aspect du bâti ancien, mais un minimum de précautions doit être pris. Ainsi, d'une manière générale, sont interdites les constructions dont l'aspect général (mas provençal, chalet, maison normande, style Louisiane...) ou certains détails architecturaux sont d'un type régional affirmé étranger à la région et les volumes doivent être simples, les façades sobres, sans

imitations d'éléments architecturaux anciens tels que des colonnes. Il est demandé de se référer au nuancier déposé en mairie pour choisir les couleurs des façades et des menuiseries de toutes les constructions et de se référer aux couleurs et aux formes des modèles de couvertures déposés en mairie pour les constructions d'architecture traditionnelle. D'autres dispositions sont aussi prévues, en particulier adaptation des constructions au terrain, hauteur et constitution des clôtures, et, pour les constructions à usage d'habitation d'architecture traditionnelle, adaptation des ouvrages bioclimatiques au terrain ou aux constructions, pente des toitures comprise entre 30 et 50 %, débords, couvertures et ouvertures dans les toitures.

Sont toutefois prévues des règles assouplies d'une part pour répondre aux contraintes propres aux constructions agricoles et d'autre part pour permettre les constructions d'architecture moderne ou bioclimatique.

Toujours pour favoriser l'intégration des futures constructions dans leur environnement, des écrans de verdure, constitués d'arbres à feuilles persistantes, peuvent être imposés pour masquer certains bâtiments, notamment ceux de stockage, ou installations d'activités admis dans la zone afin d'atténuer leur impact. Pour favoriser le maintien du caractère rural et préserver l'identité de la commune, la simplicité de réalisation et le choix d'essences locales sont recommandés et les haies doivent être constituées d'essences variées alternant caduques et persistantes.

Concernant la prise en compte des risques, est indiqué, au début du règlement de la zone, que les dispositions réglementaires du Plan de Prévention des Risques Inondation, annexé au dossier, doivent être respectées dans toute la zone.

Cette zone A comprend deux secteurs : le secteur An, présenté plus bas, qui recouvre les terrains prévus pour le développement du village à long terme et le secteur Ae permettant l'évolution des constructions existantes.

Le secteur Ae (e pour existant) recouvre les écarts, à l'exception du bâti du château de Romans, de la Villa Valdessa et de deux propriétés bâties à l'ouest de Romans

proches du ruisseau le Minguet classés en Ne, secteur équivalent de la zone N présente plus bas, et les hameaux des Leynards, des Debost, du Picolet, de Montgoïn et de Romans.

En effet, les hameaux ne doivent pas être développés (voir ci-après le développement du village), mais l'évolution des constructions existantes doit toutefois y être admise.

Ne sont donc autorisés dans ce secteur, outre les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, que l'aménagement des habitations existantes, l'extension limitée des habitations, l'aménagement et l'extension des autres constructions existantes, le change-

ment de destination à vocation artisanale à condition notamment qu'il n'existe pas d'exploitation agricole en activité à moins de 100 mètres, les annexes ne dépassant, à l'exception des piscines, 50 m² au total, les affouillements et exhaussements de sol nécessaires, les clôtures, les démolitions et la reconstruction à l'identique.

Les autres dispositions réglementaires sont identiques à celles présentées ci-dessus pour la zone A à l'exception d'une emprise au sol limitée à 0,50 pour assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère agricole de la zone tout en tenant compte de la densité du bâti existant.

5.2. Espaces et paysages naturels (zone N)

La zone naturelle concerne les secteurs naturels et forestiers à protéger, équipés ou non, en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt soit de leur caractère d'espaces naturels. Sont donc classés dans cette zone les espaces naturels sensibles identifiés dans l'état initial de l'environnement tant pour l'écologie que pour le paysage, que sont les vallées de la Saône, de l'Avanon, du Minguet et du Beyou.

Toutefois, la vallée de la Saône, très sensible, fait l'objet d'un secteur Ns (s pour scientifique) plus particulièrement protégé et le bâti du château de Romans, de la Villa Valdesse et des deux propriétés bâties à l'ouest de Romans proches du ruisseau le Minguet font l'objet d'un secteur Ne équivalent du secteur Ae. Ils sont présentés après la zone N.

Pour assurer cette protection ne sont admis dans la zone N, à condition que leur impact sur l'environnement soit compatible avec le maintien de la qualité du site, outre les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif ne portant pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, que :

- Les constructions et installations nécessaires à l'activité forestière ;
- Les abris en bois pour animaux parqués, limités à 20 m et à un seul abri par propriété ;
- Les étangs, retenues collinaires et autres affouillements et exhaussements de sol nécessaires ;
- Les clôtures.

Les autres règles de la zone, qui concernent essentiellement le secteur Ne, sont similaires à celles de la zone agricole, hormis principalement les points suivants :

- Les règles fixées peuvent n'être pas imposées aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif pour des raisons d'architecture, de volume, d'exploitation ou de sécurité, compte tenu notamment de leurs expressions architecturales et contraintes particulières (cette disposition n'est pas prévue en zone A pour favoriser sa protection) ;
- Les bâtiments agricoles n'étant pas autorisés, les dispositions spécifiques les concernant n'apparaissent pas.

Dans le secteur Ns, toujours pour assurer la protection et à condition que leur impact

sur l'environnement soit compatible avec le maintien de la qualité du site ne sont admis que les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services d'intérêt collectif ne mettant pas en cause la vocation naturelle de la zone, les affouillements et exhaussements de sol nécessaires, les clôtures.

Dans le secteur Ne sont admises les mêmes occupations et utilisations du sol que dans le secteur Ae, mais à condition que leur impact sur l'environnement soit compatible avec le maintien de la qualité du site.

La protection des boisements recensés dans l'état initial de l'environnement, essentielle notamment pour la préservation des continuités écologiques, doit être assurée. Il s'agit :

- de la ripisylve de l'Avanon, du Minguet et du Beyou ;
- des bosquets et des haies bocagères, notamment de la vallée de la Saône ;
- des deux masses boisées qui ponctuent

la limite est de la vallée de la Saône.

La ripisylve de l'Avanon, du Minguet et du Beyou est protégée en espaces boisés classés, classement qui interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.

Les bosquets, les haies bocagères et les deux masses boisées sont protégés au titre de l'actuel article L. 123-1-5 7° du code de l'urbanisme qui permet notamment de protéger et localiser les éléments du paysage. Cette protection, plus souple que les espaces boisés classés, permet, notamment pour les besoins de l'activité agricole, la modification ou la suppression des boisements. Elle doit toutefois être précédée d'une déclaration préalable et l'article 7 des dispositions générales du règlement impose qu'elle soit compensée par la plantation dans l'environnement immédiat de surfaces ou de linéaires de boisements ou de haies équivalents d'essences locales.

5.3. Evolution démographique, zones de développement et diversification de l'offre en habitat (zones UA, UB, 1AU, 2AU, secteur An)

Développement démographique mesuré

La population croît régulièrement depuis de nombreuses années. De 1999 à 2008, elle est passée de 565 à 640 habitants, soit une croissance moyenne de 1,4 % par an, et de 196 à 232 résidences principales (2,76 personnes par logement).

La Municipalité veut poursuivre l'accroissement démographique de la commune, de manière maîtrisée, pour répondre à la pression foncière, favoriser le renouvellement de la population, enrayer son vieillissement et maintenir l'effectif scolaire tout en préservant le caractère rural.

La Municipalité souhaite une croissance

modérée compatible avec les orientations du SCoT. Son objectif est ainsi une croissance moyenne de 1 % par an qui portera la population de 623 habitants en 2006, année d'approbation du SCoT, à 760 en 2026, soit 137 résidents supplémentaires.

Sur la base de 2,5 personnes par logement en 2026, horizon du plan local d'urbanisme, pour tenir compte des besoins liés à l'évolution des modes de vie et des modes de cohabitation qui participent au desserrement des ménages, les 760 habitants occuperont alors 304 logements. Garnerans totalisant 226 résidences principales en 2006,

l'évolution retenue nécessite 78 nouveaux logements de 2006 à 2026, dont 14 ont déjà

été réalisés de 2006 à 2010. 64 doivent encore l'être jusqu'à 2026.

Développement du village

Les hameaux ne doivent pas être développés pour les raisons suivantes :

- Le développement des Leynards, des Debost, du Picolet et de Montgoïn aggraverait les problèmes de circulation liés à la sécurité des accès sur la RD 933 et au transit des engins agricoles, supprimerait des dessertes de terrains agricoles situés dans les « dents creuses », augmenterait les difficultés liées au stationnement sur la chaussée et les conflits entre habitants et exploitants agricoles ;
- Le développement de Romans est incompatible avec la protection de deux exploitations agricoles parmi les cinq qui subsistent, les nuisances dues à la proximité de la ligne TGV, la pression de l'eau potable et la défense incendie insuffisantes.

L'évolution des constructions existantes doit toutefois y être admise.

La Municipalité, conformément aux orientations du SCoT, maintient donc l'objectif du plan d'occupation des sols d'accueillir les nouveaux habitants uniquement au village

pour faciliter l'accès aux équipements centraux et ainsi limiter les déplacements et favoriser les économies de moyens et d'énergie, favoriser la vie sociale, éviter le mitage et préserver les espaces naturels et agricoles.

Pour limiter l'étalement urbain, les nouveaux logements du village doivent être implantés en priorité dans le tissu urbain existant. Presque toutes les constructions pouvant être réhabilitées en logement l'ont déjà été, mais sont possibles 13 logements par division de terrains bâtis et 35 sur des terrains non bâtis du tissu urbain. Constructibles depuis 1991 dans le plan d'occupation des sols et conservés sans construction par leurs propriétaires pour diverses raisons, ces terrains font cependant l'objet de rétention foncière. Est donc appliqué un abattement de 50 % qui ramène leur capacité à 24 logements.

Une extension du tissu urbain permettant la construction d'environ 40 logements est donc nécessaire.

Localisation et quantification du développement

L'extension du village doit :

- Préserver à l'est les espaces agricoles et au sud-est l'exploitation agricole ;
- Être proche des équipements centraux pour limiter les déplacements et favoriser la vie sociale ;
- Être prévue en épaisseur, l'urbanisation linéaire étant accidentogène, source de mitage et de conflits avec l'activité agricole et conduisant le plus souvent à accroître les investissements de la commune.

La seule zone non urbanisée répondant à ces critères se trouve au nord-ouest du centre village, au contact direct de celui-ci,

entre le chemin rural et le chemin des Trois Coins (VC 3) au nord, le chemin de la Gare (VC 8) au sud, la RD 933 à l'ouest, le chemin du Pellerat (RD 96a) à l'est. Elle s'étend sur 8 hectares en prévoyant, à cause des risques et des nuisances, un recul suffisant par rapport à la RD 933.

Pour modérer la consommation de l'espace et l'étalement urbain, la zone d'extension nécessaire pour les 40 logements doit couvrir, selon une densité moyenne de 15 logements à l'hectare compatible avec les orientations du SCoT, environ 2,7 hectares. La partie résiduelle permettra de développer le village à long terme, au-delà de 2026.

Organisation et maîtrise du développement

Il convient d'urbaniser d'abord la partie de la zone la plus proche du centre, à Est, la partie Ouest, destinée au long terme, pouvant en attendant rester en zone agricole sans toutefois y permettre de constructions, à l'exception d'éventuels équipements publics, pour préserver le développement futur.

Pour garantir un développement progressif, cette zone d'extension est divisée en deux parties :

- Une partie immédiatement constructible à

l'Est le long du chemin du Pellerat ;

- Une partie à l'Ouest qui ne le deviendra qu'après urbanisation de la majeure partie de la première.

Des orientations d'aménagement et de programmation (voir en 5.3.4), indispensables pour garantir une urbanisation s'intégrant dans le tissu urbain existant et une utilisation économe de l'espace, sont prévues sur la partie immédiatement constructible et deux espaces non bâtis.

Diversification de l'offre d'habitat

La commune accueille 6 logements locatifs aidés construits il y a une dizaine d'années au nord du cimetière par l'OPAC de l'Ain.

Pour renforcer cette offre, la Municipalité veut que le développement de la commune s'accompagne de la production d'un habitat diversifié favorisant la mixité des typologies d'habitat et la mixité sociale, notamment à l'intention des populations jeunes et âgées.

A cette fin sont prévus dans la partie immédiatement constructible de la zone d'ex-

tension des maisons individuelles groupées et 15 % de logements locatifs aidés, 8 logements locatifs aidés sur le terrain de ceux existants et le terrain contigu au sud dans la zone d'extension.

Lors de l'ouverture à l'urbanisation de la partie Ouest de la zone d'extension, devront y être prévus des typologies d'habitat variées, petits collectifs ou maisons individuelles groupées, et 15 % de logements locatifs aidés.

Ces objectifs se traduisent par les zones suivantes :

5.3.1. Zones urbaines (zones UA et UB)

5.3.1.1. Zone UA

Elle recouvre le centre ancien du village qui s'organise à partir de la place centrale, dans lequel le tissu ancien dense constitue un ensemble homogène patrimonial qui doit être préservé. Pour assurer cette préservation et maintenir la morphologie urbaine existante, les caractéristiques des constructions, d'une hauteur maximale de trois niveaux, édifiées à l'alignement des voies et plus souvent en ordre continu, doivent y être maintenues.

Y subsistent 8 possibilités de logements

par division de terrains bâtis et 2 sur des terrains non bâtis, soit 5 après abatement. Toutefois les 4 comptabilisés après rétention par division de terrains bâtis ne seront sûrement jamais réalisés.

A noter que le grand terrain non bâti au sud-est appartient à l'entreprise de travaux publics qui en occupe la partie Nord, la partie Sud étant destinée à son développement.

D'une manière générale, comme dans les autres zones, les règles fixées peuvent n'être pas imposées aux constructions et

installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, pour des raisons d'architecture, de volume, d'exploitation ou de sécurité, compte tenu notamment de leurs expressions architecturales et contraintes particulières.

Pour assurer la diversité des fonctions urbaines, outre, pour préserver le commerce local qui participe à la vie sociale, le changement de destination des locaux à usage commercial, seules les occupations et utilisations du sol gênantes ou dangereuses pour l'environnement bâti sont interdites : constructions à usage d'exploitation agricole ou forestière (aucune ne se trouvant dans la zone), garages collectifs non liés à une opération de construction, terrains de camping ou de stationnement de caravanes, parcs résidentiels de loisirs, habitations légères de loisirs, dépôts de véhicules, garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs et affouillements et exhaussements non nécessaires. A condition qu'elles ne soient pas nuisantes, sont autorisées les constructions à usage de commerce, artisanal, industriel, d'entrepôt et les installations classées pour la protection de l'environnement. Les annexes ne doivent pas, à l'exception des piscines, dépasser 50 m² au total pour éviter leur dispersement. La reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit ou démolé depuis moins de dix ans est autorisée, sous conditions, comme dans les autres zones qui comportent déjà des constructions.

Comme dans les autres zones, un projet peut être refusé si ses accès présentent un risque pour la sécurité. Le recul de 5 mètres des portails n'est toutefois pas exigé le long des voies de desserte intérieure des opérations d'aménagement d'ensemble si les portails sont pourvus d'un système d'ouverture automatique donnant à l'intérieur de la propriété et ne nécessitant pas l'immobilisation, même temporaire, d'un véhicule sur la voie.

La zone étant entièrement desservie en assainissement collectif, le raccordement au réseau est obligatoire. En plus des dispositions prévues dans les autres zones, sur les terrains privatifs et dans les opérations d'aménagement d'ensemble, les réseaux d'électricité, de télécommunications et les autres réseaux câblés devront être enterrés

pour l'esthétique et le raccordement en fibre optique des opérations d'aménagement d'ensemble doit être prévu pour le développement des communications numériques.

Les dix constructions possibles devront s'intégrer au tissu existant par leur implantation et leur hauteur. Pour ce faire, elles devront d'une manière générale être implantées à l'alignement ou selon un recul compatible avec la bonne ordonnance des constructions voisines et respecter la hauteur de celles-ci, sans dépasser 10 mètres à l'égout des toitures, 13 mètres au faîtage des toitures, 11 mètres à l'acrotère des toitures terrasses, soit trois niveaux, excepté notamment pour l'extension des bâtiments existants afin de permettre la continuité des faîtages. Si elles ne sont pas édifiées en limite séparative, ce qui permet d'économiser l'espace et correspond à l'urbanisation traditionnelle, elles devront respecter un recul minimum d'une distance au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre tout point de la construction et le point de la limite séparative qui en est le plus proche sans pouvoir être inférieure à trois mètres pour éviter une promiscuité gênante et des conflits de voisinage.

Pour la sécurité des véhicules et des habitants, les débords de toitures, saillies, balcons, encorbellements des constructions implantées à l'alignement des voies ne sont autorisés sur les voies qu'au-dessus de 3,5 mètres de hauteur et dans la limite d'un mètre de débordement.

Des règles sont définies, comme dans les autres zones pour une bonne insertion des constructions et de leurs abords. Pour prendre en compte la spécificité du tissu ancien dense, il est de plus imposé que les constructions respectent les continuités des façades existantes : orientations et niveaux des faîtages, niveaux des débords des toitures et ouvertures.

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être comme dans les autres zones assuré en dehors des voies et deux places de stationnement par logement sont exigées au minimum. Aucune place de stationnement n'est exigée en cas d'extensions qui n'ont pas pour effet de créer des nouveaux logements.

5.3.1.2. Zone UB

Elle concerne les extensions du centre ancien du village classé en zone UA, presque toutes récentes, sous forme d'une urbanisation pavillonnaire, essentiellement au nord du centre ancien, aux Herbelettes et côté Est du chemin du Pellerat, mais aussi au sud, de part et d'autre et entre le chemin du centre et le chemin des Croisettes, et un peu à l'ouest.

Les constructions récentes y sont toutes implantées en recul par rapport aux voies et en ordre discontinu.

Seulement 5 logements sont possibles par division de terrains bâtis.

Les terrains non bâtis ont une superficie de 22 600 m² et une capacité de 33 logements.

La capacité des terrains bâtis et non bâtis est donc de 38 logements, soit 19 après abatement.

Il convient toutefois d'ajouter les 8 logements locatifs aidés prévus sur le terrain de ceux existants et le terrain contigu au sud qui, bien que considéré comme extension du tissu urbain, est classé dans cette zone en raison de sa desserte en réseaux et de son emplacement.

La capacité totale de la zone UB est donc de 27 logements.

Des orientations d'aménagement et de programmation sont prévues sur deux espaces non bâtis au nord du centre village à l'est du chemin du Pellerat. Le premier, de 0,73 hectare, se trouve en face du terrain qui fait l'objet de la servitude pour 8 logements locatifs aidés et le deuxième, de 0,75 hectare, au contact du centre ancien du village. Elles concernent les accès, les logements et les espaces libres communs.

Un coefficient d'occupation du sol de 0,40 est fixé, compatible avec la réalisation de petits collectifs et d'individuel groupé, pour que les nouvelles constructions s'intègrent dans l'environnement bâti existant tout en économisant l'espace. Ce coefficient d'occupation du sol n'est pas applicable aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et, afin de favoriser la préservation du patrimoine bâti, aux travaux de sauvegarde et de restauration de bâtiments anciens dans le

cadre du volume bâti existant.

La zone est équipée en eau potable, en électricité et en assainissement collectif.

Pour assurer la diversité des fonctions urbaines, les quelques occupations et utilisations interdites sont identiques à celles de la zone UA.

Les autres règles sont similaires à celles de la zone UA hormis sur les points suivants :

- Les constructions doivent d'une manière générale être implantées avec un recul minimum qui dépend de la largeur des voies pour favoriser leur ensoleillement ;
- Pour éviter des problèmes de voisinage, l'implantation en limite séparative est autorisée uniquement dans certains cas, notamment sur les limites séparatives internes des opérations d'aménagement d'ensemble et pour les constructions dont la hauteur mesurée sur limite n'excède pas 3,50 mètres ;
- La hauteur maximale des constructions est abaissée à 7 mètres à l'égout des toitures, 10 mètres au faîtage des toitures, 8 mètres à l'acrotère des toitures terrasses, soit deux niveaux, en cohérence avec le tissu pavillonnaire existant.
- Il n'est plus nécessaire, comme dans le tissu plus dense du centre, d'harmoniser la hauteur des constructions avec celles avoisinantes ni d'imposer que les constructions respectent les continuités des façades existantes ;
- Deux places de stationnement par logement sont exigées au minimum comme dans les autres zones, avec en plus une place de stationnement par logement pour les véhicules des visiteurs dans les opérations d'aménagement d'ensemble.
- Les opérations d'aménagement d'ensemble doivent disposer d'espaces libres communs d'une superficie d'au moins 10 % de celle du tènement et, pour favoriser l'insertion des futures constructions dans leur environnement, des écrans de verdure, constitués d'arbres à feuilles persistantes, peuvent être imposés pour masquer certains bâtiments, notamment ceux de stockage, ou installations d'activités admis dans la zone.

5.3.2. Zones de développement de l'urbanisation (zones 1AU, 2AU et secteur An)

Les zones 1AU et 2AU sont destinées au développement progressif du village à l'horizon 2026 et le secteur An est destiné à son développement à long terme. La zone 1AU et le terrain sur lequel sont implantés 6 logements locatifs aidés font l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation

permettant de garantir une urbanisation s'intégrant dans le tissu urbain existant et une utilisation économe de l'espace et de prévoir la diversification de l'offre d'habitat. Les travaux et opérations futures, à la charge de l'aménageur, devront être compatibles avec les orientations.

5.3.2.1. Zone 1AU

Zone d'urbanisation organisée, immédiatement constructible, elle concerne, au lieu-dit Le Pellerat, les terrains en continuité du centre ancien qui longent le chemin du Pellerat jusqu'au cimetière.

Elle est desservie par les réseaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement collectif sur cette voie.

Sa superficie utile de 0,94 hectare permettra la construction de 8 logements en maisons individuelles groupées le long du chemin du Pellerat.

Les règles de cette zone sont similaires à celles de la zone UB et n'en diffèrent que sur les points suivants :

- A l'exception des constructions et installations nécessaires aux services publics ou

d'intérêt collectif, pour assurer une urbanisation rationnelle économe d'espace, la zone doit être urbanisée dans le cadre d'opérations d'aménagement d'ensemble respectant les orientations d'aménagement et de programmation et l'opération doit garantir que les équipements d'infrastructures nécessaires seront opérationnels lors de la mise en service des constructions ;

- Les dispositions concernant les constructions existantes sont supprimées car la zone n'est pas bâtie ;
- Il n'est pas fixé de coefficient d'occupation du sol, les opérations devant respecter les orientations d'aménagement et de programmation.

5.3.2.2. Zone 2AU

Destinée à être urbanisée après la zone 1AU, elle ne pourra être ouverte à l'urbanisation que par une procédure spécifique telle que modification ou révision du plan local d'urbanisme lorsque ce sera nécessaire pour les objectifs de développement de la commune. Elle concerne, toujours au lieu-dit Le Pellerat, les terrains situés à l'ouest de la zone 1AU entre le cimetière au nord et le chemin de la Gare au sud.

Les capacités des zones UA et UB étant respectivement de 5 et 27 logements après abattement et la capacité de la zone 1AU

étant de 8 logements, celle de la zone 2AU doit être de 24 logements pour atteindre les 64 à l'horizon 2026.

Selon la densité moyenne de 15 logements à l'hectare, 1,6 hectares sont donc nécessaires.

La superficie retenue est cependant un peu plus grande car sa limite Ouest doit être cohérente avec le tissu urbain existant, soit au nord la limite Ouest du terrain des 6 logements locatifs aidés et au sud celle du bâti coté Sud du chemin de la Gare. Cette limite est d'ailleurs celle de la zone 2NA du

plan d'occupation des sols.

Elle s'étend sur 2,11 hectares et sa capacité est estimée à 37 logements (petits collectifs ou maisons individuelles groupées). Les 13 logements supplémentaires permettront de poursuivre l'urbanisation pendant 3 années après 2026.

En attendant son ouverture à l'urbanisation, seuls sont admis, à condition de ne pas compromettre l'aménagement futur de la

zone, les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, les affouillements et exhaussements de sol nécessaires et les clôtures.

Seules sont donc prévues, en cohérence avec la zone UB, des règles concernant les accès et la voirie, la desserte par les réseaux et les reculs des constructions par rapport aux voies et aux limites séparatives.

5.3.2.3. Secteur An

La Municipalité veut à long terme, après 2026, poursuivre le développement du village en continuité Ouest et Nord des zones AU, en ne permettant toutefois pas d'implanter des constructions à proximité de la route départementale 933 à cause du transport de matières dangereuses et des nuisances sonores.

Dans l'attente de son ouverture à l'urba-

nisation, sa vocation agricole actuelle est maintenue, mais il convient d'y interdire toute construction pour préserver l'urbanisation future à l'exception, comme dans la zone 2AU, des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, des affouillements et exhaussements de sol nécessaires et des clôtures.

5.3.3. Diversification de l'offre d'habitat

Pour économiser l'espace, la Municipalité ne veut pas poursuivre l'urbanisation récente pavillonnaire diffuse et consommatrice d'espace dans la zone d'extension du village.

Elle estime essentiel de rétablir un parcours résidentiel, ce qui nécessite de développer l'offre de logements locatifs aidés et veut que le développement s'accompagne de la production d'un habitat diversifié favorisant la densification de l'urbanisation, la mixité sociale et celle des typologies d'habitat :

- Pour modérer la consommation de l'espace et lutter contre l'étalement urbain, préserver les espaces naturels et agricoles et ainsi pérenniser les potentialités agricoles de la commune, il est nécessaire de limiter le logement individuel et de produire des logements en petits collectifs et en habitat groupé. Les orientations d'aménagement et de programmation sur les deux espaces non bâtis au

- nord du centre village à l'est du chemin du Pellerat prévoient une partie des logements en individuels groupés et celles de la zone 1AU uniquement des logements individuels groupés. Lors de l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU, devront y être prévus des petits collectifs ou des logements individuels groupés ;
- Pour faire face aux difficultés engendrées par les évolutions socio-économiques, au vieillissement de la population, à la recomposition familiale, à la décohabitation, pour permettre aux jeunes ménages de rester sur la commune, en accueillir de nouveaux et offrir aux personnes âgées la possibilité de se loger sans les contraintes inhérentes à la maison individuelle, est prévue une servitude imposant 8 logements locatifs aidés sur le terrain de ceux existants et le terrain contigu au sud et les orientations d'aménagement et de programmation imposent 15 % de logements locatifs aidés, soit 2 logements,

dans les opérations de la zone 1AU. Lors de l'ouverture à l'urbanisation de la zone

2AU, devront aussi être prévus 15 % de logements locatifs aidés.

5.3.4. Orientations d'aménagement et de programmation (pièce 4 du dossier)

La Municipalité veut prévoir, pour favoriser une organisation cohérente et intégrée dans le tissu urbain existant, des orientations d'aménagement et de programmation sur la zone 1AU, le terrain sur lequel sont implantés 8 logements locatifs aidés et le terrain contigu au sud, les deux espaces non bâtis au nord du centre village à l'est du chemin du Pellerat.

Les travaux et opérations futures, à la charge de l'aménageur, devront être compatibles avec ces orientations.

Les orientations sur la zone 1AU concernent :

- La voirie de desserte et les chemins piétons ;
- Les espaces verts ;
- Les logements.

Celles sur le terrain où sont implantés 8 logements locatifs aidés et le terrain contigu au sud concernent les constructions qui doivent être réalisées en harmonie avec celles existantes.

Celles sur les deux espaces non bâtis au nord du centre village à l'est du chemin du Pellerat concernent les accès, les constructions et les espaces libres.

Les capacités estimées des zones sont les suivantes :

Zones urbaines				Zones de développement					
Zone UA		Zone UB		Zone UB		Zone 1AU		Zone 2AU	
Surfaces disponibles m²	Nombre de logements	Surfaces disponibles m²	Nombre de logements	Surfaces disponibles m²	Nombre de logements	Surfaces disponibles m²	Nombre de logements	Surfaces disponibles m²	Nombre de logements
9 000 ¹	5 ¹	26 900 ¹	19 ¹	7 000 ²³	8 ²³	9 400 ³	8 ³	21 100	37

La densité moyenne de logements par hectare est de :

- 13,4 dans les terrains des zones UA et UB faisant l'objet de rétention foncière (48 logements sur 35 900 m²) ;
- 11,4 dans le terrain de la zone UB faisant l'objet de la servitude pour 8 logements locatifs aidés (8 logements sur 7 000 m²) ;
- 8,5 dans la zone 1AU (8 logements sur 9 400 m²) ;
- 17,5 dans la zone 2AU (37 logements sur 21 100 m²) ;
- 13,8 dans l'ensemble des zones (77 logements plus 24 de rétention foncière,

soit 101 sur 73 400 m²).

A noter que la densité du terrain de la zone UB faisant l'objet de la servitude pour les logements locatifs aidés est plus faible que celle des autres pour que ces logements s'inscrivent dans le site bâti aéré actuel.

La capacité totale est de 77 logements. Toutefois les 4 comptabilisés après rétention par division de terrains bâtis dans la zone UA ne seront sûrement jamais réalisés, ce qui la ramène à 73, un peu supérieure mais cohérente avec l'objectif retenu de 64 nouveaux logements à l'horizon 2026.

Compatibilité avec le SCoT

En ce qui concerne la densité et les formes urbaines, le SCoT préconise :

- Un objectif minimum de densité de l'ordre de 15 logements à l'hectare pour les communes rurales ;
- Au moins 40 % de petit collectif ou d'individuel groupé pour les communes rurales ;
- Un objectif de référence de 20 % de logements locatifs aidés sur la production neuve.

Le plan local d'urbanisme est compatible avec ces préconisations puisque sont prévus :

- Une densité de 14,1 logements par hectare dans les zones de développement et une densité globale de 13,8 ;
- 24 logements sur 40, soit 60 %, en habitat groupé dans les zones U et 1AU ;
- 10 logements locatifs aidés (8 sur le terrain faisant l'objet de la servitude et 2 dans la zone 1AU), soit 25 % des 40.

Lors de l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU, devront être prévus des typologies d'habitat variées, petits collectifs ou maisons individuelles groupées, et 15 % de logements locatifs aidés.

5.4. Equipements et services

La Municipalité a récemment réaménagé le cœur de village.

Elle prévoit pour l'avenir l'extension de la mairie, du groupe scolaire, du terrain de sports avec des stationnements pour les véhicules, l'extension du cimetière, et l'assai-

nissement collectif de Romans est projeté.

Elle prévoit également un chemin piétons aux Herbelettes et l'aménagement de carrefours pour la sécurité.

La commune doit être équipée en très haut débit en 2012.

5.4.1. Renforcement des équipements publics

Des emplacements réservés sont prévus :

- L'emplacement n° 1 pour l'extension de la mairie et du groupe scolaire en continuité sud ;
- L'emplacement n° 2 pour l'extension du terrain de sports et une aire de stationnement en continuité sud du terrain de

sports actuel ;

- L'emplacement n° 3 pour l'extension du cimetière à l'ouest ;

La Communauté de communes Val de Saône Chalaronne, qui en a la compétence, prévoit l'assainissement collectif de Romans au second semestre 2013.

5.4.2. Renforcement de la sécurité des déplacements et modes doux

Des emplacements réservés sont prévus pour renforcer la sécurité des déplacements automobiles :

- L'emplacement n° 4 pour l'élargissement à 8 mètres du chemin de la Gare (VC 8) ;
- L'emplacement n° 6 pour des aménagements de sécurité du carrefour entre le chemin des Trois Coins (VC 3) et la RD

933 ;

- L'emplacement n° 7 pour des aménagements de sécurité du carrefour entre le chemin du Trêve de Galle (VC 2) et la RD 933.

Un emplacement, le numéro 5, est aussi prévu pour un chemin piétons aux Herbelles, en partie Nord du village.

Les superficies en hectares des zones et des secteurs sont les suivantes :

A	328,8	333,7	789,0	789,0	857,0
An	4,9				
N	79,0	455,3			
Ns	376,3				
Ae	34,6	37,0	37,0	37,0	
Ne	2,4				
UA	6,2	27,9	28,8	31,0	
UB	21,7				
1AU	0,9	0,9			
2AU	2,2	2,2	2,2		

Les zones agricoles et naturelles, A, An, N, Ns recouvrent 92,1 % du territoire.

5.5. Activités économiques

Dans le cadre de la communauté de Communes Val de Saône-Chalaronne qui a notamment pour compétence l'action de développement économique, le parc d'activités Actival de Saint Didier sur Chalaronne offre des terrains disponibles.

Au niveau local, il convient, pour la vie sociale, la création d'emplois et la mixité des fonctions, de permettre le maintien et développement du tissu économique local, mo-

teur essentiel des relations sociales, notamment de l'entreprise de travaux publics du village, et l'implantation d'un artisanat de proximité compatible avec l'habitat.

Outre le café-restaurant - dépôt de pain - presse - tabac du village, qui vend aussi des plats à emporter, il convient de permettre l'installation éventuelle d'autres commerces.

Le plan local d'urbanisme permet ces installations.

6. Modifications apportées

Les modifications apportées par rapport au plan d'occupation des sols sont essentiellement liées à la volonté municipale de :

- Mieux préserver les espaces naturels sensibles de la vallée de la Saône ;
- Permettre une croissance mesurée de la population ;
- Densifier l'urbanisation et diversifier les

formes d'habitat ;

- Organiser le développement du village ;
- Prévoir le développement à long terme ;
- Améliorer la sécurité des déplacements.

Outre la création d'orientations d'aménagement et de programmation, les principales modifications sont :

6.1. Zonage

6.1.1. Zones agricoles et naturelles

- Création du secteur Ns sur la vallée de la Saône - suppression du secteur NDi et report des zones exposées au risque d'inondation de la Saône ;
- Création du secteur An sur la zone de développement à long terme du village ;
- Création des secteurs Ae et Ne permettant l'évolution des constructions existantes des hameaux et des écarts ;
- Mise à jour des boisements à protéger. Classement de la ripisylve de l'Avanon, du Minguet et du Beyou en espaces boisés, protection des bosquets, des haies bocagères et des deux masses boisées au titre de l'article L 123-1-5 7° du code de l'urbanisme.

6.1.2. Zones urbaines et à urbaniser

- Classement des zones 1NA, en grande partie urbanisées, en zone UB, à l'exception du classement d'un terrain de la zone 1NA du Prenet, au Nord-est, en zone N à cause de la proximité de la lagune de Saint Cyprien ;
- Classement de la partie Est de la zone 2NA en 1AU ;
- Suppression de la zone 1NAX qui n'a été ni équipée ni aménagée, la Communauté de Communes ayant des terrains disponibles dans le parc d'activités Actival ;
- Suppression de la zone UT sur l'emprise de la ligne TGV ;

6.1.3. Evolution des superficies

Ancien zonage		Nouveau zonage	
Zone	Surface (ha)	Zone	Surface (ha)
NC	377,6	A	328,8
		An	4,9
ND	63,3	N	79,0
NDi	380,2	Ns	376,3
		Ae - Ne	37,0
UA - UB	19,5	UA - UB	27,9
1NA	6,9	1AU	0,9
2NA	3,1	2AU	2,2
1NAx	1,8		
UT	4,6		
Total	857,0	Total	857,0

6.2. Règlement

Dans les plans d'occupation des sols, les articles 1 listaient les occupations et utilisations du sol admises et les articles 2 celles interdites. Dans les plans locaux d'urbanisme, les premiers listent les occupations et utilisations du sol interdites et les deuxièmes celles soumises à des conditions particulières et les articles 15 qui traitaient du dépassement du coefficient d'occupation du sol n'existent plus.

Dans la plupart des zones :

- Limitation des annexes indépendantes des bâtiments principaux à une emprise au sol cumulée de 50 m² ;
- Notamment pour mieux prendre en compte les eaux pluviales et de ruissel-

lement, réglementation de la desserte par les réseaux complétée ;

- Suppression des superficies minimales qui ne peuvent être justifiées ni par des contraintes techniques relatives à la réalisation d'un dispositif d'assainissement non collectif, ni pour préserver l'urbanisation traditionnelle ou l'intérêt paysager de la zone considérée ;
- En cas d'assainissement non collectif, dans les zones A et N, il est précisé que la superficie du terrain doit permettre la réalisation d'un dispositif conforme aux dispositions réglementaires en vigueur et aux préconisations du zonage d'assainissement ;

- Pour économiser l'espace et éviter la dispersion des bâtiments, suppression des règles concernant l'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété ;
- La hauteur des constructions est limitée, pour une meilleure intégration, à l'égout des toitures, au faîtage des toitures et à l'acrotère des toitures terrasses ;
- Pour une meilleure insertion paysagère des constructions dans leur environnement, réglementation plus précise de l'aspect extérieur.

Les autres modifications portent essentiellement sur :

6.2.1. Zones agricoles et naturelles

Zone A, en remplacement de la zone NC du plan d'occupation du sol

- Création du secteur An ;
- Ne sont dorénavant admis dans la zone A, conformément au code de l'urbanisme, que les occupations et utilisations du sol nécessaires à l'exploitation agricole ou nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, les affouillements et exhaussements de sol nécessaires et la reconstruction à l'identique après sinistre. Sont ainsi supprimées notamment les possibilités d'évolution des bâtiments non agricoles ;
- Le secteur Ae recouvrant désormais du bâti existant :
 - Sont admises les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif ;
 - Des règles sont prévues pour permettre l'évolution du bâti existant, avec des limites pour l'extension ;
 - Les constructions sont admises en limite séparative si leur hauteur, mesurée sur la limite séparative, n'excède pas 3,50 mètres ;
 - Deux places de stationnement par logement sont imposées.
- Recul des constructions par rapport aux voies non départementales réduit pour économiser l'espace.

Zone N, en remplacement de la zone ND

- Création du secteur Ns ;
- Création du secteur Ne avec des règles identiques à celles du secteur Ae ;
- Le secteur Ne recouvrant désormais du bâti existant :
 - Sont admises les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif ;
 - Des règles sont prévues pour permettre l'évolution du bâti existant, avec des limites pour l'extension ;
 - Les constructions doivent être implantées avec un recul de 10 mètres par rapport aux routes départementales et de 5 mètres par rapport aux autres voies comme dans la zone A ;
 - Les constructions sont admises en limite séparative si leur hauteur, mesurée sur la limite séparative, n'excède pas 3,50 mètres ;
 - La hauteur maximale des constructions est précisée, à 7 mètres à l'égout, soit deux niveaux ;
 - Deux places de stationnement par logement sont imposées.

6.2.2. Zones à vocation principale d'habitat

Zone UB

- Diminution du recul par rapport aux limites séparatives de 4 à 3 mètres pour économiser l'espace ;
- Suppression de l'obligation, impossible à faire respecter, de planter un arbre à haute tige par 50 m² dans les espaces libres ;
- Augmentation du coefficient d'occupation du sol de 0,25 à 0,40 pour permettre la densification ;

Zone 1NA

- Suppression de la taille minimale des opérations, celles-ci devant être compatibles avec les orientations d'aménagement et de programmation ;
- Mêmes modifications que dans la zone UB.

Zone 2AU, en remplacement de la zone 2NA

- Sont admis, à condition de ne pas compromettre l'aménagement futur de la zone, les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, les affouillements et exhaussements de sol nécessaires et les clôtures ;
- Sont donc prévues, en cohérence avec la zone UB, des règles concernant les accès et la voirie, la desserte par les réseaux, l'implantation des constructions par rapport aux voies et aux limites séparatives.

6.2.3. Zones d'activités

Zones UT et 1NAx

- Suppression des zones.

6.3. Emplacements réservés

Seul l'ancien emplacement n° 4 destiné à un parking public, acquis et réalisé, n'est pas maintenu.

Le n° 1 a pour destination supplémentaire l'extension de la mairie.

Le n° 2 a pour destination supplémentaire une aire de stationnement.

Quatre nouveaux emplacements, présentés plus haut, sont créés.

7. Prise en compte de l'environnement

Le centre ancien du village a été conforté par une urbanisation pavillonnaire que l'on peut estimer à environ 1 130 m² par logement.

La Municipalité souhaite une croissance progressive, maîtrisée et compatible avec les équipements publics. Cette volonté est justifiée par des nécessités internes (assurer le renouvellement de la population et réduire son vieillissement, compenser le phénomène de décohabitation, conserver en activité les équipements scolaires).

Elle veut accueillir les nouveaux habitants au village. Ses possibilités étant insuffisantes pour permettre le développement démographique souhaité, la Municipalité a défini des secteurs de développement permettant une extension en épaisseur et une urbanisation regroupée. En lien avec la protection des espaces naturels et agricoles, la Municipalité veut désormais maîtriser l'étalement urbain et la consommation d'espace. Elle veut à cette fin recentrer le développement au village en privilégiant une urbanisation proche du centre, en épaisseur et moins consommatrice d'espace, favorisant ainsi la vie sociale, l'accès aux équipements centraux (mairie, école...) et la limitation des déplacements, ce qui participe aux économies de moyens et d'énergie. Pour lutter contre le mitage, et ainsi préserver les espaces naturels et agricoles, elle ne veut en cohérence pas permettre de nouveaux logements dans les hameaux et les écarts.

Elle a donc retenu pour le développement de la commune les terrains au nord-ouest du centre village, au contact direct de celui-ci.

Elle ne veut pas poursuivre l'urbanisation récente pavillonnaire, diffuse et consommatrice d'espace, mais au contraire que les secteurs de développement accueillent un habitat diversifié permettant la densification de l'urbanisation. Cette exigence permet de garantir une urbanisation dense, lutter contre l'étalement urbain, préserver les espaces naturels et agricoles et ainsi pérenni-

ser les potentialités agricoles de la commune.

La Municipalité a donc prévu des orientations d'aménagement et de programmation permettant :

- de prévoir différentes densités d'habitat : en cohérence avec les points précédents, notamment afin de limiter les déplacements intra communaux, est prévu de l'individuel groupé à proximité du centre village ;
- de valoriser les éléments naturels et paysagers du site.

La Municipalité veut aussi améliorer les déplacements par modes doux.

Pour assurer la protection du patrimoine architectural et favoriser une bonne insertion des futures constructions dans leur environnement, sont retenues des dispositions réglementaires sur l'aspect extérieur, qui en particulier limitent les mouvements de terrain et la hauteur des clôtures, interdisent les constructions dont l'aspect général ou certains détails architecturaux sont d'un type régional affirmé étranger à la région, les couleurs agressives, les couvertures non adaptées, imposent une pente minimale et un débord pour les toitures. Pour concilier la préservation du paysage et la qualité environnementale des constructions, la Municipalité veut que les éléments d'architecture bioclimatique et des matériaux liés au développement durable soient intégrés aux bâtiments.

Pour favoriser le maintien du caractère rural et préserver l'identité de la commune, la simplicité de réalisation et le choix d'essences locales sont recommandés et les haies doivent être constituées d'essences variées alternant caduques et persistantes.

Le développement retenu, localisé et assurant une urbanisation dense, permettra ainsi d'économiser l'espace et d'éviter un étalement de l'urbanisation future. La mise en œuvre d'une urbanisation plus dense et durable reste en effet la condition indispen-

sable de la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Les zones urbaines et à urbaniser préservent les espaces agricoles et naturels de la commune qui garantissent la vocation rurale du territoire et la préservation de son identité. L'activité agricole est en effet primordiale dans l'entretien de l'espace et donc dans la structuration de son paysage et de son cadre de vie.

Sont classés en zone agricole, pour assurer leur pérennité, tous les sièges et bâtiments agricoles.

Toutefois sont classés en zone naturelle les espaces naturels sensibles tant pour l'écologie que pour le paysage, que sont les vallées de la Saône, de l'Avanon, du Minguet et du Beyou, continuités écologiques, et les masses boisées.

Les ZNIEFF, la ZICO et les sites Natura 2000 sont plus particulièrement protégés par le secteur Ns. Les dispositions du plan local d'urbanisme ne sont pas susceptibles d'avoir une incidence sur les sites Natura 2000 comme le montre la pièce 2 du dossier intitulée « Evaluation des incidences Natura 2000 ».

Les boisements sont protégés en espaces boisés classés et en boisements protégés.

Les zones agricoles et naturelles s'étendent sur plus de 90 % du territoire.

Le patrimoine agricole, écologique, paysager et bâti du territoire communal a ainsi

été identifié puis préservé, ce qui participe au maintien de son unité paysagère et de son identité rurale. Par ces dispositions et ces mesures, le plan local d'urbanisme participe à la protection des éléments identitaires et est cohérent avec les enjeux environnementaux déclinés dans le schéma de cohérence territoriale (SCoT) Val de Saône-Dombes.

Le développement retenu tient compte des risques naturels liés aux crues de la Saône.

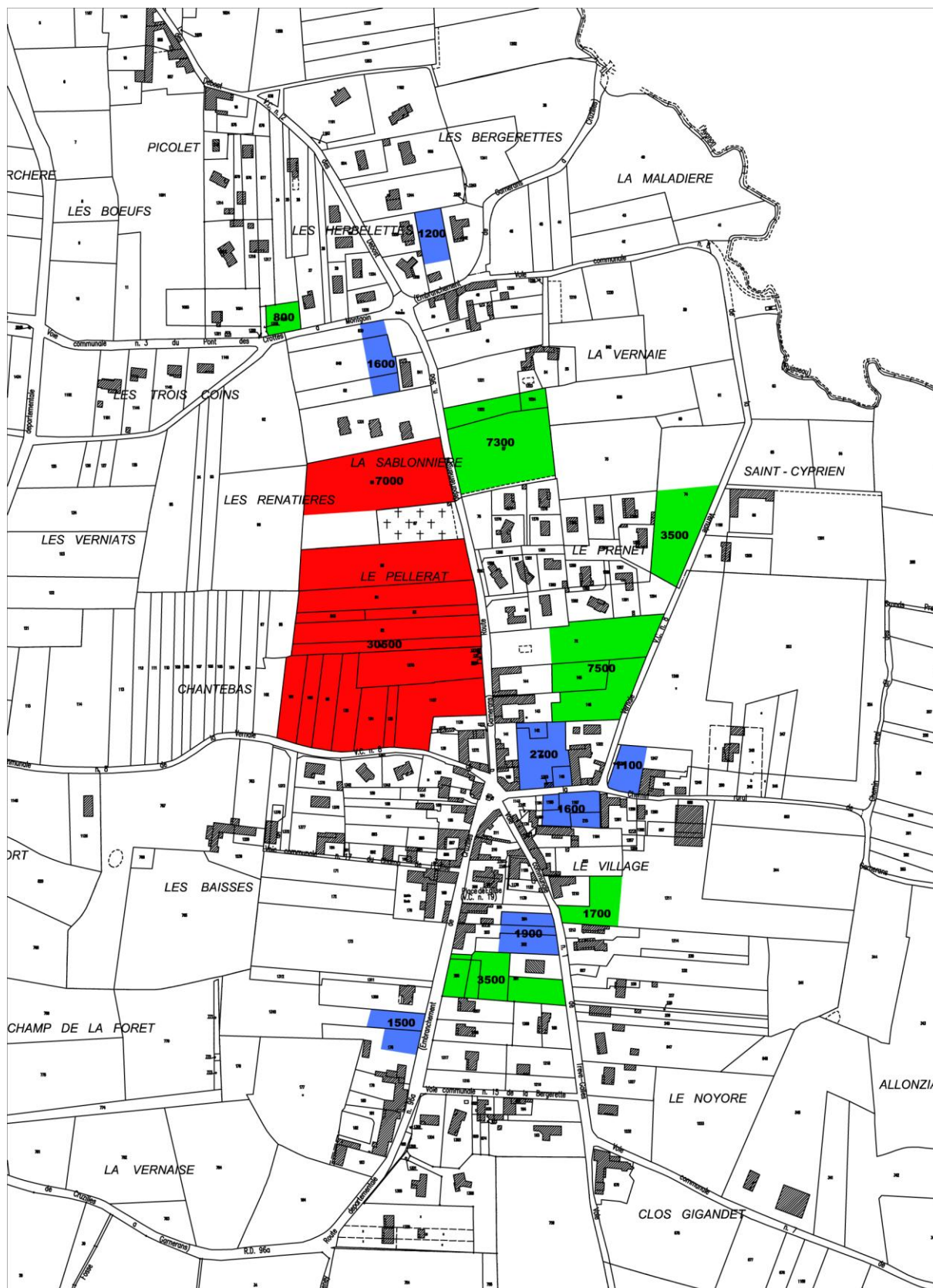
Concernant la prise en compte des risques technologiques et des nuisances, aucun développement de l'urbanisation n'est retenu à proximité de la route départementale 933.

Par ailleurs, la Municipalité veut renforcer la sécurité des déplacements automobiles et piétons.

Enfin, le développement retenu est cohérent avec les choix retenus dans le zonage d'assainissement (les zones urbaines et à urbaniser seront raccordées aux réseaux d'assainissement collectif des eaux usées) et la gestion des ordures ménagères organisée par le SMIDOM qui a notamment mis en place une collecte sélective.

Toutes ces dispositions permettent de préserver l'environnement et ainsi le plan local d'urbanisme n'a pas d'effets directs ou indirects sur les enjeux environnementaux.

8. Localisation et superficie des terrains constructibles



Terrains bâtis
 Terrains non bâtis
 Extensions

